

offensive

# offensive

TRIMESTRIEL D'OFFENSIVE LIBERTAIRE ET SOCIALE N°31 • 4 EUROS • SEPT. 11



M 05936 · 13 · F : 4,00 € · RD

# Offensive Libertaire et Sociale (OLS)

## MATÉRIEL

LIVRE  
Divertir  
pour dominer

Textes issus de numéros d'*Offensive*, notamment les dossiers des numéros 1, 6, 11 et 14.



A commander à l'OLS 21<sup>er</sup>, rue Voltaire 75011 Paris  
chèque de 13 euros  
(port compris) à l'ordre de Point de ruptures

Offensive Libertaire et Sociale est née au cours de l'été 2003 d'une volonté de participer à la construction d'une réelle offensive qui mette un terme au capitalisme, au patriarcat et qui contribue à l'élaboration d'autres futurs sans rapports de domination ni d'exploitation. Nous militons pour une société fondée sur la **solidarité, l'égalité sociale et la liberté**. Plusieurs principes fondent l'OLS :

1. Indépendance
2. Fédéralisme
3. Assembléisme
4. Anti-autoritarisme
5. Rupture
6. Appui mutuel

L'OLS se situe comme un élément dans la constellation libertaire, apportant sa pierre au mouvement révolutionnaire.

L'organisation n'est pas une fin en soi et ne doit pas primer sur les luttes et sur la réflexion.

Nous refusons de nous impliquer en fonction de nos seuls intérêts organisationnels, de « passer » d'une lutte à l'autre au gré des modes. Même si nous apparaissions de temps à autre en tant que « OLS » - au travers d'*Offensive* le journal que nous publions - lors de certains événements politiques - pour confronter, défendre ou faire partager nos valeurs, nos idées, nos pratiques, nous refusons les logiques de représentation. Dans une société fondée sur les apparences, le mouvement révolutionnaire ne doit pas succomber aux

sirènes du spectacle.

Nous luttons plus particulièrement contre tout ce qui fait de nous des êtres aliénés et/ou oppresseurs : **exploitation sociale, précarité économique, patriarcat, hétérosexisme, tyrannie technologique, racisme, massification**. Face aux logiques d'enfermement et d'abêtissement, nous proposons d'autres formes émancipatrices d'associations où les aller-retour entre engagement, théorie et pratique sont permanents et où nous pourrions construire des liens stables, non aliénants, d'estime et de coopération. Nous voulons construire **une société réellement démocratique**, si l'on définit la démocratie comme une forme d'organisation du pouvoir permettant de connaître et de maîtriser nos conditions d'existence. Il importe de réfléchir à de nouvelles organisations sociales qui permettent le **partage des débats et des prises de décisions**. Cela revient à briser l'autonomie du pouvoir. Il ne doit plus être en-dehors de la société, mais en son sein : il doit être socialisé.

Si la filiation de l'OLS s'inscrit dans la longue histoire de l'anarchisme, nous nous référons aussi à d'autres associations et mouvements. **Nous essayons à notre échelle de contribuer au renouvellement de la critique libertaire, de participer à la création et à la diffusion d'alternatives anti-autoritaires et libératrices.**

**POUR CONTACTER L'OLS**  
OLS c/o Mille Bâbords,  
61 rue Consolat, 13001  
Marseille.  
ols@no-log.org.

## OÙ EST L'OLS

**Bretagne**  
ruz-ha-du@riseup.net  
**Grenoble**  
offensivenomade@riseup.net  
**Lille**  
ols-lille@herbesfolles.org  
**Marseille**  
c/o Mille Bâbords,  
61 rue Consolat 13001 Marseille  
chapacans@riseup.net  
**Paris**  
21<sup>er</sup>, rue Voltaire 75011 Paris  
ols.paris@no-log.org  
**Toulouse**  
offensivetoulouses@riseup.net

## SITE INTERNET

<http://offensive.samizdat.net>  
Pour retrouver les archives, les anciens numéros, écoutez les anciennes émissions de radio, consultez l'actualité de l'OLS.

## OFFENSIVE SONORE

émission de l'OLS-Paris  
**sur Radio Libertaire**  
89.4 Mhz (à Paris)  
Le vendredi tous les quinze  
jours de 21h à 22h30  
en alternance avec  
**La Grenouille Noire**

## LES ANCIENS NUMÉROS

Pour commander les anciens numéros, reportez-vous au bon de commande en page 3.  
Les numéros épuisés sont téléchargeables sur notre site internet <http://offensive.samizdat.net>

- N°1 POUR UNE CRITIQUE RADICALE DE LA TÉLÉVISION [ÉPUISÉ]
- N°2 LA GRÈVE À RÉINVENTER
- N°3 L'EMPRISE TECHNOLOGIQUE [ÉPUISÉ]
- N°4 GENRE ET SEXUALITÉ [ÉPUISÉ]
- N°5 AU SERVICE DU PUBLIC [ÉPUISÉ]
- N°6 HOMO PUBLICITUS [ÉPUISÉ]
- N°7 GUERRES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES
- N°8 LIBÉREZ LES ENFANTS! [ÉPUISÉ]
- N°9 CULTURE DE CLASSE OU (IN)CULTURE DE MASSE [ÉPUISÉ]
- N°10 L'IMPÉRIALISME SCIENTIFIQUE [ÉPUISÉ]
- N°11 ON HAÏT LES CHAMPIONS [ÉPUISÉ]
- N°12 INTÉGRATION ENTRE MISE AU PAS ET APARTHEID SOCIAL
- N°13 RÉVOLUTIONNAIRE AUJOURD'HUI
- N°14 L'HORREUR TOURISTIQUE [ÉPUISÉ]
- N°15 AUTONOMIE, DÉMOCRATIE DIRECTE [ÉPUISÉ]
- N°16 PUTAIN DE SEXISME [ÉPUISÉ]
- N°17 UN COMMERCE SANS CAPITALISME [ÉPUISÉ]
- N°18 SPÉCIAL 68, MAI ENCORE!
- N°19 FOUTEZ-NOUS LA PAIX!
- N°20 TANT QU'ON A LA SANTÉ!
- N°21 L'INDUSTRIE DE LA PUNITION
- N°22 RURALITÉS, NOUS VOULONS LA TERRE [ÉPUISÉ]
- N°23 CONSTRUIRE L'ANARCHIE
- N°24 NATURE ET ANIMALITÉ



**OFFENSIVE N°25**  
mars 10 | 52 p. | 5 euros  
• DOSSIER  
**TRAVAIL: QUEL SENS?**



**OFFENSIVE N°26**  
mai 10 | 52 p. | 4 euros  
• DOSSIER **EN FINIR**  
**AVEC LA FRANÇAIFRIQUE**



**OFFENSIVE N°27**  
sept. 10 | 52 p. | 4 euros  
• DOSSIER **PRÉCARITÉ**  
**POURQUOI?**



**OFFENSIVE N°28**  
déc. 10 | 52 p. | 4 euros  
• DOSSIER  
**AVANT LA RÉVOLUTION**



**OFFENSIVE N°29**  
mars 11 | 52 p. | 4 euros  
• DOSSIER **SAVOIRS**  
**POUR S'ÉMANCIPER**



**OFFENSIVE N°30**  
juin 11 | 44 p. | 4 euros  
• DOSSIER **LUTTES DE**  
**LIBÉRATION NATIONALE**

Édité par Spipasso  
Imprimeur IMB, 7 rue  
Résistance 14400 Bayeux  
Directeur de publication  
Nicolas Sergy  
Commission paritaire  
1111 P 11461  
ISSN 1771-1037  
Diffusion  
Court-circuit  
5, rue Saint-Sébastien,  
75011 Paris, 01 43 55 69 59  
contact@court-circuit-diffusion.com

Les articles font apparaître le féminin et le masculin. Si la langue est un instrument de domination et perpétue les stéréotypes sexistes, elle peut être un outil de déconstruction. Les personnes qui luttent contre le patriarcat ne peuvent se dispenser d'interroger la pseudo-« neutralité » de certains mots et la domination du masculin sur le féminin. Le langage rend la présence des femmes invisible. Féminiser les textes que nous produisons, c'est donner une visibilité à la moitié de l'humanité.

# Sommaire

En bref ici 4-5

Analyses

Les cagoles complotent! 6

Radiorageuses 7

Pratiquer l'égalité dans la lutte 8-9

Recruteur de donateurs 10-11

Histoire

Vous êtes fous! 12-13

En lutte

No TAV! Non au TGV! 14

## DOSSIER

### La contre-révolution informatique

L'informatisation à la française 16-18

La fuite dans les mondes rêvés du numérique 19

Le numérique totalitaire 20-23

No ghost in the shell 24-25

Informatique et société 26-27

Des nuisances bien réelles 28-29

Vers l'école numérique 30

Tout un programme 31

Démocratie et réseaux virtuels 32-33

Twitte la révolution! 34-36

Utopies coincées dans la toile 37

Horizons

Révoquer, réformer,  
reconstruire 38-40

En bref ailleurs 41

Entretien

«Le peuple veut renverser  
le système» 42-45

Alternatives

36 ans d'autogestion 46-47

Contre-culture

Livres 48-49

Musique 50

Arts vivants-ciné 51

Dossier du prochain numéro  
«libération sexuelle?» à  
paraître en décembre 2011.  
La préparation des dossiers  
est ouverte à toutes et tous.  
Prochaine coordination à  
Marseille les 1<sup>er</sup> et 2 octobre  
2011, pour plus de renseigne-  
ments contacter le groupe  
local.



# Édito

Révoltes au Maghreb, émeutes au Moyen-Orient, rassemblements populaires en Europe, manifestations-occupations dans le Wisconsin, aux Etats-Unis... un numéro d'**Offensive** n'a pas l'épaisseur suffisante pour se pencher sur tous les mouvements des derniers mois. Réjouissons-nous! Et puis, **Offensive** a plutôt l'habitude de s'éloigner des frénésies médiatiques. De prendre un peu de recul. Au rythme d'un trimestriel. Une invitation à ne pas regarder ces révoltes comme des événements séparés, successifs, sans liens... Les gens sérieux – que nous ne sommes pas – signaleront avec sagesse: «La Libye, ce n'est pas les Etats-Unis!» Dictature versus «démocratie». Misère versus «confort à l'occidentale». Répression aveugle versus «sécurisation en douceur»... Pourtant il y a plus que des similitudes. Les Indignés de la péninsule Ibérique se sont soulevés dans la lignée des révoltes arabes. Quelques jours avant les élections municipales, ils clamèrent que chez eux aussi la démocratie n'était pas bien réelle (**democracia real**, c'est ainsi qu'ils signaient). A l'inverse de ce que l'on connaît en Grèce, la contestation espagnole a eu des accents parfois réformistes, à l'image de celle du Wisconsin (voir l'article p. 38), qui annonce peut-être le réveil d'un courant de revendication disparu dans la déconfiture de l'altermondialisme. Autre similitude: de chaque côté de la Méditerranée, en Algérie, en Syrie, au Portugal ou en Islande, la question sociale ressurgit à la face du système. Les mêmes gens sérieux – toujours – ne voient dans les révoltes tunisiennes, syriennes ou qataries qu'une protestation pour plus de démocratie, de liberté et de droits de l'homme. Mais la Tunisie, premier foyer de l'insurrection, a entamé la contestation suite au suicide d'un vendeur à la sauvette, un travailleur à bout parmi tant d'autres. Le soulèvement, avant que de vouloir virer le «président ami de la France», plonge ses racines dans la misère et l'exploitation (voir l'article p. 42). En Europe aussi, la «crise» – que la prudence convie à écrire entre guillemets – est le détonateur de protestations de Londres à Athènes. Pour l'égalité! En même temps que les populations se prennent des plans de sauvetage dans la gueule, elles constatent leur impuissance, l'impuissance dans laquelle les laissent les démocraties d'Occident... Plus que jamais, critique sociale et critique des démocraties bourgeoises vont de pair... Espérons que la France des élections de 2012 s'en souvienne. Ols Breizh - juillet 2011

## abonnez-vous

Je m'abonne à **offensive** pour une durée d'un an (4 numéros) à partir du N° \_\_\_\_  
Abonnement [16€]  Abonnement de soutien [35€]  Abonnement institution [50€]   
Abonnement + abonnement d'un-e ami-e [25€]   
Je commande des anciens numéros pour un montant de \_\_\_\_ euros

nom, prénom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

mail \_\_\_\_\_

téléphone \_\_\_\_\_

(merci d'indiquer l'un ou l'autre, en cas de problème avec l'adresse postale)

Si vous abonnez aussi un-e ami-e veuillez indiquer ses coordonnées ci-dessous

nom, prénom \_\_\_\_\_

adresse \_\_\_\_\_

chèque à l'ordre de Spipasso à renvoyer à OLS, c/o Mille Bâbords, 61 rue Consolat 13001 Marseille

Pour les abonnements à l'étranger, contactez l'OLS à Marseille.

### COMMANDER LES NUMÉROS PRÉCÉDENTS

Cochez les numéros que vous souhaitez commander, et rajouter 10% du total. Notez vos coordonnées sur le bulletin d'abonnement.

- |   |  |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> N°2 La grève à réinventer [3€]                               | <input type="checkbox"/> N°21 L'industrie de la punition [5€]      |
| <input type="checkbox"/> N°7 Guerres contre-révolutionnaires [3€]                     | <input type="checkbox"/> N°23 Construire l'anarchie [5€]           |
| <input type="checkbox"/> N°12 Intégration, entre mise au pas et apartheid social [3€] | <input type="checkbox"/> N°24 Nature et animalité [5€]             |
| <input type="checkbox"/> N°13 Révolutionnaire aujourd'hui [5€]                        | <input type="checkbox"/> N°25 Travail: quel sens? [5€]             |
| <input type="checkbox"/> N°18 Spécial 68, Mai encore! [5€]                            | <input type="checkbox"/> N°26 En finir avec la Françafrique [4€]   |
| <input type="checkbox"/> N°19 Foutez-nous la paix! [5€]                               | <input type="checkbox"/> N°27 Précarité pourquoi? [4€]             |
| <input type="checkbox"/> N°20 Tant qu'on a la santé! [5€]                             | <input type="checkbox"/> N°28 Avant la révolution [4€]             |
|   | <input type="checkbox"/> N°29 Savoirs pour s'émanciper [4€]        |
|   | <input type="checkbox"/> N°30 Lutttes de libération nationale [4€] |

COMMANDER OU S'ABONNER PAR INTERNET  
en passant par Atheles: <http://atheles.org/offensive>

## FICHAGE DES ÉLÈVES, LES ENSEIGNANTS REFUSENT D'OBÉIR



**DANS LA LIGNEE** de l'opposition à Base élèves qui traverse les luttes dans l'éducation depuis plusieurs années, le boycott du livret personnel de compétences (LPC) est suivi par beaucoup d'enseignant-e-s. Extrait d'un communiqué de la Fédération des travailleurs de l'éducation de la CNT : « Le livret personnel de compétences est présenté comme une modernisation du système éducatif répondant aux exigences des directives européennes montrées comme inéluctables. De la maternelle à l'entrée sur le marché du travail, il devient le "passeport orientation et formation" et le "portefeuille de compétences". Ces directives accompagnent le renforcement du contrôle social et l'omniprésence de l'évaluation au sein des systèmes éducatifs :

c'est l'entreprise qui dicte ses méthodes aux enseignants ! [...] Qu'est-ce que c'est ? Des dizaines de compétences, floues, politiquement orientées ou carrément fumeuses, validées de façon ternaire à la maternelle ("non acquis", "en cours d'acquisition", "acquis"), binaires par la suite ("non acquis", "acquis"), pour contrôler les élèves dans leur globalité et leur personnalité via les "savoirs être". Connaissances, intégration, docilité... c'est le "minimum" à posséder à la sortie du système scolaire. Minimum pour quoi ? Pour qui ? Pour le travail et le marché, bien sûr : adaptabilité, employabilité, flexibilité, mobilité... [...] Nous rappelons aussi que tous les fichiers de justice sont assortis d'un "droit à l'oubli", possibilité d'effacer l'ardoise... avec ces fichiers informatiques, tout est gravé dans le marbre, pour la vie. Nous rejetons cette école asservie au marché du travail et qui renforce la compétition entre tous. Nous prônons, au contraire, qu'avec les connaissances, les confrontations et les pratiques collectives, l'école puisse permettre l'émancipation. [...] Nous appelons à amplifier et généraliser le boycott desdits livrets comme déjà certains établissements ont commencé à le faire ».

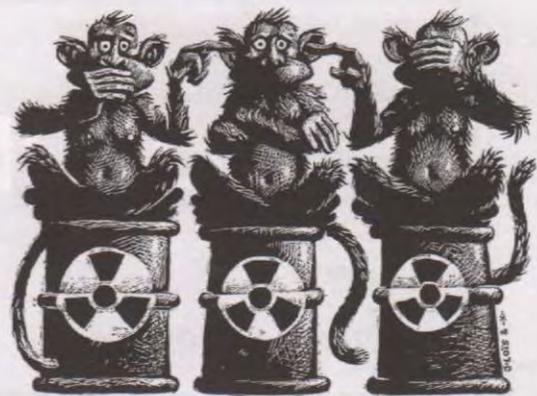
[www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)  
[retraitbaseeleves.wordpress.com](http://retraitbaseeleves.wordpress.com)

## ETABLISSEMENTS PSYCHIATRIQUES, LA FOLIE SÉCURITAIRE

**UN RAPPORT D'ENQUÊTE** de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) sur la psychiatrie a été publié au cours du mois de mai 2011. Il décrit « les dysfonctionnements » du système psychiatrique à travers un recensement des divers actes de violence subis par les professionnels, par des personnes psychiatriques fragiles (mineurs, femmes, etc.), par des membres des familles des psychiatriés-e-s et par diverses personnes, actes causés principalement par des hommes psychiatriés, au sein de l'hôpital psychiatrique, ou à l'extérieur, lors de sorties autorisées. Or si cette enquête est établie à partir de faits précis, ces faits sont sélectionnés et interprétés au filtre des institutions d'État. Le rapport dénonce également des formes de maltraitance exercées par des membres du personnel hospitalier sur des patient-e-s, mais laisse à penser que ces violences-là sont minoritaires en comparaison de celles provoquées par ceux que le rapport nomme « malades mentaux ». Enfin, il préconise des solutions architecturales de prévention de ces actes divers : des sas, des dispositifs de surveillance, etc. Ce rapport, dont la presse a annoncé la parution par de longs

articles, apparaît opportunément dans un contexte où le discours sécuritaire et le développement des techniques de contrôle social priment. Il n'a pas pour but de dénoncer la violence exercée sur les psychiatriés-e-s par l'institution elle-même, à travers l'acte barbare et anodin de l'hospitalisation sous contrainte et la mise sous dépendance à des produits pharmaceutiques qui détériorent la santé, mais sert à conforter les marchands et les idéologues d'un monde sans danger. Comme la prison, la psychiatrie sert à épurer le « meilleur des mondes » capitaliste de ses éléments dissonants. Or toute personne qui subit ces internements ne peut éprouver que du ressentiment et on peut comprendre qu'à la moindre occasion de libération elle en exprime une part par un nouveau « pétage de plombs ». Quelques collectifs s'organisent pour lutter contre cette politique.

**Voir le journal Sans Remède**  
- [www.sansremede.fr](http://www.sansremede.fr)  
- [sans.remede@laposte.net](mailto:sans.remede@laposte.net)  
à écouter sur **Radio Libertaire 89,4Mhz** (région parisienne) : « L'Entonnoir », émission de l'antipsychiatrie, tous les mercredis de 9h30 à 10h30.



## ACTION CONTRE LE NUCLÉAIRE À CAEN

« **AUJOURD'HUI, 31 MAI 2011**, nous avons été quelques-un-e-s à perturber le forum Passerelles et développement organisé conjointement par Miriade, organisme qui vise à rapprocher recherche et entreprise, et Nucléopolis, le nouveau pôle normand de sciences nucléaires visant à vendre la filière nucléaire en Basse-Normandie. Au vu des perturbations - notre présence potache - les organisateurs-trices de cette joyeuse sauterie publicitaire ont préféré annuler leurs agapes faisandées. »  
Collectif radicalement antinucléaire (CRAN), [www.anartoka.com/cran](http://www.anartoka.com/cran)

**DES MANIFESTATIONS AURONT  
LIEU À 14h LE 15 OCTOBRE  
À RENNES ET À BORDEAUX.**

## CE QUI DEVAIT ARRIVER

**COMME ANNONCÉ** depuis des décennies par les militant-e-s antinucléaires, une catastrophe majeure a encore eu lieu. Cette fois-ci, c'est au Japon... À quand dans l'Hexagone ? Les mobilisations post-accidentelles n'ont pas été à la mesure du désastre en cours. En ce qui concerne l'industrie nucléaire à la française, notamment Areva, elle porte une responsabilité majeure dans les dégâts générés au niveau planétaire. Un militant a par exemple été assassiné en mars 2011 à Jaïtapur (État du Maharashtra, dans l'ouest de l'Inde) par la police locale qui a tiré sur une manifestation contre l'implantation d'un site de six réacteurs EPR vendu par Areva. L'industrie nucléaire, c'est notamment :

- Des exploitants comme EDF, Andra et Areva qui tirent profit des centrales, centres de retraitement, mines d'uranium ou centres d'enfouissement.
- Des constructeurs comme Bouygues ou Vinci.
- Des actionnaires ou des soutiens

financiers comme Total ou BNP-Paribas.

- Des agences d'intérim qui recrutent des intérimaires envoyés sur les zones et pour les travaux les plus « sensibles », comme Randstadt, Adecco, Crit intérim, Synergie.
  - Des formations d'ingénieurs ou de travailleurs comme Apave, l'ENSI, l'INSTN-CEA, l'université de Caen, etc.
  - La construction de sous-marins atomiques ou d'armement comme à la DNCS.
  - Des promoteurs de l'énergie nucléaire comme le nouveau pôle de compétitivité nucléaire bas-normand Nucleopolis.
  - Des entreprises sous-traitantes de maintenance comme SPIE nucléaire, Endel, Derichebourg, etc.
  - Des pseudo-contrôleurs du nucléaire comme l'ASN.
  - De la recherche nucléaire comme pour Iter, Cycon, le CERN ou le GaniL.
- Pour une liste plus complète :**  
[lesliquidateursduvieuxmonde.wordpress.com](http://lesliquidateursduvieuxmonde.wordpress.com)

## SOLIDARITÉ AVEC LES INculpÉS DE L'INCENDIE DU CENTRE DE RÉTENTION DU CANET

**LE 9 MARS, À** feu à des matelas. Six personnes ont été inculpées, ont fait de la prison préventive aux Baumettes et sont en attente d'un procès. Dans deux bâtiments, des retenus ont mis le

qu'à trois ans et cinq ans fermes. La volonté du pouvoir est claire : étouffer toute forme de révolte et la réprimer sévèrement.

**CONTACT :**  
[soutien6cra@riseup.net](mailto:soutien6cra@riseup.net)



À MARSEILLE, SUR RADIO GALÈRE, UN COLLECTIF DE FEMMES ET DE LESBIENNES RÉALISE EN NON-MIXITÉ UNE ÉMISSION FÉMINISTE. ELLES TÉMOIGNENT DE CETTE EXPÉRIENCE DE PARTAGE DES SAVOIRS.

# Les cagoles complotent !

## Une expérience de radio féministe

**Le Complot des cagoles**, une émission à écouter le premier mercredi du mois à vingt heures sur Radio galère (Marseille, 88,4 FM).

« **LE COMLOT** des cagoles » est une émission de radio féministe non mixte. C'est pour lutter ensemble que nous nous sommes réunies : pour trouver des outils de réflexion, les questionner, se les réapproprier, faire entendre les luttes de femmes, et partager ces armes sur les ondes. Nous, les parleuses, avons rédigé cette fois-ci un texte collectif sur notre expérience.

Un premier mercredi du mois à vingt-deux heures : l'émission se termine, on envoie le générique de fin et basta ! On éteint tout et on va boire une bière !

Une semaine se passe, on souffle un peu et on se réunit. Toutes les meufs et trans féministes sont les bienvenues. C'est le moment de parler de l'émission passée, des dysfonctionnements, des choses que l'on a aimées mais aussi des réactions des auditeur-trice-s. On mange, on rigole... Dans tout ce capharnaüm, des idées fusent, des thèmes sont proposés, examinés et explorés. Et puis un sujet ou deux se détachent. Ils nous parlent un peu plus ou tiennent à cœur à certaines d'entre nous. « Et pourquoi pas faire une émission sur les sorcières ? » C'est ainsi que des expériences perso et des réflexions sont exposées, expliquées. Les thèmes proposés sont si déroutants pour certaines que ça relève presque de l'inexistant. Mais en discutant, la mémoire revient comme une onde de choc, des scènes se rejouent et ah ouais!!... une nouvelle grille de lecture s'intercale, féministe cette fois-ci.

C'est alors que l'édifice de la domination patriarcale se démonte pièce par pièce et que notre vécu se transforme.

Nous n'avons pas les mêmes vécus, histoires ou approches du féminisme. Mais ça favorise la prise de conscience des mul-

tiples rapports de domination, la remise en cause des normes de genre et d'une vision hétérocentrée. Les réu sont animées, ça débat ferme. Le fait d'avoir réfléchi à « la répartition des tâches entre les hommes et les femmes dans le travail de la conversation »<sup>1</sup> a amené le groupe à être plus attentif à la façon dont la parole circule. Là, au moins, on ne se fera pas couper la parole par un homme !

S'attaquer à un thème permet d'approfondir les différents aspects du sujet et de trouver des pistes de recherche. Ainsi, sur le Net, sur les différents infokiosks, dans toutes les bibliothèques à dispo, on cherche seule ou à plusieurs. Au fil des lectures, des rencontres, des prises de son, la matière s'accumule et se complexifie.

La réu suivante est alors le lieu de discussions plus précises, on y expose le fruit de nos recherches, de nos trouvailles. À ce moment, on mesure l'étendue du sujet : on s'imaginait ne pas tenir une heure, on en a pour dix heures au moins !! Des idées de montages se manifestent, des équipes se forment.

Prendre du son, réfléchir à ce qu'on va garder d'une interview pour mettre en valeur la parole d'une personne, au ton à donner à un montage, trouver des musiques, mettre des textes en son, est bien plus kiffant à faire à plusieurs.

Sur le plan technique, les savoir-faire circulent plus facilement car on en a besoin, là tout de suite. Comment faire un bon enregistrement, utiliser un logiciel de montage, faire la régie en direct ? Apprendre en autogestion en non-mixité, c'est très différent de nos expériences quotidiennes en mixité où l'on doit s'imposer. Finalement, c'est pas si compliqué la technique, c'est un plaisir de prendre le temps de se former les unes les autres, d'apprendre sans pression, sans jugement, sans compétition. La transmission des savoirs et savoir-faire devient une pratique politique antipatriarcale.

La dernière réu a lieu la veille de la diffusion. On y écoute tous les montages, tous les textes qui seront lus lors de l'émission. On ne passe que de la musique de meufs, et la création des femmes est si peu visible que c'est tout un jeu de trouver des chansons sur le thème abordé. Ça nous incite à découvrir d'autres voix de femmes et à les partager sur les ondes. Progressivement, un fil conducteur se met en place et notre pensée collective sur le thème s'éclaircit. On part du constat de la situation actuelle pour arriver aux perspectives de luttes en passant par l'analyse et le démontage des mécanismes d'oppression, par la diffusion de témoignages d'expériences et de combats de femmes dans l'histoire et dans d'autres pays.

Le jour de l'émission, on envahit les locaux de Radio galère. Radio qui, comme son nom l'indique, rame à contre-courant de la FM commerciale, espace radiophonique des galériens et des galériennes de Marseille... Il est temps de créer l'introduction, de balancer le « micro-connard »<sup>2</sup>, et c'est parti !  
Le complot de cagoles

1- Un texte de Corinne Monnet, parmi d'autres textes sur les questions de genre disponibles sur infokiosque.net.

2. Parodie de micro-trottoir dénonçant les propos misogynes, par exemple : « L'infériorité de la femme vient de la faiblesse de son cerveau. [...] sans l'homme qui lui sert de révélateur, de verbe, elle ne sortirait pas de l'état bestial. [...] » Pierre-Joseph Proudhon, *De la justice dans la Révolution et dans l'Église*, 1858.





# Les ondes féministes

**DANS LE PAYSAGE** radiophonique, aussi bien dans les médias de masse que dans les médias alternatifs, les femmes, les gouines, les trans et les féministes ne sont quasiment pas représenté-e-s.

Des émissions féministes existent et vivent pourtant dans différentes villes, souvent sur les ondes de radios associatives. Voyant dans la radio, un moyen d'action et d'intervention dans le champ politique, elles cherchent par ce biais à proposer des espaces d'expression, de débat, d'analyse, de créativité et de subversivité, outils de lutte contre le patriarcat, le sexisme, l'homophobie et les constructions genrées. Pour se sentir plus fortes, continuer à exister, se visibiliser, créer une dynamique collective et solidariser ces émissions, le projet « RadioRageuses » est né il y a environ deux ans. Lors d'une Ladyfest<sup>1</sup>, à Toulouse, les participantes de différentes émissions expriment l'envie commune de se retrouver et d'échanger autour de la radio.

Il reste alors à définir les contours et les objectifs concrets de ce projet. Plusieurs rencontres ont lieu sur deux ans à Marseille, Toulouse, Saint-Étienne, et dans le Trièves.

Pour la première rencontre, neuf émissions sont représentées. C'est l'occasion pour les différents collectifs de présenter leurs émissions, échanger sur leur mode de fonctionnement et d'organisation, de discuter de la façon dont ils traitent les sujets mais aussi de leur rapport à la radio, des radios qui les hébergent et des relations qu'ils entretiennent avec elles. Toutes les difficultés, aussi bien humaines que techniques, rencontrées pour s'approprier au mieux cet outil d'expression sont mises en exergue. Même si ces émissions sont hébergées

par des radios alternatives, ces dernières ne sont en effet pas affranchies des relations de pouvoir ou de domination sexiste, d'un conditionnement social qui représente souvent un obstacle face à une alternative féministe réflexive et combattante. Ces premiers échanges sur les expériences de chacune permettent d'élaborer ensemble les différents outils et les moyens de se positionner dans ces situations. On prend la mesure de la nécessité de créer une dynamique collective autour d'échanges de savoirs et de pratiques en lien avec les réflexions et les luttes.

Lors de ces rencontres, des ateliers d'autoformation sont mis en place, pour apprendre et maîtriser au mieux les outils techniques : des ateliers sur des logiciels de montage, de nettoyage de sons, de création de jingles, mais aussi des ateliers pour se donner des outils et des méthodes pour mener des interviews et des débats en proposant des mises en situation. Il y a aussi des discussions de fond sur les envies et les objectifs des différentes personnes, les méthodes de travail, et sur l'utilité et l'utilisation de ce réseau.

Une discussion fait émerger les questions que pose le passage au numérique : pourquoi il est nécessaire de s'organiser contre cela, quels sont les moyens de le détourner ou de se l'approprier à moindre coût.

Germe aussi l'idée de créer un outil commun, une sorte de bibliothèque en ligne, une nouvelle possibilité d'espace d'expression. Un espace pour solidariser, coordonner, diffuser, partager, comprendre et agir ensemble. Toujours au travers d'échanges de compétences, la mise en place du site s'organise autour d'un petit groupe de personnes qui se

retrouve sur d'autres temps de rencontres. En juin 2010, le site est fonctionnel mais n'est pas encore abouti. À Toulouse, c'est aussi l'occasion d'une plus grande collaboration autour d'une nuit de la radio : une prise d'antenne de plus de dix heures en direct avec une cinquantaine de filles, des studios ouverts sur la rue. Cette aventure est mémorable, car elle permet à de nombreuses filles de se sentir en confiance et de s'approprier le micro, de découvrir que la radio est à la portée de toutes. À Saint-Étienne, deux prises d'antenne sont préparées et organisées lors d'un atelier. Ces deux émissions sont en ligne sur le site de RadioRageuses<sup>2</sup>. C'est aussi l'occasion de discuter autour d'un thème, de débattre, de s'enrichir des expériences des autres émissions autour de sujets comme les luttes féministes d'ailleurs ou le féminisme au sein des luttes anticolonialistes. Les RadioRageuses ne sont pas une entité ou un collectif mais un réseau d'émissions aux multiples facettes et identités. À l'intérieur de chaque émission, on retrouve des façons de faire différentes, mais une envie forte de créer du lien, de se soutenir, d'échanger et de s'autoformer. Ce travail de mise en commun, cet espace non mixte est très important pour développer des solidarités. C'est un espace en dehors de toute compétitivité, il ne s'agit pas de devoir performer pour être écoutées, mais bien plutôt de se soutenir, de prendre le temps pour échanger, comprendre, réfléchir et construire une pensée politique. Ce réseau est une voix de réappropriation des outils d'expression libre, il permet de diffuser des infos, des paroles... Il participe à l'existence, la diffusion et la visibilité des luttes féministes. **Colyne**

1. Ladyfest : festival féministe à but non lucratif, créé par et pour des femmes autour de concerts, films, expositions, discussions, performances diverses et ateliers...

2. RadioRageuses : <http://www.radio-rageuses.net>

Voyelles sur Canal Sud, à Toulouse

DégenrÉes et Cas libre sur Radio kaléidoscope, à Grenoble

Rien à signaler sur Radio Dio, à Saint-Étienne

On n'est pas des cadeaux et Lilith, Martine et les autres sur Radio canut, à Lyon

Le Complot des cagoles sur Radio galère, à Marseille

Sexetcaetera sur Radio Panik, à Bruxelles.



## analyse

LES LUTTES QUI ONT EU LIEU RÉCEMMENT À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (ENS) PARISIENNE (RUE D'ULM) ONT ÉTÉ EXEMPLAIRES PAR LEUR ENDURANCE, LEUR SUCCÈS, ET PAR LES LIENS QUI S'Y SONT NOUÉS ENTRE ÉTUDIANT-E-S ET TRAVAILLEURS-EUSES. MAIS ELLES ONT FAIT AUSSI DE LA GRÈVE AVEC OCCUPATION UN LIEU DE RÉFLEXION ET D'EXPÉRIMENTATION POLITIQUES : EN VOICI UN BREF BILAN.

# Pratiquer l'égalité dans la lutte

## Entre étudiant-e-s et travailleur-se-s à l'ENS

1. De nombreux textes traitant du mouvement social à l'ENS, communiqués d'AG, communiqués de la direction, articles de journaux, lettres ouvertes... sont accessibles à l'adresse suivante : [www.fabula.org](http://www.fabula.org)



À LA SUITE de la lutte contre la réforme des retraites, un mouvement politique s'est déclenché à l'ENS sur les questions de la précarité et des conditions de travail, réunissant des travailleurs-euses, notamment de la cantine et du ménage, ainsi que des étudiant-e-s. Autour de différentes revendications – titularisation immédiate, départ du chef, réorganisation du travail, demande de logements et augmentations de salaire –, des assemblées générales se sont réunies pendant près de six mois, négociant successivement avec la direction de l'école et les ministères de la Fonction publique et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Le mouvement a connu des seuils importants : la grève reconductible lancée début janvier (et qui s'est terminée le 30 mai) et l'occupation des salons de la direction (du 22 mars au 22 avril, jour de l'évacuation policière à 6 heures du mat'). Il a bénéficié d'une forte publicisation dans les médias dominants en tant que lutte contre la précarité dans la fonction publique, ainsi que du soutien au niveau national de la CGT et de Solidaires. Il se termine sur des avancées significatives : CDI immédiats pour toutes et tous les grévistes (et toutes et tous les précaires de l'école ayant trois ans d'ancienneté), remplacement du chef et primes de précarité notamment. Une de ses particularités est d'avoir réuni dans la durée des travailleurs-euses et des étudiant-e-s, et c'est sur cette coupure en particulier que le séminaire Émancipation (groupe de recherche autogéré travaillant à la frontière des savoirs et des luttes), dont quelques membres participaient au mouvement, a tenu à organiser un atelier (le 23 mai) rassemblant un travailleur, des étudiant-e-s du mouvement et les participant-e-s du séminaire. Cette coupure, angle d'attaque privilégié de notre atelier, n'est pas exclusive des autres rapports de pouvoir, auxquels elle s'articule : rapports sexistes, rapports entre étudiant-e-s (recruté-e-s par l'école sans être payé-e-s) et élèves normalien-ne-s (fonctionnaires).

Ces rapports entre étudiant-e-s et travailleurs-euses ont été présentés de deux manières différentes dans les discours médiatiques, les communiqués de la direction, et parfois même dans les communiqués des AG<sup>1</sup>. D'une part, certain-e-s accusaient les étudiant-e-s de manipuler le personnel en grève, d'utiliser la lutte des travailleurs-euses pour défendre des « intérêts plus généraux » ou pour se « faire plaisir. » D'autre part, certains discours ont fait apparaître les normalien-ne-s comme des citoyen-ne-s heurté-e-s, qui participent au mouvement par charité, ou en « soutien », pour suppléer à « l'impuissance matérielle » des grévistes. L. souligne que certain-e-s normalien-ne-s tentent de se donner bonne conscience, de racheter le « remords social » qu'ils et elles ont à être payé-e-s. Dans ces discours, les grévistes sont présenté-e-s comme des personnes exploité-e-s, violenté-e-s, sans capacité de résistance ni de réflexion, les tâches principales étant attribuées aux étudiant-e-s. Par exemple, lors d'une émission de radio où des grévistes et des étudiant-e-s étaient invité-e-s, J.-P. (gréviste) a fait une intervention sur les liens entre la situation à l'ENS et l'augmentation de la précarité en France. Une des journalistes s'est alors tournée vers un étudiant et lui a dit : « Vous les avez bien formés ! » Les étudiant-e-s sont ainsi construit-e-s comme les seul-e-s sujets politiques capables (matériellement et intellectuellement) de mener des luttes. Mais paradoxalement, les grévistes sont reconnu-e-s comme seul-e-s légitimes à se battre pour leurs conditions de travail.

La question du rapport entre étudiant-e-s et travailleurs-euses dans la lutte s'est posée dans l'atelier du point de vue des dispositifs pratiques de l'AG, des rédactions de textes (tracts, communiqués, pétitions, articles, etc.) et des délégations. Le problème est celui de la construction de rapports égalitaires à travers la transmission de savoirs et de savoir-faire et l'invention de manières de faire communes. Le danger princi-

pal à affronter c'est la (re)production d'une division du travail et des rapports de domination qu'ils sous-tendent, le plus souvent suscitée par des impératifs d'urgence et d'efficacité.

1) Les assemblées générales sont des lieux cruciaux où se (re)produisent les rapports de pouvoir : qui parle ? De quoi ? Combien de temps et combien de fois ? Les prises de parole, l'élaboration des ordres du jour, les registres de discours et les prises de décision sont autant de points sur lesquels les divisions peuvent être (re)produites. La mise en place de tours de parole, de la double-double liste<sup>2</sup> (selon le nombre d'interventions et selon que l'on est assigné homme ou femme), du double vote (sur la question de la grève, on fait un vote de l'AG et un vote des grévistes uniquement) et la recherche (parfois) du consensus permettent de travailler dans un sens plus égalitaire. H. souligne cependant que, pour beaucoup de travailleurs-euses, c'est la première grève, et qu'ils-elles ne sont pas habitué-e-s aux prises de parole en public, à suivre certains débats ni à s'inscrire pour pouvoir parler (c'est aussi le cas de beaucoup d'étudiant-e-s). Les registres de discours, juridique, stratégique, philosophique, ou davantage de l'ordre du témoignage et du ressenti sont aussi clivants. Ainsi la forme du témoignage (récit de vie et des conditions de travail sur le mode de l'expérience vécue) est ambivalente : libération de la parole, mais aussi assignation au rôle de témoin, par opposition à ceux qui prennent des décisions et élaborent les stratégies. J. note que certains thèmes sont aussi abordés uniquement entre étudiant-e-s (les dégradations, le prix libre, etc.), qui considèrent parfois que, de toute façon, les



Photothèque du mouvement social

En même temps, il s'agit d'une lutte commune, et la demande de délégation mixte vient des travailleurs-euses, au début du mouvement. S. rappelle que les travailleurs sans papiers de la rue du Regard l'année dernière étaient systématiquement accompagnés chez les patrons, alors que ceux de l'intérim s'organisaient de manière totalement autonome.

La question des rapports affectifs dans le mouvement, des liens formés entre étudiant-e-s et grévistes, nous semble centrale. Le risque majeur est la division nette entre des moments dits « politiques » et des moments dits de « sociabilité ». Dans les faits, l'occupation, les banquets, les soirées et les bouffes collectives sont des moments dans lesquels les deux dimensions sont mêlées. Ces liens et investissements affectifs tis-

2. Liste des personnes qui s'inscrivent pour prendre la parole.

## Les assemblées générales sont des lieux cruciaux où se (re)produisent les rapports de pouvoir : qui parle ? De quoi ? Combien de temps et combien de fois ?

travailleurs-euses ont un avis bien défini sur cette question et que ce n'est même pas la peine de l'aborder collectivement en AG. De manière générale, on remarque que sur certaines questions, les étudiant-e-s sont prompt-e-s à attribuer un avis figé aux travailleurs-euses. Il a parfois été utile de doubler l'AG de réunions spécifiques aux grévistes, d'interrompre le tour de parole, ou même de changer de langue (certains grévistes parlent arabe, langue dans laquelle ils ont parfois beaucoup plus de choses à dire qu'en français). L'idée de former des petits groupes de travail sur l'ordre du jour de l'AG, avant la mise en commun, a été formulée pendant l'atelier.

2) La question de l'écriture et des compétences de synthèse et de rédaction suscite d'autres interrogations : faut-il transmettre des compétences prédéfinies, ou partir de ce que chacun sait faire pour « écrire un tract qui ne ressemble pas à un tract » (J.) ? Peut-on éviter le primat de l'écriture, et comme les femmes indiennes du Chiapas, mettre en place des radios ou communiqués audio ? L'enjeu est de trouver une langue commune pour publiciser et raconter notre lutte. En pratique, ce sont uniquement les étudiant-e-s qui ont rédigé les textes de la lutte. Fait intéressant, il y avait des gens pour s'étonner lorsqu'une travailleuse a prononcé un discours entièrement rédigé lors d'un rassemblement.

3) La règle du 50/50 (au moins la moitié de la délégation composée de travailleurs-euses) lors des négociations suscite aussi quelques interrogations : n'est-ce pas supposer que, y allant seul-e-s, les travailleurs-euses risquent d'être manipulé-e-s ?

sent les solidarités fondamentales de la lutte et rendent raison de sa durée exceptionnelle. Néanmoins, il est évident que certain-e-s grévistes et certain-e-s étudiant-e-s ne se sont pas investi-e-s de la même manière dans la lutte : la question de la vie de famille, de la pluralité des dominations, des modalités plurielles d'investissement dans le quotidien et dans la durée étant fondamentaux. Il apparaît donc urgent de poser plus largement la question de nos manières de vivre dans les luttes, de la réorganisation de nos rapports et de nos existences occasionnée par un mouvement, pour mieux investir le temps de la grève et renforcer nos liens de manière égalitaire dans la durée. Le collectif féministe a eu sur cette question un rôle clé de politisation des rapports sociaux de sexe au sein du collectif de lutte, en proposant de nouvelles formes d'organisation (réunions non mixtes, prise de parole, féminisation des textes et du protocole final !). M. remarque que l'un des enjeux de cette lutte était de se réapproprier nos lieux de travail, d'étude et de vie, dans le conflit et ce qu'il fait surgir, mais aussi dans la fête et le quotidien de l'occupation. C'est d'ailleurs cela qui a pu paraître véritablement intolérable à la direction notamment : l'idée que la vie ici était en train de changer durablement et irrémédiablement. Des étudiant-e-s font la cuisine avec des cuisinier-e-s, des cuisinier-e-s étudient avec des étudiant-e-s : c'est aussi par là que le désordre arrive. Pour l'anecdote, H. raconte que les travailleurs-euses ont été sommé-e-s au début de l'année de ne plus prendre leur café dans le coin cafétéria, au milieu des étudiant-e-s, mais de le boire dans les cuisines ! Marion et Ben, pour le séminaire émancipation

INTELLECTUEL PRÉCAIRE QUI JONGLE ENTRE RSA ET PETITS BOULOTS, L'AUTEUR, QUI SE DÉFINIT COMME UN MILITANT, A TRAVAILLÉ COMME RECRUTEUR DE DONATEURS DURANT TROIS SEMAINES. À PARTIR DE SES OBSERVATIONS ET DE DISCUSSIONS AVEC SES COLLÈGUES, CET ARTICLE POSE DES PISTES DE RÉFLEXION AUTOUR DE CE MÉTIER ET DE SES CONSÉQUENCES POTENTIELLES.

# Recruteur de donateurs

Quelques éléments de réflexion sur un « nouveau » métier



1. Mis à part les recruteurs de MSF et Greenpeace qui en sont directement salariés, le premier programme de street fundraising (« collecte de fonds de rue ») a justement été intronisée par Greenpeace en 1998 sous la responsabilité de Jean-Paul Caulin-Recoing. Peu de temps après, il mettra son expérience à (son) profit en créant en 2004, la SARL ONG Conseil. L'entreprise va rapidement faire sous-traiter son action de rue et passer des accords avec près de dix-neuf associations et ONG, dont WWF, ACF, Médecins du monde, la Croix-Rouge ou... Amnesty International.

2. Des « bubu », dans le jargon.

DEPUIS une douzaine d'années, les centres-villes français ont vu fleurir des équipes de jeunes (et moins jeunes) gens, habillés aux couleurs de diverses ONG et tentant d'arrêter le chaland lambda avec des techniques plus ou moins élaborées, drôles ou accrocheuses...

Ces jeunes gens sont des salarié-e-s de sous-traitants dont la priorité n'est pas d'informer le public des buts et actions de l'association défendue, mais de rapidement (après un discours de quelques minutes) proposer au passant qui s'est arrêté de la soutenir financièrement. Gage de bonne foi et d'antiarnaque, les recruteurs ne prennent ni chèque ni espèces, mais font remplir un « bulletin »<sup>2</sup> – à partir d'un RIB – grâce auquel le généreux donateur va s'engager à verser le plus longtemps possible un don mensuel au minimum variable (entre cinq et dix euros).

L'idée est d'aller vite, d'empêcher la personne de trop réfléchir, et surtout de remplir intégralement ce bulletin. Seuls ceux comportant la totalité des informations du RIB et la signature de la personne sont valables. Tout est bon pour ce faire, y compris accompagner la personne jusqu'à sa banque afin qu'elle retire un RIB ou la rappeler à une heure fixée avec elle pour qu'elle donne les informations manquantes...

La mensualisation, pourtant encore relativement suspecte aux yeux de beaucoup, est donc obligatoire, et suppose des méthodes « intrusives ». Le but est, évidemment, de faire le plus de bulletins possible chaque jour : un travail en soi, nécessitant des compétences et des qualités particulières, notamment de résistance psychologique, mais pas que...

## LES CIBLES

Le discours officiel des entreprises de recrutement de donateurs (ERD) est antiségrégation et incite les salarié-e-s à aller à la rencontre de toute personne dans la rue, sans aucun préjugé, pourvu qu'elle soit seule et en mouvement. Multiplier les accroches pour multiplier les rencontres, donc les candidats potentiels à la signature du bulletin : c'est la mission du recruteur.

La réalité du terrain est autre car les personnes du troisième et quatrième âge ne s'arrêtent pas ou peu (peur de se faire arnaquer, rejet de la mensualisation...) alors que ONG Conseil avance le chiffre suivant : un tiers des donateurs seraient des étudiant-e-s. J'ai rapidement constaté, comme mes collègues, que les personnes intéressées pour donner vivent ou ont vécu la misère ou des difficultés financières patentées : une forme de solidarité de classe entre « galériens » ? Conséquemment, le recruteur va rapidement se focaliser sur un type de population qui deviendra sa cible prioritaire : les jeunes – bien sûr, s'il y en a à l'horizon...

## OBJECTIF SECONDAIRE : LA DRAGUE

« L'effet miroir » que doit susciter le recruteur vis-à-vis du futur donateur est double. Il est imposé par les sous-traitants via une forme de SBAM (« Sourire, Bonjour, Au revoir, Merci »), car il est très important d'aborder le chaland avec un grand sourire voire une petite vanne, histoire de l'arrêter plus facilement. Mais il est aussi véhiculé à son corps défendant par le recruteur. Il n'est pas innocent que beaucoup d'entre eux soient jeunes, avenants et arborant souvent (et fièrement),

## LE COMMERCE DES ONG DE CONSEIL

Véritables parasites économiques, les entreprises de recrutement de donateurs (ERD) vivent aux crochets des ONG et s'autojustifient en avançant le fait que, pour mener des opérations de collecte de fonds, il faut des « professionnels ». Les ONG ont le choix entre acheter des heures de terrain [Marc Reidiboym, dans *Donateurs si vous saviez...*, avance la somme moyenne de 60 000 euros par mission de quatre semaines] ou rémunérer l'ERD au bulletin, à l'instar d'Action contre la faim (ACF), qui paye 130 euros le bulletin signé...

Dans ce cas, en prenant un don mensuel minimum de 6 euros, ACF commence à gagner de l'argent au bout de 22 mois, et au bout de 13 mois avec un don de 10 euros. Les recruteurs sont payés 10 euros bruts de l'heure et bénéficient de divers défraiements selon les missions (nuitées, week-ends à l'extérieur pour les missions itinérantes, Ticket-Restaurant, etc.). À ma connaissance, il n'y a aucune représentation syndicale au sein des entreprises et les recruteurs signent un contrat à chaque nouvelle mission, ce qui les

maintient dans une forme de précarité qui est le propre des « jobs » d'étudiants, mais qui a aujourd'hui tendance à concerner de plus en plus de trentenaires et plus, né-e-s dans la précarité et parfois satisfait-e-s de ces contrats courts. Avec un nombre revendiqué de 800 000 donateurs recrutés depuis 2004 (selon ONG Conseil) et une somme de 130 millions d'euros rapportée aux ONG, le commerce d'ONG conseil est (on l'aura compris) plus que juteux.

tatouages, piercings, dreadlocks ou looks fantasques... Les étudiant-e-s et les jeunes travailleurs se reconnaissant sans doute plus volontiers dans cette image «cool et engagée». Se crée donc mécaniquement une relation de charme, voire de drague assumée—sauf dans le discours des entreprises—, d'autant plus efficace que le RD joue et jouit d'une position morale (usurpée) «d'humanitaire». Il n'est pas rare, d'ailleurs, d'avoir des remarques de la part de passant-e-s moins dupes que d'autres: «C'est un bon plan pour draguer». Cette relation se renforce quand les recruteurs défendent des associations telles qu'Aides, traitant ouvertement de sexualité. La plupart ne se cachent d'ailleurs pas de tenter de récupérer un maximum de «06» (de numéros de portables) et ont souvent, pour les plus anciens, «une femme dans chaque port»<sup>4</sup>. Les recruteuses sont peut-être moins promptes à «passer à l'acte» (au lit), mais n'utilisent pas moins leur charme lors de la discussion avec le futur donateur. Peu de jeunes hommes hétérosexuels vont se priver de passer quelques instants à discuter avec une jeune femme avenante et souriante... Ce qui me permet de suggérer la métaphore suivante: la transaction recruteur/donateur s'apparente à une parade amoureuse durant laquelle le recruteur procède à son approche, usant de diverses techniques de séduction (babillage, drague, flirt) et conclue par l'union/orgasme représentée par la saisie du bulletin: promesse d'une bonne action qui sera source de satisfaction (donc de plaisir), marqué par le souvenir du recruteur qui personnifiera ce passage à l'acte.

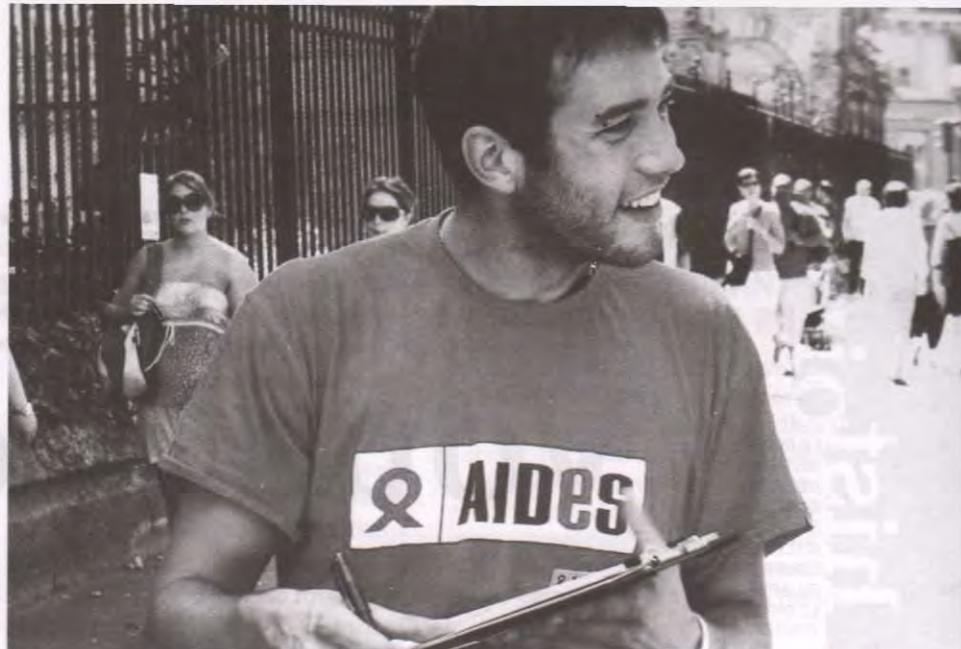
## On est loin de l'engagement militant visant à convaincre gratuitement des gens de rejoindre son parti, son syndicat ou son association.

Enfin, j'ai entendu parler de cas de responsables d'équipe incitant des recruteuses à laisser sous-entendre la possibilité d'une relation avec le futur donateur... On m'objectera peut-être que tout est une question de limites et que de véritables rencontres peuvent avoir lieu, mais de là à être payé pour faire signer des bulletins à des individu-e-s avec lesquels on va jouer au point de leur laisser sous-entendre de possibles relations sexuelles, et que le tout soit encouragé par la hiérarchie...

### LA MORT DU MILITANTISME ?

«L'objectif est (...) de donner à chaque citoyen l'opportunité d'agir»<sup>5</sup> mais, pour ce faire, ONG Conseil ne doit pas confondre «(...) recruteur de donateurs et militant»<sup>6</sup>. Un-e militant-e, ça ne rapporte rien car il est trop dans l'empathie et l'enthousiasme<sup>7</sup>, mais un enthousiasme qui ne dure pas, car les gens ne sont pas réceptifs... Pour autant, les ERD ne peuvent pas vraiment se départir d'un discours portant aussi sur le côté militant du travail, pourtant inexistant.

Les recruteurs passent d'une mission à l'autre, d'une ONG à l'autre, sans forcément croire à leurs actions respectives— nous avons des préférences: écologie, HIV, scolarisation... Sans compter que beaucoup d'ONG ayant recours à ces prestations sont dans le spectacle politico-humanitaire et que les recruteurs n'en sont pas dupes. Ils se retrouvent donc régulièrement à défendre des associations dans lesquelles ils ne croient pas vraiment, voire dont ils se méfient! On est loin de l'engagement militant visant à convaincre gratuitement des gens de rejoindre son parti, son syndicat ou son association. Un



engagement militant faisant souvent l'objet d'une forme d'empathie, justement parce que le ou la militant-e se place dans l'optique d'une construction populaire, associative ou syndicale qui ne peut pas faire l'économie d'une forme d'empathie. À l'inverse, le recruteur est payé pour donner la possibilité à des citoyen-ne-s qui supportent mal leur apathie quotidienne de se déculpabiliser à peu de frais et sans s'engager physiquement ou intellectuellement dans un combat dont ils deviennent des mini-mécènes. Il s'agit donc bien d'agir par procuration.

Quant à l'empathie..., dans la mesure où le recruteur est soumis à une pression managériale (même légère) qui lui impose des quotas, l'énerverment face à des citoyen-ne-s réifié-e-s en consommateurs et à la réceptivité très faible peut rapidement poindre (amplifié par la répétitivité et la cadence outrancière des tentatives d'approche) et se transformer en rancœur, voire plus. D'autant que le métier en soi suppose de choisir un spot («lieu») de flux régulier et important, autrement dit dans la plupart des villes moyennes: le centre, où les commerces divers abondent.

À l'inverse, la militance n'a pas pour objectif systématique d'investir les places des villes ou des centres commerciaux, dont la fonction même et le caractère désinhibant pour le consommateur (solicitation permanente...) empêchent justement tout discours alternatif. Être militant, c'est aussi un acte du quotidien qui passe par la sphère privée et/ou publique et tente de réinvestir des secteurs laissés à l'abandon.

Enfin, de par le fait même d'être bénévole, le ou la militant-e est souvent convaincu-e (voire croit) aux bienfaits de l'association dans laquelle il milite parfois depuis des années alors que le recruteur, pour peu que ce soit sa première mission pour l'ONG X, va la découvrir le temps d'une formation de deux jours avant d'aller la «défendre» dans la rue.

Pire, le fait d'être payé et de devoir rapporter un certain nombre de bulletins quotidiens amène mécaniquement au mensonge, ne serait-ce que par omission, pour ne pas braquer un potentiel donateur. Après tout, ONG Conseil ne préconise-t-elle pas d'avoir l'«honnêteté de dire "je ne sais pas" pour ne jamais risquer de communiquer une information susceptible de tromper le public» dans sa section «Nos valeurs»<sup>8</sup>? Cela, il me semble, n'appelle aucun commentaire sur l'utilisation biaisée pouvant être faite de cette prétendue «valeur».

Il y a donc d'un côté des salarié-e-s prêt-e-s à beaucoup pour un bulletin alors qu'ils se sentent protégés par un vernis «humanitaire»; de l'autre, des futurs donateurs parfois complexés de ne rien faire au quotidien pour leurs alter ego humains, et s'auto-illusionnant sur la portée réelle de leur don. Une véritable «agora des menteurs» prédestinée à devenir le modèle militant du XXI<sup>e</sup> siècle? **Guillaume de Gracia**

3. Régulièrement, les passant-e-s me gratifiaient de sincères «C'est super ce que vous faites!»...

4. Ce qui tend à développer un machisme latent cautionné par l'idée que «les filles cèdent facilement».

5.

<http://www.rue89.com/2009/11/12/ong-conseil-la-collecte-de-dons-efficace-est-un-metier>

6.

<http://eco.rue89.com/2009/11/09/ong-enquete-sur-le-business-des-donateurs>

7. Ibidem.

8. <http://www.ongconseil.com/nos-valeurs.html>



Lewis Mumford,

ÉCRIT EN 1946 à propos de l'arme atomique, cet article de Lewis Mumford prend une résonance particulière après la catastrophe de Fukushima, prouvant que, civil ou militaire, le nucléaire est une arme de destruction massive. L'auteur de *La Cité à travers l'histoire* (Agone, 2011) y dénonce ceux qui prétendent gouverner nos vies en niant la réalité du danger, puis en réaffirmant, contre toute raison, leurs choix qui nous mènent au désastre. Que faut-il de plus pour réveiller les consciences et reprendre en main notre destin ?



# Vous êtes fous !

« NOUS, AMÉRICAINS, nous vivons parmi les fous ! Les fous gouvernent nos affaires au nom de l'ordre et de la sécurité. Les fous « en chef » se réclament du titre de Général, Amiral, Sénateur, Savant, Administrateur, Secrétaire d'État, Président même. Et le symptôme fatal de leur folie est celui-ci : ils ont mené à bien une série d'actes qui, éventuellement, entraîneront la destruction de l'humanité, avec la solennelle conviction qu'ils sont des êtres normaux et responsables, vivant sagement et poursuivant des buts raisonnables et justifiés.

Jour après jour, sans le moindre écart, les fous suivent leur route et leurs habitudes d'inexorable folie : route et habitudes tellement stéréotypées, tellement communes, qu'elles semblent être les voies normales d'hommes normaux, et non pas les chemins perdus d'hommes penchés sur la mort totale. Sans mandat public d'aucune sorte, les fous ont pris sur eux de nous mener graduellement à ce dernier acte de folie qui corrompra le visage de la Terre, balayera les nations des hommes, et, peut-être, mettra fin à toute existence sur la planète elle-même.

Ces fous tiennent une comète par la queue, et ils croient faire preuve d'équilibre mental en la traitant comme si c'était un pétard d'enfant. Ils font joujou. Ils l'expérimentent ; ils rêvent de comètes plus brillantes et plus rapides. Leurs professeurs ne leur ont transmis aucune règle pour contrôler la comète. Alors ils prennent des précautions d'enfants faisant sauter des pétards. Sans demander la permission à personne, ils ont décidé d'organiser un autre jeu avec cette force cosmique, juste pour voir ce qui arrivera en mer dans une guerre « qui ne doit jamais venir ».

Pourquoi laissons-nous les fous jouer sans élever nos voix ? Pourquoi demeurer calmes jusqu'à l'inertie en face d'un tel danger ? Il y a une raison : nous sommes aussi fous qu'ils le sont. Nous considérons la folie de nos dirigeants comme l'expression de la sagesse traditionnelle et du bon sens. Nous les regardons placidement, comme un agent de police drogué qui verrait d'un coup d'œil fatigué et tolérant le vol d'une banque, le meurtre d'un enfant ou le placement d'une machine infernale dans une gare. Notre création donne la mesure de notre Folie. Nous regardons les Fous et continuons notre petit bonhomme de chemin.

En vérité, ce sont des machines infernales que les fous, par nous élus et nommés, sont en train de placer. Quand les machines exploseront, les villes sauteront, l'une après l'autre, comme un cordon de pétards, anéantissant et brûlant les derniers vestiges de la vie. Nous savons que les Fous construisent encore de telles machines, et nous ne leur demandons même pas pour quelles raisons ; bien plus, nous ne les arrêtons même pas. Aussi bien sommes-nous aussi fous qu'eux : fous vivant parmi les Fous ; même pas émus par l'horreur qui s'approche rapidement de nous. Nous ne pensons qu'à l'heure de venir, au jour suivant, à la semaine prochaine, et c'est une preuve de plus de notre folie. Car si nous continuons ainsi, demain sera plus lourd de mort qu'un cimetière.

Pourquoi sommes-nous saisis d'une telle folie ? « Ne le demandez plus ; c'est un fait acquis. » Ne sommes-nous donc

plus assez sains et forts pour nous élever contre les fous, pour les combattre ? N'avons-nous pas le pouvoir d'étouffer les machines infernales qu'ils ont créées et d'enrayer le suicide de la race humaine ? Personne n'a-t-il levé la main pour stopper les Fous ? Si – ici et là, venant des égouts et des toits, jetés dans une boîte aux lettres, glissés sous une porte par une main silencieuse, parviennent des bribes de message adressés à nous tous. Ces messages ont été écrits par les plus fous d'entre eux, par ceux qui ont inventé cette machine super-infernale. Ces hommes, que les derniers soubresauts de la démence ont rendus sains d'esprit. [...]

Les Fous dirigeants n'osent pas nous laisser lire en entier le message des emprisonnés, de peur que nous retrouvions notre lucidité. Le Président, les Généraux, les Amiraux, les Administrateurs craignent que leur propre folie devienne trop évidente si les mots éparpillés que nous envoient les éveillés étaient rassemblés pour former une phrase intelligible. Car le Président, les Généraux, les Amiraux et les Administrateurs nous ont menti au sujet de cette machine infernale. Ils ont menti dans leurs déclarations, et encore bien plus dans leurs silences. Ils mentent parce que ce n'est pas une machine infernale, mais des centaines de machines infernales ; et à ce jour, non plus des centaines, mais des milliers. Ces Fous débridés auront bientôt assez de puissance pour démanteler, en appuyant sur un bouton, la structure terrestre. De jour en jour, s'accroissent les réserves de chaos. La puissance que les Fous détiennent est d'un tel ordre, que les seuls sains d'esprit savent qu'elle ne doit pas être utilisée. Mais les Fous ne veulent pas que nous sachions que cette puissance est trop absolue, trop divine, pour être placée dans des mains humaines ; car les fous font gentiment sauter la machine infernale sur leurs genoux, pendant que leurs mains tremblent du désir de presser sur le bouton. Ils nous sourient, ces fous. Ils posent devant les photographes toujours souriants. Ils disent : « Nous sommes plus optimistes que jamais », et leur grimace malsaine prophétise la catastrophe qui nous attend.

De même qu'ils nous mentent à propos du secret qui n'en est pas un, les Fous se mentent aussi à eux-mêmes, pour donner à leur mensonge une plus grande apparence de vérité, et à leur folie les dehors de l'équilibre. Ne connaissant à leur machine d'autre emploi que la destruction, ils multiplient nos capacités de destruction. Chacun de leurs actes est un acte de folie : même maintenant au milieu de l'océan Pacifique, ils préparent une nouvelle folie, avec une curiosité simiesque, pour découvrir un nouveau secret qui n'est pas un secret. Un acte de folie a conduit à un deuxième acte de folie, lequel conduit à un troisième acte de folie ; et à fin sera l'effort morbide qui parachèvera le dernier et irréparable acte de folie morbide – dans l'intérêt de la sécurité, de la paix, et de la vérité.

Les Fous agissent comme si rien n'arrivait, comme si rien n'allait arriver : ils prennent les précautions habituelles du Fou avec la confiance du Fou. Mais les éveillés, les prisonniers des Fous, savent mieux que cela. Les plaidoiries qu'ils nous ont prudemment envoyées sont restées sans écho

depuis des mois. Nos corps et nos cerveaux paralysés nous ont empêchés de ramasser les fragments de leurs messages pour en faire un tout logique. Lisons leur message en entier : c'est le seul avertissement qu'ils auront jamais.

Voici le message de ceux qui sont éveillés : « les Fous préparent la fin du monde. Ce qu'ils appellent Progrès continuuel dans la guerre atomique, signifie l'extermination universelle, et ce qu'ils appellent Sécurité nationale est un suicide organisé. Il y a un seul devoir pour le moment : toute autre tâche appartient au rêve ou au cynisme. Arrêtez la Bombe atomique ! Arrêtez la construction des bombes atomiques ! Abandonnez la Bombe définitivement. Démantelez toutes les Bombes existant ! Supprimez tous les plans d'utilisation de la Bombe. Car les plans intelligents sont issus de la plus pure folie. Détrônez les Fous immédiatement en élevant une clameur de protestation telle, qu'ils seront projetés dans l'univers de l'équilibre et de la raison. Nous avons vu la machine infernale en action, et nous affirmons qu'une telle puissance ne doit pas être invoquée par les hommes.

Nous savons qu'on ne peut sortir de l'état de folie rapidement, car la coopération des êtres humains ne peut s'acheter bon marché, au prix d'une terreur quelconque. Mais le premier pas, le seul et efficace pas préliminaire, est de détruire la Bombe atomique. On ne peut parler comme des hommes sains autour d'une table de paix pendant que la Bombe atomique fume sous cette même table. Ne traitez pas la Bombe atomique comme une arme offensive, ne la traitez pas comme une arme de représailles, ne la traitez pas comme un instrument de police. Considérez la Bombe telle qu'elle se présente véritablement : la visible insanité d'une civilisation qui a cessé de respecter la vie et d'obéir aux lois de la vie. Dites qu'en tant qu'hommes, nous sommes trop fiers pour vouloir la destruction du reste de l'humanité, même si cette Folie pouvait nous épargner pendant quelques instants dépourvus de signification. Dites que nous sommes trop sages pour imaginer que notre vie aurait une valeur et un but, sécurité ou continuité, dans un monde ruiné par la terreur ou para-

lysé par la menace de la terreur ». Tel est le message de ceux qui sont éveillés.[...]

Réveillez-vous ! Hommes et frères de tous les continents. Cessons de croire que la puissance cosmique que nous détenons est un pétard d'enfant. Aucun de nous ne devra jamais utiliser la Bombe atomique. Laissons-la de côté, comme si elle n'était pas conçue, comme si elle était inconcevable ! Car nous n'avons rien à craindre les uns des autres en dehors de notre folie normale : la Folie de ceux qui amènent calmement la fin du monde en barrant leur t et en mettant des points sur les i, comme ils l'ont toujours fait. En dehors de cette foi commune en notre cause commune, le monde est condamné.

**« Ces fous tiennent  
une comète par  
la queue, et ils  
croient faire preuve  
d'équilibre mental en  
la traitant comme si  
c'était un pétard  
d'enfant. »**

En attendant, le système d'horlogerie à l'intérieur de la machine infernale fait tic tac, et le jour final se rapproche. Le moment de l'action est venu. Les gestes automatiques des Fous doivent être brutalement arrêtés. Que les éveillés soient libérés, et que chacun d'entre eux soit placé contre le coude de tout individu tenant une haute fonction publique, de même que le Prêtre fut un temps au coude du roi pour chuchoter les mots « Humanité » et « Un seul Monde » dans l'oreille du chef quand il glissait dans le langage de mort de l'isolement

tribal. Le secret qui n'est pas un secret doit être dévoilé à tous. La sécurité qui n'est pas une sécurité doit être abandonnée. Le pouvoir qui est annihilation doit laisser place au pouvoir qui sera naissance. C'est à nous qu'incombe le premier pas à faire vers un monde plus sain. Abandonnez la Bombe atomique ! Arrêtez-la dès maintenant ! Tel est l'unique ordre du jour. Lorsque nous aurons accompli cette tâche, le prochain pas sera évident, et la prochaine tâche qui ajoutera une nouvelle protection contre l'automatisme bien rodé des Fous.

Mais nous devons faire vite pour surmonter notre propre folie. Déjà le mécanisme d'horlogerie va vite, et la Fin – à moins que nous n'agissions avec les Éveillés – est plus près que quiconque ose l'imaginer. »

Lewis Mumford

[The Saturday Review of Litterature,

2 mars 1946 ; trad. fr. Esprit, janvier 1947]



# No TAV!

## Non au TGV!

LE LYON-TURIN est un des plus grands chantiers européens actuels. Ce projet de nouvelle liaison ferroviaire à travers les Alpes, né dans les années 1980 et décidé par un accord franco-italien en 2001, atteint les sommets du gigantisme : 200 kilomètres de voies nouvelles, 120 kilomètres de tunnels dont le plus long d'Europe (57 kilomètres, tunnel transfrontalier entre Saint-Jean-de-Maurienne et Venaus), quinze ans de chantier et probablement 25 milliards d'euros au total, lorsque la ligne mixte fret-voyageurs entrera en service... en 2023.

Le projet « grande vitesse » de départ, difficilement défendable, a été repeint en vert : le principal argument aujourd'hui est donc de mettre les camions sur les wagons, jusqu'à 40 millions de tonnes de marchandises par an. Désengorger les vallées savoyardes... plus sûr, plus vite, plus vert : rien à redire ? Pourtant, d'après la CIPRA<sup>1</sup>, des aménagements sur la ligne historique (tunnel ferroviaire de Fréjus, aujourd'hui largement sous-utilisé) permettraient de transférer au rail les 20 millions de tonnes qui empruntent aujourd'hui les tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus, pour seulement un milliard d'euros. Pourtant, le trafic de camions à travers les Alpes savoyardes stagne depuis dix ans, et emprunte plutôt les nouvelles « autoroutes ferroviaires » suisses (Lötschberg et futur Saint-Gothard), voire les futures « autoroutes maritimes », pour contourner les Alpes par la Méditerranée. Pourtant, rien n'a été fait en France jusqu'ici, pour encourager concrètement le report des camions sur les trains.

Ce qui n'empêche pas toutes et tous les élu-e-s rhônalpins, Verts compris, de clamer que le Lyon-Turin est « plus qu'une priorité, une nécessité », « le chaînon manquant de l'axe stratégique Lisbonne-Kiev ». Pour offrir cette autoroute ferroviaire au capitalisme, tous les politiques se cotisent : l'Union européenne payera 27% des 8 milliards du tunnel international, l'État français presque autant, et l'Italie le reste. Quant

à la partie française du projet (tunnels sous la Chartreuse et Belledonne, infrastructures, etc.), elle est copieusement soutenue par la Région Rhône-Alpes et autres collectivités (575 millions d'euros au total)<sup>2</sup>. Premier bénéficiaire de cette pluie d'euros, le BTP français : le creusement de trois descentes de reconnaissance et les études en Maurienne ont déjà englouti 600 millions d'euros et recraché un million de mètres cubes de déblais.

### CÔTÉ ITALIEN, PAR CONTRE, ÇA COINCÉ !

Rassemblé-e-s par le slogan « No TAV! »<sup>3</sup>, les habitant-e-s du Val di Susa (débouché du tunnel transfrontalier) s'opposent depuis vingt ans au projet. Ce mouvement massif et populaire (quatre-vingt mille manifestant-e-s de tout âge et de toutes les catégories sociales) s'est violemment confronté à la police pour empêcher le début des sondages et occuper les sites de chantier en novembre-décembre 2005.

Ils et elles refusent que leur vallée, déjà parcourue par une ligne de chemin de fer et une autoroute, encaisse un bétonnage de plus qui la transformerait définitivement en « couloir de service industriel ». Car avant que les camions ne défilent sur les trains, ils vont défiler pendant quinze ans jour et nuit sous leurs fenêtres, chargés des roches du massif d'Ambin, riches en amiante et en uranium. Elles et ils dénoncent aussi les énormes intérêts du BTP et de la mafia dans ce projet à la fois inutile, nuisible et coûteux. Alors que, dans la vallée, écoles, hôpitaux et petites gares ferment par « manque d'argent »...

D'après un militant italien, ce mouvement est aussi massif car il cristallise « un ras-le-bol général sur la manière dont la politique est faite en Italie ». Un autre affirme : « Notre plus grande force, c'est d'être désorganisés ». Donc irrécupérables par les partis, qui soutiennent unanimement le projet (vote au Parlement le 18 octobre 2010). Un troisième ajoute qu'ils et elles se sont formé-e-s techniquement durant ces années de lutte, et sont aujourd'hui aussi compétent-e-s que les experts... qui n'osent plus venir essayer de les convaincre.

À la grande vitesse et à l'occupation policière de leur territoire, ces opposant-e-s répondent « slow food » et convivialité ! Suite aux affrontements de 2005, cinq « presidios » (cabanes-servant de QG) ont été construits sur différents sites de sondage. Les No TAV s'y relaient nuit et jour pour attendre de pied ferme les machines de sondage sous (très haute) protection policière, entre festins, chansons et réunions. Ni les incendies et expulsions de certaines cabanes, ni les violences policières régulières n'entament la joyeuse détermination des résistant-e-s du Val di Susa.

Leur lutte a tant freiné les reconnaissances géologiques que le projet pourrait rater le financement de l'Union européenne (conditionné à un début effectif des travaux courant 2011). Car le principal espoir de vaincre reste une panne sèche des financements, pour ce projet complexe et pharaonique. Côté français, face à des élus mégalos et à des cheminots impatients, la résistance contre le Lyon-Turin est dispersée (associations et militant-e-s écologues, membres du NPA, libertaires anti-industriels, certains cheminots) mais elle s'organise doucement. Luka

1. Commission internationale pour la protection des Alpes, ensemble d'associations de défense de l'environnement européennes.  
2. Protocole de financement État-collectivités signé en mars 2002.  
<http://www.123savoie.com/article-45625-1-liaison-ferroviaire-lyon-turin.html>  
3. Qui signifie « non au TGV » en italien.





Le premier usage des machines à calculer et des machines programmables a été de « rationaliser » les processus de production. En automatisant, en accélérant et en rendant plus flexibles la production, et la gestion des comptes et des stocks, l'informatique a intensifié, et continue d'intensifier, l'exploitation salariale. En plus de licencier des travailleurs-euses devenu-e-s inutiles, l'implantation de l'informatique dans les entreprises a souvent transformé l'organisation du travail. Elle rend le travail des salarié-e-s encore en activité moins autonome, moins créatif et plus pénible. Avec l'arrivée de l'ordinateur dans les foyers, et surtout depuis l'accès grand public au réseau Internet, l'informatique est devenu également un outil de communication. Des discours sont alors apparus qui vantaient les vertus démocratiques et libératrices d'Internet : celui-ci permettrait de diffuser gratuitement,

et ce partout dans le monde, des informations alternatives et militantes. De par sa structure en réseau, décentralisée, il faciliterait des modes d'organisation horizontaux en permettant une égale participation de toutes et tous, que l'on vive à Bangalore ou en Lozère. Ainsi, il suffirait de détourner l'usage de cet outil pour le mettre au service de la construction d'une société libertaire et saper les fondements du système actuel. Alors pourquoi la « révolution informatique » est-elle menée de fronts par les industriels et les gouvernants, soutenus par les médias dominants ? Tout d'abord, il semblerait que la contribution de l'informatique, et d'Internet en particulier, aux mouvements d'émancipation soit plus modeste et ambiguë qu'annoncée. D'une part parce que les avantages de ces outils ont été exagérés, et leurs inconvénients rarement considérés. D'autre part, parce que, aussi utiles

qu'ils puissent être, ce ne sont que des outils de communications, dont l'utilisation correcte peut être cruciale, mais jamais suffisante. Mais surtout, en s'immisçant dans les foyers, les transports, les écoles ou les bibliothèques, en se faisant toujours plus discrète grâce aux progrès des nanotechnologies, ce n'est plus seulement les chaînes de montages que l'informatique tend à « rationaliser », mais tous les aspects de la vie. Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les dérives que seraient le fichage généralisé, ou l'observation des communications par des entreprises ou des États. Il est également nécessaire de bien comprendre et d'enrayer l'idéal du tout-numérique. Idéal d'une société où tout pourrait être quantifié, de la production de légumes jusqu'au mécontentement de la population, et ainsi géré, de manière toujours plus automatique et plus rapide.



NÉE D'UN VOLONTARISME ÉTATIQUE ET INDUSTRIEL, L'INFORMATISATION DE LA FRANCE, JUSQU'À L'ARRIVÉE DES ORDINATEURS AU SEIN DES FOYERS, NE S'EST PAS FAITE AVEC UN ÉLAN POPULAIRE EN SA FAVEUR.

# L'INFORMATISATION À LA FRANÇAISE ENTRE MISES À FEU ET RÉSIGNATION

« S'il n'est pas de machines neutres, il n'est pas d'ordinateurs innocents. Ce serait aussi aberrant de croire que les machines utilisées dans les entreprises, selon une certaine division du travail et certaines normes de rentabilité, pourraient tourner dans un autre système social. [...] Interférences fait à ce propos une comparaison très intéressante entre le mot d'ordre très technocratique de gauche, Socialisme = autogestion + ordinateur, et celui de Lénine en 1921, Socialisme = Soviets + électricité. Il se trouve que très rapidement, c'est l'électrification qui l'a emportée sur les Soviets. » Jules Van, Libération, 16 juin 1975.

Ce texte est extrait de l'ouvrage *Les Luddites en France, L'Échappée*, 2010, p. 251-286. Réduit et adapté par Rimso !

1. Pour cette expression et l'accueil réservé au rapport, voir Andrée Walliser, « Le rapport "Nora-Minc", histoire d'un best-seller », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1989, vol. 23, p. 35-48

À PARTIR DE 1966, le terme « informatique » supplante dans le débat celui d'automatisme. L'informatique renvoie aux bouleversements plus vastes, non plus cantonnés à la manufacture, que promettent ces nouvelles machines. Le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) a commandé aux États-Unis un Control Data 6600, le plus puissant ordinateur du monde. Mais le président Johnson a refusé de le livrer à la France en raison du traité de 1963 condamnant les expériences nucléaires dans l'atmosphère. Or le gouvernement a laissé en 1964 la compagnie des machines Bull, la seule entreprise européenne susceptible de concurrencer les États-Unis, passer sous le contrôle de General Electric. Le général de Gaulle réagit : il faut créer une industrie française des calculateurs électroniques. C'est l'objet du Plan calcul, lancé en 1966. On distribuera 650 millions de francs à des petites entreprises françaises, on leur adressera des commandes publiques et l'on formera des scientifiques, des ingénieurs et des techniciens. Le « patron de l'informatique » sera Robert Galley, constructeur de Marcoule et de Pierrelatte, respectivement usine de production de plutonium et usine d'uranium enrichi. Le Comité d'action concerté automatisations est créé en 1963 et l'Institut de recherche en informatique et en automatique (IRIA), qui rassemble deux cents personnes, en 1967. Le CNRS est orienté vers la recherche informatique et des comités de recherche en informatique (CRI), dès 1969, favorisent des

créée en 1967. L'État planifie la recherche au sein du CEA, d'EDF et du CNET. En 1969, cent mille personnes en France travaillent dans l'informatique. Dix ans plus tard, on comptera trois cent mille informaticiens.

En 1956, on estime que dans l'industrie, 30 à 35 % du personnel ouvrier se trouvera débauché. Néanmoins l'ensemble des dirigeants, responsables syndicaux et intellectuels, à peu d'exceptions près, s'accordent sur les bienfaits ou, du moins, sur l'inéluctabilité du processus enclenché. On est déjà passé par là, de même que l'on peut répéter comme un alphabet la fameuse théorie de la compensation d'emplois.

À cela s'ajoute un nouvel argument, qui s'appuie sur les réalisations précédentes. C'est celui des tâches abrutissantes de l'industrie, mises en place à partir de la première révolution industrielle, que sauront annuler les nouvelles machines.

Et ce n'est pas tout : l'ordinateur gouvernera ! L'informatique substituera aux voies tumultueuses de la vie politique l'exactitude du calcul économique. Car : « Seule la "machine" permet de connaître la conséquence des grandes décisions nationales dans tous les domaines », déclare Valéry Giscard d'Estaing au Figaro, en septembre 1968. Les accords de Grenelle ont été signés en toute inconséquence, dit-il, « alors qu'une interruption d'une bonne douzaine d'heures avec une bonne équipe d'informaticiens aurait permis de mesurer, même imparfaitement, les incidences des accords sur le niveau de l'emploi, sur le montant des investissements ». De même pour décider de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, car « répétons-le : aucun esprit humain n'est capable d'embrasser de tels problèmes en temps d'action réel ». Une fois élu président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, confronté aux retombées du projet Safari, est contraint de nuancer son enthousiasme. Dans *Le Monde* du 21 mars 1974, un article signé Philippe Boucher, « Safari ou la chasse aux Français », pourtant moins belliqueux que son titre, avait suscité le scandale en révélant que le ministère de l'Intérieur préparait l'interconnexion de nombreux fichiers administratifs grâce à un identifiant unique. Le projet est abandonné, et la loi du 6 janvier 1978 institue la Commission nationale informatique et libertés dans le sillage de cet acte manqué. Giscard, conscient qu'il ne suffira pas de réglementer la chasse pour apaiser les inquiétudes qui s'engouffrent dans la brèche Safari, a commandé un rapport sur l'informatisa-

## L'arrivée des ordinateurs a encouragé tout un chacun à interioriser des valeurs de productivité.

partenariats entre chercheurs du public et du privé. Le V<sup>e</sup> Plan (1966-1970) comporte des unités pilotes qui rassemblent des industriels, chargés d'expliquer de quel type de recherches ils ont besoin, des spécialistes de l'automatisme, qui proposeront des modèles de simulation, ainsi que des constructeurs de systèmes. Entre 1966 et 1970, l'État débourse 600 millions pour la recherche en informatique. La CII, Compagnie internationale d'informatique, contrôlée par Thomson et CGE, est



tion à deux énarques, Simon Nora et Alain Minc. Le succès étonnant rencontré par ce qui n'est pourtant qu'un rapport administratif officiel témoigne de l'intérêt et des incertitudes de la population : l'année de sa sortie, en 1978, ce best-seller culmine en septième position des ventes en poche. Un succès à double tranchant, puisque malgré une argumentation prudente visant à dédramatiser, on en retient plutôt les constats spectaculaires : le caractère irréversible de cette révolution « plus importante que celle de la machine à vapeur, des chemins de fer et de l'électricité » ; 30 à 40 % de réduction des effectifs dans le secteur tertiaire ; la diminution des Postes au profit des Télécommunications. À l'automne 1978, des grèves préventives éclatent à la Poste contre la séparation des PTT et l'impérialisme informatique « qui allait balayer le facteur d'une pichenette »<sup>2</sup> ; en janvier et février 1979, c'est un mouvement contre les suppressions d'emploi qui immobilise l'Union des assurances de Paris et les banques, dont on craint qu'elles ne deviennent la « sidérurgie de demain ».

À la fin des années 1970, le terrain n'est donc pas tout à fait conquis. En témoigne ce sondage, réalisé en septembre 1979, selon lequel 67 % des Français craignent l'informatisation, assimilée à un concurrent du salarié et à du flicage<sup>3</sup>. Les dirigeants continuent de redouter une résurgence du bris de machines.

### LE COMITÉ LIQUIDANT OU DÉTOURNANT LES ORDINATEURS (CLODO)

À Toulouse, pendant la nuit du 5 avril 1980, les installations de la société Philips informatique sont victimes d'un violent incendie. « Un sabotage d'artistes », commente *La Dépêche du Midi*. « Les ordinateurs ont été mis hors d'état sans même être égratignés. Des disques, cassettes, fiches, entièrement brûlés dans les toilettes de l'entreprise, n'ont laissé qu'une odeur diffuse et des cendres sur le sol. »<sup>4</sup> Trois jours plus tard, à 3 heures 15 du matin, on signale un feu de même ampleur à la compagnie d'informatique CII-Honeywell-Bull. Les deux actions sont d'abord revendiquées par un groupe bien connu nommé Action directe, qui annonce dans un communiqué avoir dérobé des documents destinés à la Défense nationale et au contre-espionnage. Mais rapidement, cette revendication paraît « fantaisiste » aux enquêteurs<sup>5</sup>. Paradoxalement, ce sont les communiqués envoyés par un mystérieux « Clodo », le Comité liquidant ou détournant les ordinateurs, qui sont pris au sérieux. Leurs indications correspondent exactement à la nature des dégâts et aux fichiers dérobés. Pour les dirigeants, il aurait presque été rassurant de pouvoir attribuer ces actes à Action directe, dont les motivations sont déjà connues. Mais l'apparition d'actions commandos visant spécifiquement l'informatique est un phénomène inédit. Plus inquiétant encore, on aura quelque difficulté à taxer leurs auteurs d'ignorants et d'obscurantistes, car le groupe est composé d'informaticiens. C'est ce qu'indique l'un de ses premiers communiqués, dont de nombreux journaux répercutent cet extrait :

« Nous sommes des travailleurs de l'informatique, bien placés pour connaître les dangers actuels et futurs de l'informatique et de la télématique. L'ordinateur est l'outil préféré des dominants. Il sert à exploiter, à fichier, à contrôler et à réprimer. [...] Nous ne voulons pas nous enfermer dans un ghetto des programmes et des plateformes organisationnelles. Lutter contre toutes les dominations est notre objectif. Dans une société de plus en plus invivable, nous sommes un groupe de révoltés comme il en existe des centaines ».



L'annonce est retentissante. Après le grand colloque Informatique et société de septembre 1979, on pensait avoir définitivement exorcisé les craintes et mis cartes sur table, comme s'en réjouissait *Le Monde*<sup>6</sup>. On avait montré que l'on savait débattre, même de décisions prises plus de dix ans auparavant. Les revendications de la CFDT avaient été saluées avant d'être rangées au placard, et Valéry Giscard d'Estaing avait discoursé avec emphase sur les dangers d'une société intégralement fichée et plongée dans l'abrutissement, anticipant même sur une forme d'omniscience impuissante qui ne verrait le jour que vingt ans plus tard : « Poussé à l'extrême, l'usage de la télématique pourrait être la suprême aliénation. L'homme deviendrait un consommateur d'images et de signes placé devant un écran universel capable de solliciter tous les savoirs, toutes les mémoires et tous les services ».

Le Clodo multipliera les actions d'éclat mais ne passera pas l'année 1984. Le groupe s'est-il découragé en constatant qu'il n'était guère imité ? A-t-il favorisé d'autres formes d'intervention ? Très certainement, puisque ses membres déclarent que « ces actions ne constituent que la partie émergée de l'iceberg » et qu'avec d'autres, ils luttent « quotidiennement mais de façon moins voyante. »

Au-delà de tous les incendies, le Clodo s'est expliqué. Il a envoyé de multiples communiqués qui furent parfois publiés. En 1983, voyant que la presse se contente de relater ses actions sans plus de réflexion, le groupe adresse une lettre au magazine *01 Informatique*. À la revue *Terminal*, « la moins inconsciente en la matière », disent-ils, ils font parvenir une longue auto-interview, publiée en octobre 1983. Leurs motivations sont explicitées, répétées : ils agissent pour « interpellé chacun, informaticien ou non, pour que, nous tous, réfléchissions un peu plus au monde dans lequel nous vivons, à celui que nous créons, et de quelle façon l'informatisation transforme cette société ».

### EN GRÈVE CONTRE L'INFORMATISATION

À la fin des années 1960 et jusqu'en 1973, la proportion de chômeurs dans la population active était inférieure à 3 %. À partir de 1984, elle ne redescendra plus à moins de 10 %<sup>6</sup>.

Certes, la régression générale du droit du travail a d'autres causes historiques, elle est aussi le fait d'un rapport de force toujours plus défavorable aux salariés, d'une désaffection politique qui a progressivement affaibli les syndicats. Mais cet affai- ■■■

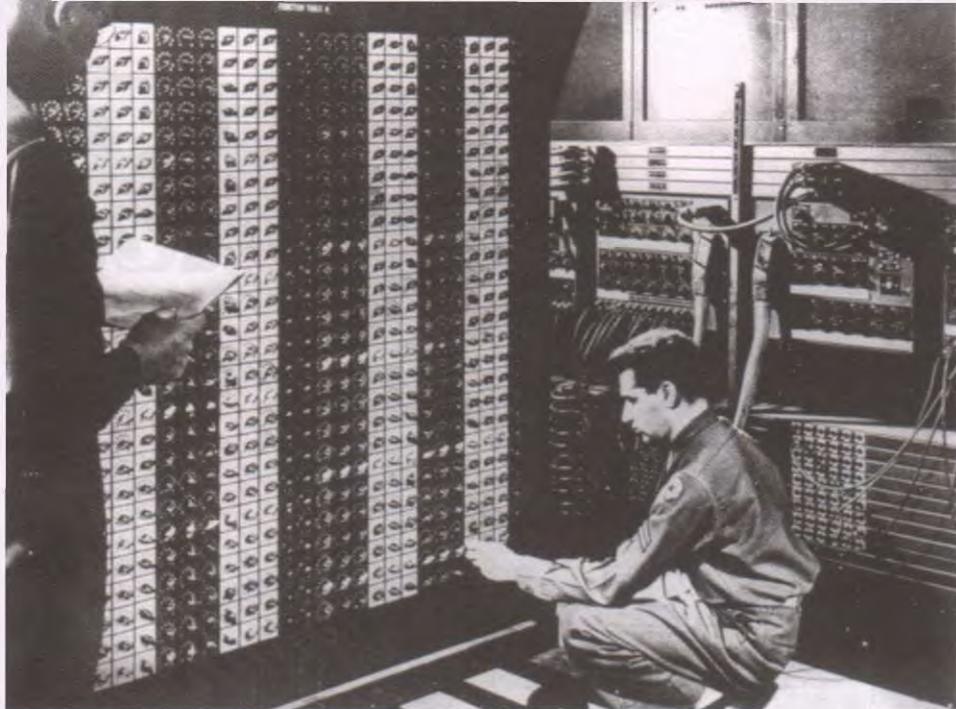
2. *La Croix*, 13-14 avril 1980.

3. *La Dépêche*, 9 avril 1980.

4. *Le Monde*, 11 avril 1980.

5. *Le Monde*, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1979.

6. Chiffres de la Documentation française.



■■■ blissement, en retour, n'est-il pas une conséquence de l'incapacité de la gauche à critiquer ces gains de productivité autrement que par des discours embarrassés, exigeant d'illusoirs contreparties tout en reconnaissant le caractère inéluctable du développement technologique ? Au regard de cette prise de pouvoir du patronat par la technologie, utilisée comme un « cheval de Troie du taylorisme »<sup>7</sup>, on se demande pour quelles raisons la contestation n'a pas été plus virulente.

Les communistes ont fait des pieds et des mains pour prouver aux élites que les ouvriers avaient grandi, qu'ils n'étaient plus d'incontrôlables luddites, incapables de distinguer la technologie de ses applications. Jean-Claude Quinon, auteur de *Marxisme et Informatique*, rassure en ces termes les lecteurs du *Figaro* : « Plus question de s'attaquer aux machines comme au temps des Jacquard. Les ouvriers acceptent parfaitement l'ordinateur, mais ils veulent en profiter pour travailler moins »<sup>8</sup>. Pour fonder telle affirmation, le parti communiste a déployé toutes ses facultés pédagogiques. Il lui a fallu contenir sa base, qui a fâcheusement tendance à ne voir, dans la technologie et dans ses applications, qu'une seule et même chose. Ainsi, à l'usine Renault du Mans, les Jeunesses communistes organisent un débat intitulé « Les robots ne licencient pas ».

Il faut pourtant reconnaître à un syndicat le mérite d'avoir su, pendant une période, s'éloigner de l'idéologie au profit de la situation réelle des travailleurs, c'est la CFDT. En 1977, il fait paraître un livre intitulé *Les Dégâts du progrès*, qui dresse un panorama de la révolution informatique bien moins optimiste que de coutume. Dans sa préface, Edmond Maire, le secrétaire général, écrit :

## Par le biais des jeux et des gadgets, toute une génération apprendra à ne plus se passer de l'ordinateur.

« Ce que la CFDT dénonce, c'est le refus de s'attaquer sérieusement au problème fondamental de la conception de l'outil de travail, le refus de remettre en question les normes et les valeurs qui régissent l'orientation de la recherche scientifique. [...] Dans tous les domaines de la vie, il est urgent de dissocier progrès et avancée technique et de changer les critères qui régissent la notion même de progrès ».

L'informatisation, dit-il, « entraîne l'appauvrissement du contenu du travail et donc la déqualification ; elle développe à la fois la productivité et le chômage ; elle multiplie des contraintes supplémentaires sur le travail qui réduisent la

liberté du salarié et elle rend impersonnels et abstraits les rapports avec les usagers »<sup>9</sup>. Mais la CFDT, qui fut pendant quelques années une force importante dans la plupart des mouvements contre l'informatique, finit par ravalier sa critique du progrès industriel, en même temps qu'elle amorce un tournant radical vers la cogestion. Dès le début des années 1980, ses dirigeants semblent avoir complètement renié, entre autres choses, le contenu du livre : « Nous avons failli nous tromper, nous n'en sommes plus là. Finis les discours pleurnichards ! »<sup>10</sup>.

### LA COLONISATION DES FOYERS

Non seulement la gauche, dans son ensemble, n'a pas voulu s'opposer au déploiement de l'informatique dans la sphère de la production, mais elle a aussi contribué à l'informatisation du pays au travers, paradoxalement, des critiques qu'elle a adressées à « l'informatique de droite », « l'ordinateur de papa ». Il est courant à l'époque de fustiger les machines régaliennes, le grand ordinateur central auquel on oppose l'informatique conviviale, « sympa », l'ordinateur pour tous. Les industriels ne souhaitent que cela, que les terminaux issus de la micro-informatique se décentralisent et se multiplient, sur les postes de travail et dans les écoles, mais surtout dans les foyers. De gauche ou de droite, les initiatives gouvernementales se sont succédées dans le but que les Français s'approprient ces instruments. Ainsi la distribution gratuite de terminaux Minitel, lancée en 1983, qui donne la possibilité à chaque famille d'accéder au bottin électronique et à la pornographie de masse, épouse parfaitement les convoitises des industriels. De même, la critique d'une informatique austère et autoritaire s'est rapidement révélée hors de propos, la stratégie des grandes entreprises consistant à multiplier les applications ludiques. C'est en grande partie par le biais des jeux et des gadgets que toute une génération apprendra à ne plus se passer de l'ordinateur.

Dans les années 1970 et 1980, on ne voyait pas à quoi pouvait servir un ordinateur domestique. En effet, faire transiter depuis l'entreprise jusque dans les foyers un tel instrument de gestion suppose une transformation profonde de l'idée que l'on se fait de l'existence. Que les particuliers, dans la vie de tous les jours, en soient venus à plébisciter l'informatique, témoigne d'une importation réussie de l'univers entrepreneurial dans les mentalités.

On mesure mal à quel point l'informatisation a joué un rôle décisif dans l'écrasement de mouvements de contestation qui, à quelques exceptions près, ne l'avaient pas vue venir. De fait, l'apparition des ordinateurs a fourni aux multinationales et aux États un relais administratif sans précédent ; en renforçant le processus industriel de prolétarianisation, elle a irrémédiablement affaibli les mouvements ouvriers. D'autre part, la microélectronique a donné un nouvel élan à un système marchand en panne de nouveautés. L'arrivée des ordinateurs personnels dans les foyers, et plus tard, d'un parc électronique de plus en plus important, a encouragé tout un chacun à interioriser des valeurs de productivité et d'efficacité autrefois réservées à l'entreprise et à l'administration. À mesure que, dans la sphère privée, l'expérience personnelle s'effaçait devant un aménagement bureaucratique de l'existence, il devenait plus difficile d'imaginer, dans la sphère publique, un mode d'organisation politique autre que bureaucratique. On peut donc supposer que la construction progressive d'un plébiscite de l'informatique s'est révélée d'autant plus décisive pour les dirigeants qu'elle allait de pair avec le rétablissement d'un consensus autour du système économique dominant. Célia Izoard

7. Selon l'expression de Mike Cooley, « L'informatisation, dernière parure du taylorisme », *Terminal* n° 9, mai 1982.

8. *Le Figaro*, septembre 1971. Je souligne.

9. *Le Monde*, 27 septembre 1979.

10. Débat à la FNAC en 1980, cité par *Terminal* n° 15, courrier des lecteurs.

LE MONDE RÉEL NE VOUS SATISFAIT PAS, ALORS POURQUOI NE PAS VOUS LAISSER TENTER PAR LES MONDES VIRTUELS ? CERTAIN-E-S ONT CHOISI DE CROIRE AUX FAUSSES PROMESSES D'UN DÉPASSEMENT DES CONTRAINTES DU RÉEL PAR LE JEU.



# LA FUIITE DANS LES MONDES RÊVÉS DU NUMÉRIQUE



TROUVER SA PLACE dans la société relève souvent du parcours du combattant. Voilà certainement une des évidences les plus partagées au monde, de celles qui peuvent vous pétrifier net tant les cadres de la vie sociale sont faits de contraintes, tant les orientations scolaires et professionnelles s'avèrent parfois difficiles à déterminer et à assumer, tant le sentiment d'impuissance face à l'ampleur de tout ce qu'on voudrait changer dans le réel n'a comme équivalent que la pression de la réalité quotidienne.

La difficulté à s'insérer, à agir dans un monde réel, un monde pétri par les logiques du capital, transformé et « embellisé » par elles, peut s'éprouver à chaque instant de l'existence, depuis les vexations dans les classes de petite section de maternelle jusqu'à la solitude définitive de la maison de retraite. Seul-e face à un monde à changer, face à une vie à mener, il semble parfois bien difficile de trouver l'optimisme et l'espoir nécessaires pour s'imaginer renverser l'ordre des choses et réussir à modifier les règles du jeu global auquel on est sommé-e de participer.

Pour faire face à ce réel négatif, réel repoussoir avec lequel il faut bien faire, de prime abord, puisqu'on en hérite dès notre venue au monde, pour faire face à une réalité faite de dominations, d'exclusion, de labeur, pour faire face à ce monde pollué, nucléarisé, militarisé, les grands acteurs du divertissement numérique (Blizzard, Sony Online Entertainment et bien d'autres) proposent aujourd'hui, sous forme de jeu de rôle, l'accès à une alternative qu'ils nomment eux-mêmes « réalité augmentée », ou encore « monde pérenne ». Lancés à la fin des années 1990, les MMOG (*Massively multiplayer online games* ou, en français, jeux en ligne massivement multijoueurs) ont connu depuis un engouement tel qu'ils permettent aujourd'hui à plusieurs millions d'êtres humains disséminés un peu partout sur la planète de quitter la morosité de leur vie et le sentiment d'impuissance attendant, ou simplement de prendre du bon temps en toute insouciance, pour partir à la conquête de mondes « permanents » – sur Internet tout au moins – à grand renfort de sortilèges, d'épée magique et de farfadets<sup>1</sup>.

## LE VIRTUEL RENFORCE L'EXPLOITATION

La fuite vers ces univers fantasmés, créés de toutes pièces par des studios de développement vidéoludique parfaitement arrimés aux réalités économiques et garants de leurs intérêts matériels, correspond à un nouvel aspect ou à une nouvelle qualité de la culture de masse qu'autorisent l'informatisation et les médias numériques. Par leurs actions, les joueurs et joueuses, appelons-les ainsi, éprouvent le sentiment de modifier la configuration de l'univers dans lequel ils et elles évoluent, de l'enrichir de situations, de biens numérique-

ment manufacturés et échangés, de liens avec d'autres joueurs et joueuses. L'impuissance ressentie dans leur quotidien sensible se retourne en puissance d'agir dans une « réalité » qui, bien que numérisée, devient pour certain-e-s la porte de sortie de toutes les impasses existentielles. La fantasmagorie numérique se superposant au mal-être social, elle tend à se substituer à la réalité plus qu'à l'« augmenter » et peut conduire les joueur et joueuses, physiquement fixé-e-s à leur écran, à entretenir un rapport schizotopique<sup>2</sup> au monde et à leur propre vie, négligeant leur vie sensible, sans en perdre la conscience, pour privilégier leur avatar, leur double narcissique numérique.

Or, vivre une existence de sorcier ou d'elfe ne se fait pas sans certaines formes de matérialités – fussent-elles téléchargeables –, y compris sur la multitude de jeux dont l'accès est « gratuit ». Entreprendre quelque quête numérique que ce soit nécessite beaucoup – vraiment beaucoup – de temps, la plus grande partie en position assise, afin de découvrir les différents aspects du monde virtuel visité, pour accumuler de l'« expérience » et des objets, tous deux éléments cruciaux pour personnaliser et *customiser* l'avatar, et ainsi tenter de lui donner, ainsi qu'à soi-même, un peu de consistance – fût-elle numérique. Pour celles et ceux qui ne peuvent ou ne veulent consommer tout leur temps dans le seul but de jouer selon les règles de l'art, c'est-à-dire en étant le plus possible connecté-e-s au jeu, perfusé-e-s à l'écran, une multitude de sociétés spécialisées donnent accès, contre de la monnaie sonnante et rébuchante, à tout l'attirail de survie des « héros », sous forme d'artefacts numériques. À cet effet, quelques centaines de milliers de travailleurs-euses, exploités-e-s dans le secteur du « cyber-travail » nommé *gold farming*<sup>3</sup>, produisent, durant d'interminables heures de jeux forcé, ces objets immatériels qui, une fois vendus aux joueurs et joueuses dilettantes, permettent aux cyber-entrepreneurs de retirer de substantielles plus-values. On peut donc constater un double mouvement d'oppression qui profite de la désertion du sensible chez certain-e-s – celles et ceux qui font le choix du virtuel – pour accroître l'exploitation matérielle chez d'autres.

Il semble assez évident que, contrairement à la bonne parole des technoprophètes de tout poil qui nous chantent la liberté superlative et l'infini du numérique, les logiques de domination et d'exploitation ont trouvé avec l'informatisation des espaces et des applications démultipliés. Peut-être est-il temps de faire un autre choix ?

Athanor

## A LIRE

**Culture d'univers. Jeux en réseau, mondes virtuels, le nouvel âge de la société numérique**  
Frank Beau  
FYP, 2007.

1. À titre d'exemple, plus de 14 millions de joueur-joueuses fréquentent les terres du jeu World of Warcraft.

2. Terme forgé par Günther Anders, la schizotopie correspond au fait d'entretenir une double existence spatiale. Si le monde extérieur est amené dans les maisons par les médias, inversement c'est l'homme qui emmène avec lui la mentalité du « chez soi » dans le monde extérieur, p. 86. *L'obsolescence de l'homme*, t. 2, Fario, 2011.

3. Voir l'étude de Richard Heek sur les *gold farmers* (en anglais) : [http://www.sed.manchester.ac.uk/idpm/research/publications/wp/di/documents/di\\_wp32.pdf](http://www.sed.manchester.ac.uk/idpm/research/publications/wp/di/documents/di_wp32.pdf)



QU'EST-CE QUE « L'INTERNET DES OBJETS » QUI SE DESSINE POUR DEMAIN ? C'EST UN MONDE OÙ CHAQUE CHOSE POSSÈDE UNE MÉMOIRE NUMÉRIQUE ET PEUT ENVOYER DES INFORMATIONS. C'EST UN MONDE OÙ LE CHEPTTEL HUMAIN EST GÉRÉ DE MANIÈRE QUASI-SCIENTIFIQUE.



## La conquête des zéros et des uns

# PUCES ET ÉTIQUETTES

AVEC LES MOYENS INFORMATIQUES actuels, les informations collectées peuvent être facilement et rapidement consultées, échangées ou mises à jour. Un objet peut être numérisé, c'est-à-dire que l'on peut saisir et enregistrer certaines de ses propriétés, comme la taille ou le prix, sur un composant électronique. Au-delà du regroupement de ces informations, une entreprise peut facilement les associer avec celles qui concernent les moments et les lieux de production, de distribution, de vente, et même d'utilisation. En numérisant ainsi tous ses produits, et toutes leurs étapes de production, celle-ci peut automatiser et faciliter une partie des tâches de logistique, de gestion des stocks et de transport jusqu'à la vente en magasin. Ce procédé va même plus loin facilitant la maintenance et la récupération, ou au contraire en permettant de programmer l'obsolescence des objets. Enfin, en conservant toutes ces données, l'on peut mettre en œuvre la fameuse « traçabilité » : ainsi, on peut facilement connaître l'usine d'où proviennent les pièces défectueuses, ou le champ dont sont issues les carottes avariées. Une des conditions de cette numérisation totale, c'est d'être en mesure d'associer à chaque objet réel son équivalent numérique, d'obtenir son identifiant, rôle encore largement dédié au code-barres. Mais celui-ci comporte quelques limites, notamment la quantité d'informations qu'il peut contenir ou la nécessité de devoir faire passer un lecteur optique devant chaque code-barres pour en obtenir l'identifiant. Des normes de code-barres à deux dimensions ont été créées, permettant de contenir plus d'informations, et pouvant être lues par n'importe quel dispositif de photographie, comme les objectifs intégrés aux téléphones portables. Mais pour étiqueter, c'est la technologie RFID (pour *Radio frequency identification*) qui est mise en avant. Créée à des fins militaires dans les années 1950, elle a largement été améliorée ces dernières années, notamment grâce aux recherches sur les nanotechnologies. Les tags RFID, des puces de très petite taille, qui peuvent se présenter sous la forme d'étiquettes

autocollantes, permettent d'enregistrer et de communiquer des informations par radiofréquence. Grâce à ces étiquettes, un lecteur suffisamment puissant peut par exemple obtenir d'un seul coup toutes les informations contenues dans les tags des objets contenus dans un conteneur. Non seulement la tâche est considérablement simplifiée, mais chaque objet peut être muni d'une puce miniaturisée unique, au lieu de ne disposer d'un code-barres que pour l'ensemble des objets d'un paquet ou d'un carton. Enfin, grâce à l'augmentation du nombre des adresses Internet, il sera possible d'en attribuer une à chaque objet étiqueté.

### CALQUER LE MONDE VIRTUEL SUR LE MONDE RÉEL

Le récent développement des RFID a donc d'abord servi à la machine industrielle et commerciale, mais pas seulement. À différentes échelles, les collectivités ont aussi perçu l'avantage de pucer les objets et lieux dont elles ont la charge. En connectant des puces électroniques, ou d'autres moyens de communication numériques similaires, à des capteurs de température, de pression, de pollution, ou à des caméras de vidéosurveillance, elles peuvent ainsi veiller sur leur territoire comme une entreprise veille sur son stock. Les rues et les jardins sont surveillés, la pollution de l'air et la température sont analysées de manière automatique afin de lancer aux moments adéquats l'arrosage automatique, les messages lumineux demandant aux automobilistes de ralentir, ou le signal d'intervention d'une brigade de police.

Mais il ne suffit pas qu'une étiquette enregistre des informations pour que celles-ci puissent être exploitées. Elle doit être en mesure de communiquer les informations qu'elle prélève, soit de manière autonome en étant alimentée en énergie, soit grâce à un maillage suffisant de lecteurs, directement connectés au réseau, qui collectent et transmettent régulièrement les informations dans l'environnement. À travers cette infrastructure, la toile peut reproduire l'espace et



le temps du monde réel, et les arbres, rues, bâtiments et monuments étiquetés peuvent être connectés à Internet. Le promeneur équipé d'un dispositif de lecture aura directement accès aux données numériques concernant ce qu'il perçoit dans le monde sensible.

Les milieux académiques, industriels et culturels nomment ce concept « l'Internet des objets », et tout est bon pour le rendre attractif. Les salles d'exposition proposent des « œuvres numériques » : des installations dont une partie n'est visible qu'à travers l'écran d'un *smartphone*, ou dont l'utilisation permet d'interagir. Ce ne sont souvent que de simples démonstrations techniques ou ludiques, dont le sens se limite à célébrer les opportunités du tout-numérique, ou, au mieux, à questionner timidement ses aspects totalitaires. Dans une ville touristique, les personnes équipées des mêmes *smartphones* peuvent aussi découvrir l'histoire des monuments qui les entourent, connaître les horaires de bus ou l'emplacement du fast-food le plus proche, pour peu que les lieux soient étiquetés<sup>1</sup>. Le monde qui les entoure est alors vu et vécu à travers le prisme de l'écran et de l'information. Alors même que ces personnes se trouvent dans le monde sensible, elles interagissent avec lui à travers son succédané numérique. Le virtuel et le réel se confondent dans une même expérience, et cette confusion nous habitue à vivre avec des prothèses informatiques<sup>2</sup>.

## ÉTIQUETER LE VIVANT

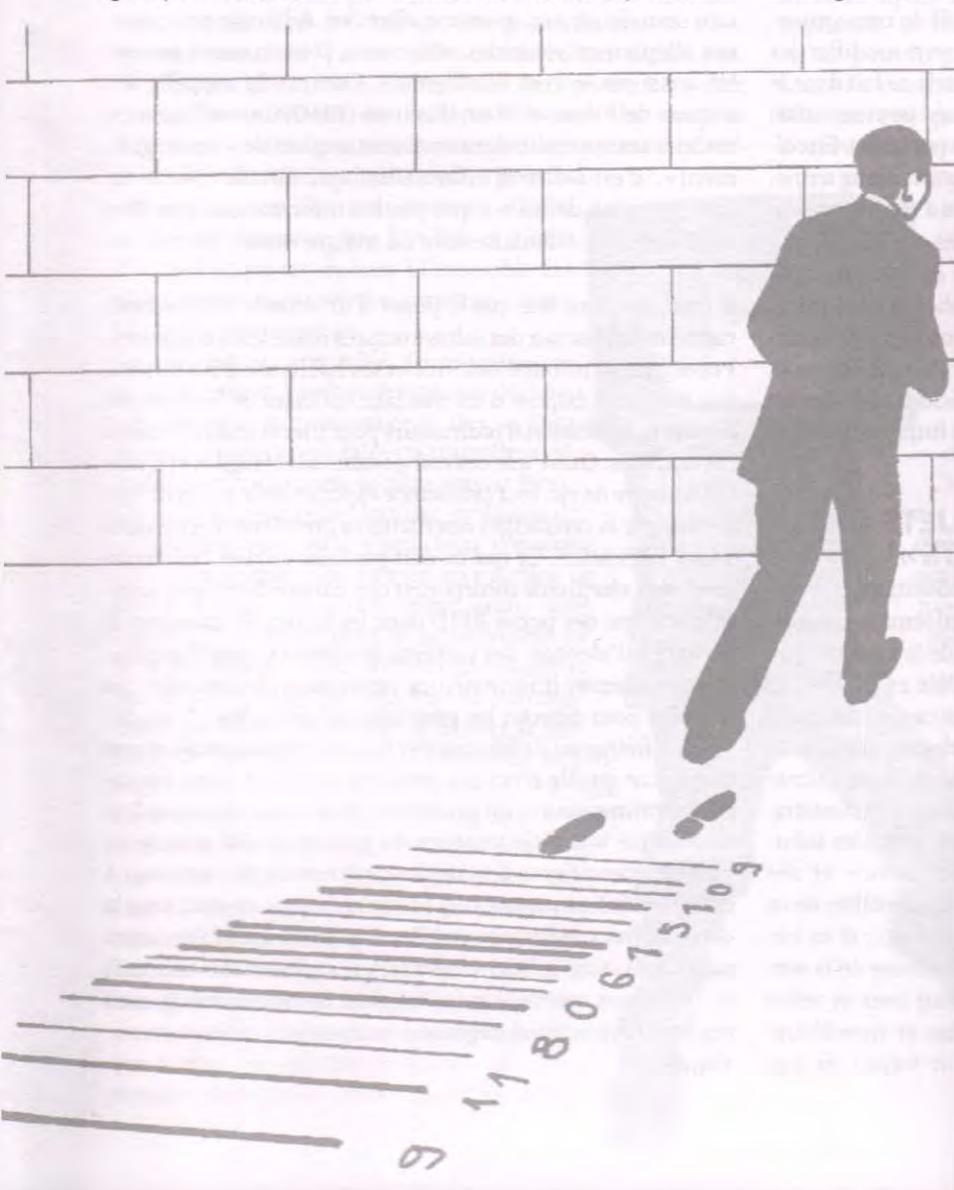
Évidemment, il n'est pas question de laisser les êtres vivants en dehors de cette numérisation totale. Le cheptel, en tant qu'objet de consommation alimentaire, devait déjà sacrifier

depuis longtemps aux impératifs de la traçabilité, notamment à travers les tatouages ou les étiquettes d'oreilles. Il est obligatoire depuis peu d'implanter une puce RFID à la plupart des bêtes (voir encadré). Et comme les gestionnaires ne voient dans les humains qu'un cheptel de plus, notre tour vient petit à petit. S'il n'est pas directement question d'implanter des puces sous-cutanées à tous les nourrissons, il suffit que les personnes soient équipées d'un équipement numérique, qui puisse être lu à distance.

Les abonné-e-s des transports de la région parisienne sont déjà équipé-e-s d'une puce RFID dans leur pass Navigo, et leur numéro de carte est directement associé à leur nom et à d'autres données personnelles. Quelles que soient ses déclarations, il est techniquement possible pour la RATP de reconstituer l'ensemble des trajets de ses abonné-e-s sur ses lignes, voire à n'importe quel endroit où elle aurait installé un lecteur. Un tel pistage sera bientôt possible pour les usager-ères des métro, bus et TER de la métropole lilloise grâce à la carte Pass Pass. Sauf que celle-ci a vocation à se transformer en « carte de vie quotidienne », qui servira aussi à accéder aux bibliothèques, piscines, cantines scolaires et autres équipements sociaux et culturels de la région (voir encadré). Des puces RFID équipent déjà les cartes d'identité allemandes, et le projet est à l'étude en France. Évidemment, celles-ci pourraient alors contenir les données biométriques de la personne, ce qui faciliterait l'identification, notamment en rendant la falsification plus difficile. Enfin, les vêtements que l'on porte vont pouvoir révéler de plus en plus d'informations sur nous. Les puces pullulent déjà sous forme de tags autocollants, mais sont également directement intégrées dans les tissus, ■■■

1. Pour l'instant, les *smartphones* ne permettent que de lire des codes-barres 2D, mais des coques externes permettent déjà à certains modèles de lire les RFID. Les prochains devraient tous intégrer cette fonctionnalité.

2. Voir l'article « No ghost in the shell », p. 24.



## STOP RFID

À LILLE, des puces RFID équiperont d'ici la fin 2011 les cartes Pass des usager-e-s des transports. Dans un premier temps, des tickets magnétiques seront toujours disponibles à l'unité, mais il est prévu de les supprimer totalement. La même carte servira pour emprunter les bus, tramway et métro de la métropole, ainsi que les vélos en libre-service. Et dans les cartons, le projet de la communauté urbaine de transformer la carte de transport en carte de vie quotidienne qui servirait également à emprunter des livres dans les bibliothèques, à accéder aux piscines et autres équipements sportifs, aux cantines scolaires, aux cinémas, aux crèches. Un collectif s'est créé lors de la découverte de ces projets, publiés en annexe du compte rendu du conseil communautaire, qui a alerté la population à travers une conférence de presse, des projections et des actions d'occupation. La communauté urbaine a dû freiner le projet, pour l'instant, notamment en niant vouloir dépasser le cadre des transports, et en retirant l'accès public aux annexes incriminées.

Contact : [stoprfidlille@herbesfolles.org](mailto:stoprfidlille@herbesfolles.org)

■■■ comme dans le célèbre jean Levi's 501, pour l'instant uniquement pour faciliter la gestion des stocks. Mais de nombreux projets et prototypes de « textiles intelligents » intégrant des nanotechnologies sont en cours. Ceux-ci pourraient alors sonder la température du corps, l'humidité, la présence de plaies, le rythme cardiaque, et évidemment les communiquer.

### TOUTES ET TOUS PUCÉ-E-S, TOUTES ET TOUS FLIQUÉ-E-S

À partir de données objectives comme le sexe, l'âge, les trajets réguliers, il est possible de deviner statistiquement beaucoup de choses sur nous, nos habitudes, notre mode de vie. Mais nous laissons aussi souvent beaucoup de traces numériques, qui permettent de déduire nos intérêts, nos fréquentations, voire nos opinions et nos actes, soit sur des forums, des blogs ou des réseaux sociaux, soit directement sur nos téléphones en échangeant. Il s'agit bien souvent d'un « travail » fait de manière volontaire et dont le résultat peut facilement être consulté : si les critères de confidentialité des données sont faibles, volontairement ou non, le nom de la personne et quelques recherches automatiques sur les sites les plus connus, ou correspondant à son « profil », peuvent suffire à obtenir bon nombre d'informations.

Les informations ainsi prélevées sur une personne permettent notamment de mieux cibler son « profil de consommateur ». Ainsi, les écrans publicitaires peuvent modifier les annonces pour mieux la « cibler », comme cela se fait dans le métro parisien. Des messages personnalisés peuvent aussi être directement envoyés sur les téléphones portables. En collectant des informations sur votre consommation à long terme, des opérateurs de transport, de téléphonie ou d'électricité peuvent vous proposer des offres plus « adaptées ».

En plus des marchands, il est évident que de tels « profils » peuvent être particulièrement utiles à la police et à la justice. Enregistrer les déplacements, les achats ou les fréquentations d'une personne et pouvoir les situer dans le temps et l'espace permet de fournir des indices précieux, que ce soit pour arrêter une personne ou estimer son implication dans un mouvement ou une action.

### « NOUS SOMMES TOUS DES OBJETS (PLUS OU MOINS) INTELLIGENTS »<sup>3</sup>

Au-delà des possibilités de harcèlement publicitaire et de filage, la numérisation d'un maximum d'informations nous concernant relève d'un idéal gestionnaire de la société. Que ce soit notre dossier médical, notre fiche Pôle emploi, notre « livret personnel de compétences » ou notre casier judiciaire, tout est fait pour que nos différents interlocuteurs n'aient besoin de communiquer qu'avec nos identifiants numériques, et non plus avec nous. Au travail, dans l'administration ou dans les structures de service social, le fichier informatique devient le premier élément de référence, et des procédures standardisées sont appliquées en fonction de ce qu'il contient. Le fichier se substitue à l'individu ; et sa lecture, voire son traitement automatique, à l'écoute de la personne. Ce n'est pas sans conséquences pour ceux et celles qui se trouvent devant l'écran : médecins et travailleurs sociaux ont moins d'autonomie dans leur travail, et une



bonne partie de celui-ci se réduit à de la saisie informatique. Cette automatisation justifie aussi en partie la suppression de postes en permettant à chaque salarié-e de traiter plus de « dossiers » en un temps identique.

L'employeur ne s'intéresse alors qu'à un ensemble de compétences, le flic à un ensemble de délits, ou de suspicions, le médecin ne voit qu'un ensemble de symptômes, le travailleur social qu'une « situation » et le résultat, positif ou négatif, des dispositifs mis en œuvre. Ce n'est pas à un individu que les gestionnaires souhaitent avoir affaire, mais à un rouage, plus ou moins bien huilé, de la machine. Quant à l'ami virtuel, il prêtera attention aux « activités », aux préférences en matière de livres, de musique ou de sorties, voire à l'orientation sexuelle ou aux opinions affichées. À l'instar des caméras, téléphones, véhicules, vêtements, l'être humain devient lui aussi un « objet intelligent ». Comme le rappelle les auteurs de Pièces et Main d'oeuvre (PMO)<sup>4</sup>, « intelligence » est ici à comprendre dans son sens anglais de « renseignement », c'est-à-dire d'information qui circule. Nous ne sommes plus défini-e-s que par les informations que l'on communique, volontairement ou malgré nous.

Il faut garder en tête que le projet d'un monde entièrement numérisé repose sur des infrastructures matérielles coûteuses. Pucier chaque recoin d'une ville et ses habitant-e-s n'a de sens que si celle-ci dispose d'un maillage suffisant de lecteurs, de capteurs, de câbles et d'ordinateurs pour trier et analyser toutes ces données. Outre que ces composants sont fragiles et d'une faible durée de vie, leur croissance exponentielle pourrait être freinée par la raréfaction des matières premières nécessaires à leur fabrication. Ce qui ne doit pas faire oublier l'existence réelle des vêtements incorporant des nanotechnologies communicantes, des puces RFID dans les tickets de transport et les cartes d'identité, des caméras et capteurs « intelligents », et des systèmes informatiques permettant de compiler ces données pour détecter les situations inhabituelles<sup>5</sup>. Il est difficile de freiner ou de faire reculer la numérisation totale, d'une part parce qu'elle n'est pas toujours visible, et donc identifiable comme source du problème, mais aussi parce que l'informatique bénéficie toujours du préjugé positif associé au progrès scientifique. Il reste donc nécessaire de continuer à critiquer l'informatisation qui s'étend de jour en jour, sans la détacher des conditions actuelles. Les luttes dans l'éducation nationale contre le fichier Base élèves, et de certains collectifs de fraudeurs contre la mise en place de tickets RFID, sont des expériences encourageantes en ce sens.

Camille

3. Première phrase de l'édition hors-série n° 6 de Musiques et cultures digitales sur l'Internet des objets.  
4. IBM ou la société de contrainte publié le 16 mai 2010 sur <http://www.pieceset-maindoeuvre.com/>  
5. Voir la brochure Dans la mire d'Hypervisor, de Frédéric Gaillard, publié le 10 janvier 2010 sur <http://www.pieceset-maindoeuvre.com/>



# COLLECTIF FAUT PAS PUCER

CE COLLECTIF, basé dans le Tarn et composé d'éleveurs-euses et d'habitant-e-s sensibles à la critique de l'industrialisation et de l'artificialisation du monde, se bat contre le puçage des animaux et l'informatisation de nos vies en général. Il se base notamment sur le refus de plusieurs éleveurs de pucer leurs bêtes. La critique de la traçabilité y est forte, et le rôle précurseur et nocif de la certification des marchandises produit par l'agriculture biologique, de plus en plus industrielle, souvent souligné.

En avril 2011, ils et elles publiaient une lettre intitulée **POUR UNE CAMPAGNE DE REFUS DES PUCES ÉLECTRONIQUES, DANS L'ÉLEVAGE ET AILLEURS :**

« Ces jours-ci, plusieurs éleveurs du sud-ouest de l'État français déclarent publiquement leur refus d'installer les nouvelles boucles d'identification électronique à l'oreille de leurs chèvres et de leurs brebis. Le groupe Faut pas pucer se déclare totalement solidaire de leur démarche et appelle les autres éleveurs à se soustraire aussi à l'obligation légale de « pucer » les animaux. [...] Le plus grand service à leur rendre est d'ores et déjà de susciter, partout où cela semble possible, des débats sur les ravages de l'informatique dans la société, le travail, la vie personnelle. Par débats, nous entendons aussi bien la mise en discussion publique que le refus ferme des multiples contraintes bureaucratiques qui s'incarnent dans des dispositifs de « haute technologie » (ici des puces RFID, là des logiciels, ailleurs des bornes biométriques...).

Dans notre bulletin de l'hiver 2011, « Les robots rêvent-ils de moutons électriques ? », nous disions : « Un troupeau équipé de puces électroniques, c'est un troupeau qui sera géré par ordinateur. Or on ne devient pas berger ou éleveur pour travailler derrière un écran, ni pour suivre les procédures standard concoctées par de prétendus experts. Du moins, si l'on pense qu'un élevage, ce n'est pas une usine à viande destinée à produire toujours plus et plus vite. Ce problème ne concerne pas uniquement les éleveurs : un peu partout – sur les lieux de travail, dans les écoles, les hôpitaux – on automatise pour gérer la masse au détriment du soin et de l'attention. [...] ». À cela nous ajoutons aujourd'hui : désolés, mais nous ne voulons pas de la traçabilité de tout et de tous comme remède aux pathologies d'une organisation sociale démesurée. [...] S'il paraît impossible d'avoir confiance dans ce que produisent quelque neuf cent mille agriculteurs (un peu plus de 3% de la population active en France), nous ne pensons pas qu'il faille contrôler plus étroitement ces 3%, mais plutôt qu'une société où si peu de gens s'occupent de produire la nourriture – à commencer par la leur – ne tient pas debout. [...]

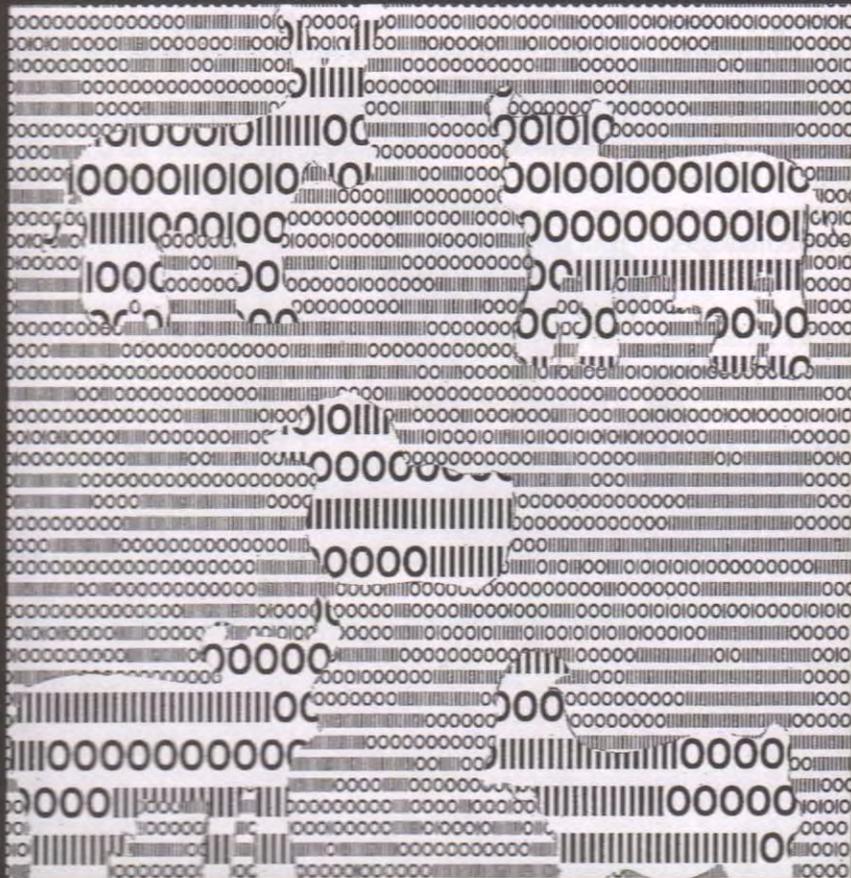
À l'heure où la catastrophe nucléaire en cours illustre la folie du développement industriel, nous pensons qu'il est important de rejeter avec toute la fermeté possible l'embrigadement électronique et le gouvernement des experts. [...]

1. L'obligation d'identifier les caprins et les ovins nouveau-nés est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010. Elle devrait concerner les bovins d'ici quelques années. À l'inverse, l'obligation de « pucer » les chevaux est plus ancienne (2008). Il est également obligatoire depuis plusieurs années d'identifier les animaux domestiques, et dans les mois à venir, la seule identification qui restera valable sera celle par la puce électronique. [...]

## EN LUTTE

### Faut pas pucer

Le Batz  
81140 Saint-Michel-de-Vax  
fautpaspuccer@laposte.net



DERRIÈRE L'INFORMATIQUE, IL Y A UN PROJET DE SOCIÉTÉ : LA CYBERNÉTIQUE, « SCIENCE DU CONTRÔLE ET DE LA COMMUNICATION » INVENTÉE DANS LES ANNÉES 1940. MAIS AUSSI UN PROJET ANTHROPOLOGIQUE : LA CRÉATION D'UN HOMME NOUVEAU, VIVANT EN SYMBIOSE AVEC LES MACHINES ET SE COMPRENANT LUI-MÊME COMME UNE MACHINE.



# NO GHOST LE POST-HUMAIN A DÉJÀ COMMENCÉ IN THE SHELL

Ghost in the shell est le titre d'une série de mangas et films d'animation futuristes, postulant que l'interconnexion des réseaux numériques produira bientôt une âme électronique (ghost) dont les machines, ayant fusionné avec l'être humain, seront le réceptacle (shell).

INTERVIEWÉ EN 2002 par un journaliste de *Libération*, Kevin Warwick, professeur en cybernétique à l'université de Reading (Royaume-Uni), affirmait à propos de l'ordinateur : « Au train où vont les choses, c'est bientôt lui qui prendra les décisions, pas nous. Si nous voulons conserver notre avantage, nous devons progresser au même rythme que lui. La technologie risque de se retourner contre nous. Sauf si nous fusionnons avec elle. Ceux qui décideront de rester humains et refuseront de s'améliorer auront un sérieux handicap. Ils constitueront une sous-espèce et formeront les chimpanzés du futur ». Depuis près de vingt ans, l'irruption de l'informatique dans notre vie quotidienne a entraîné la prolifération de discours de ce type, prédisant l'avènement d'un nouvel être humain, dont les capacités physiques et psychiques seraient technologiquement augmentées à un point tel qu'on serait plutôt fondé à parler de « post-humain ». L'hybridation de l'humain et du robot sous la forme du « cyborg », ce vieux fantasme de la science-fiction, semble donc être devenue aujourd'hui le projet plus ou moins explicite d'un certain nombre de chercheurs, rêvant de prothèses et d'implants électroniques, de connexion permanente des individu-e-s et des objets à un Internet étendu et amélioré, voire de mutation pure et simple de l'espèce humaine par la convergence entre informatique, sciences cognitives, nano- et biotechnologies.

ont alarmé à juste titre un bon nombre de militant-e-s et d'activistes politiques<sup>1</sup>. L'erreur consisterait toutefois à croire que le cyborg, « l'homme augmenté » ou « l'homme artificiel » se conjuguent au futur. En effet, de même que, selon Jean Baudrillard, le clonage humain a déjà été réalisé dans les faits par la société de consommation, et sa propension à faire de

## Les systèmes informatiques ne sont rien d'autre qu'une bureaucratie électronique.

nous des individu-e-s identiques à l'apparence physique et au comportement standardisés – de même, les sociétés technologiques dans lesquelles nous vivons ont déjà commencé à produire un nouveau type d'être humain entièrement façonné par sa dépendance étroite aux machines. En ce sens, le cyborg existe dès à présent : il est parmi nous, il est en nous. C'est ce qu'avait remarqué le philosophe marxiste Henri Lefebvre dans les années 1960, au moment où la cybernétique était en pleine expansion. Remettons-nous en situation. 1947 : Norbert Wiener forge le terme de cybernétique pour rendre compte du nouveau domaine de recherche qu'il vient d'ouvrir. Celui-ci consiste pour l'essentiel en l'étude des phénomènes communs aux machines automatiques et aux êtres vivants en tant que systèmes capables de se réguler de façon autonome et de communiquer, c'est-à-dire d'échanger des informations avec leur environnement. La cybernétique jouera un rôle capital dans l'émergence de l'ordinateur (von Neumann participant au cercle des premiers cybernéticiens réunis autour de Wiener), puis, à partir des années 1970, de la micro-informatique (les idées de Wiener ayant massivement influencé ses concepteurs). Mais au-delà, dès les années 1950, dans tous les champs de la connaissance, de la biologie à la sociologie en passant par le droit, la médecine ou la pédagogie, des chercheurs s'emparent des concepts développés par la cybernétique pour reformuler les problématiques propres à leur domaine, voire en faire émerger de nouvelles, autour des théories de l'information, des systèmes et de l'autorégulation<sup>2</sup>.

C'est à ce contexte que réagit Henri Lefebvre en 1967, publiant sous le titre *Position : contre les technocrates*<sup>3</sup> une critique en règle de l'idéologie cybernétique et de ses impacts politiques et anthropologiques. Selon lui, le projet social de la cyberné-

### CYBERNÉTIQUE ET DOMINATION

Les déclarations de ce genre, de même que les recherches scientifiques qui visent à rendre ces « avancées » possibles,



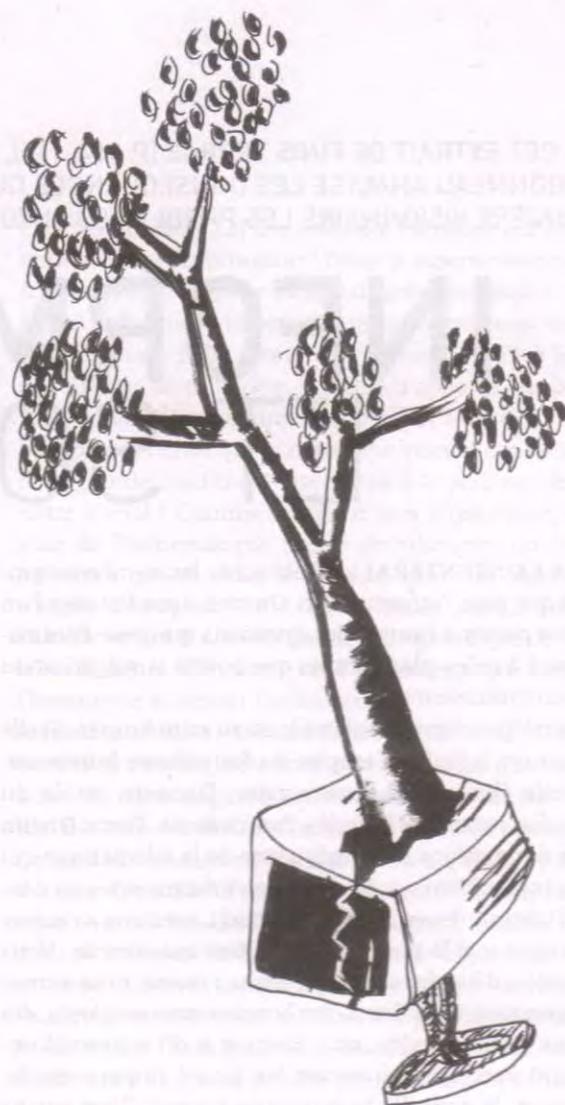
1. Christophe Boltanski, « Kevin Warwick, l'Homo Machinus », *Libération*, 11-12 mai 2002.  
2. Dernier en date : Jacques Testart dans son article « Vers l'homme augmenté ? », *Le Sarkophage* n° 24, mai-juillet 2011.  
3. Sur ce raz-de-marée intellectuel, voir Céline Lafontaine, « L'Empire cybernétique », *Le Seuil*, 2004.  
4. Henri Lefebvre, *Position : contre les technocrates*, Denoël-Gonthier, 1967.

tique – la recherche généralisée d'une efficacité optimale, et donc d'une stabilité, d'un équilibre par autorégulation – trouve d'abord ses racines dans les évolutions du capitalisme au XX<sup>e</sup> siècle : la cybernétisation des sociétés capitalistes cherche à conforter, à automatiser et même à « éterniser » la gestion planifiée du social à laquelle procèdent ces structures bureaucratiques que sont les États, les institutions internationales et les grandes entreprises. En ce sens, la traduction matérielle de la cybernétique, l'informatique, est bien une technologie politique qui s'inscrit dans le prolongement de la bureaucratie : comme elle, elle répond aux problèmes d'administration d'une société de masse ; et comme elle, elle tend à la mécanisation des activités, des procédures, et donc à un fonctionnement pur, impersonnel (ce qui signifie aussi la dépersonnalisation des administré-e-s, devenus objets de quantification et de calculs abstraits). Les systèmes informatiques ne sont donc rien d'autre qu'une bureaucratie électronique.

### L'OBSESSION DE LA COMMUNICATION

À société cybernétique, individu-e cybernétique : l'homme et la femme qui correspondent à cette société en voie d'administration totale, Lefebvre choisit sarcastiquement de les nommer « cybernanthropes », pour montrer qu'un seuil a été franchi dans l'évolution de l'espèce. Qu'est-ce que le « cybernanthrope » ? C'est l'homme ou la femme vivant en symbiose avec les machines, et tout particulièrement les ordinateurs – une condition qui n'a fait que se renforcer depuis l'intrusion de l'informatique personnelle dans l'espace domestique, et la colonisation de la vie quotidienne par Internet et les réseaux dits « sociaux ». Le trait caractéristique du « cybernanthrope », nous dit Lefebvre dès 1967, c'est son obsession de la communication – concept phare de la cybernétique<sup>5</sup>. Toute l'activité du « cybernanthrope » doit tourner autour de l'émission et de la réception d'informations, de quelque type que ce soit – privées ou publiques, importantes ou futiles. Et, prévient Lefebvre : « Se demander ce qu'il y a à communiquer, c'est une survivance du passé. Ce qu'il y a à communiquer, c'est le communicable. Pas d'autre détermination. Nécessaire, elle se suffit. [...] Vous êtes vivant pour recevoir des messages, intercepter des signes et signaux, traduire, transcrire, décoder, décrypter. Attention : vous n'êtes véritablement l'homme de la communication qu'à partir de l'instant où la satisfaction vous envahit de vous sentir et vous savoir traversé par un message »<sup>6</sup>. Tout doit être transparent, rien ne doit opposer d'obstacle à cette circulation de l'information, dont le moment crucial est celui du *feed-back*, du « retour » ou de la « rétroaction » – ce qu'on appelle aujourd'hui l'évaluation : la capacité de contrôler et rectifier le fonctionnement du système en faisant remonter les informations au centre décisionnaire. Le cybernanthrope a donc aussi l'obsession de l'évaluation, de l'enquête, de la quantification des résultats, et des normes à adopter pour que ces résultats soient les meilleurs possible.

Parce qu'il est fondamentalement l'agent des systèmes de gestion, le cybernanthrope finit par gérer son temps, sa famille et ses ami-e-s comme il gérerait une entreprise ou une administration. Il ne se rapporte plus à sa propre vie comme à quelque chose d'immédiat et de spontané, mais toujours en troisième personne, par le filtre d'une conscience et d'une volonté instrumentales. Il n'a donc pas d'ami-e-s mais des contacts, il n'a pas de journée mais un programme, pas de travail mais des procédures à suivre, pas d'idéaux mais des objectifs à atteindre. Il organise tout de manière pragmatique et désincarnée. Pire encore : à force de vivre avec des machines, le cybernanthrope a fini par se comprendre lui-même comme



une machine organique, « un système intégrant et intégré de systèmes partiels autorégulateurs » (système nerveux, système osseux, système glandulaire, systèmes digestif et respiratoire, etc.)<sup>7</sup>. La santé consiste donc à faire en sorte que le corps, cette machine organique, maintienne son équilibre et reste opérationnel jusqu'au bout. Plus que d'un hygiénisme, il s'agit d'une gestion de soi, une forme d'éthique fonctionnalisée, reposant sur des principes d'efficacité et d'économie, en cela homogènes à la société dominante.

### RÉVOLTE CONTRE LE CYBERNANTHROPE

Que le cybernanthrope, observable partout autour de nous, soit le symbole d'une rupture avec le concept d'humanité tel qu'on l'a compris depuis des siècles, cela lui importe peu : « Le cybernanthrope se dénonce par son admiration pour le robot, sa créature et son image. [...] Il admire la supériorité des machines, cerveaux électroniques, ordinateurs, ordinateurs. [Il] déplore la faiblesse humaine et ses faiblesses. Il connaît ses imperfections. L'humain, la qualité humaine, il les désavoue. Il disqualifie l'humanisme, en pensée et en action. [...] Il aspire à fonctionner, à n'être que fonction »<sup>8</sup>. Arrivé au terme de son analyse, Henri Lefebvre en appelle donc à une révolte des « anthropes » contre les cybernanthropes et leur monde. Mais peut-être n'insistait-il pas assez sur un point stratégique : dans la mesure où la frontière entre l'anthrope et le cybernanthrope passe en nous-mêmes, une telle révolte supposera un effort constant de notre part, un inlassable travail de conversion morale et politique, une radicalisation de ce travail d'autotransformation des êtres humains dans le mouvement même de leur lutte qui est le propre de toutes les situations d'émancipation.

Patrick Marcolini



### A LIRE

**L'Empire cybernétique.**  
Céline Lafontaine,  
Le Seuil, 2004.

5. Cf. Philippe Breton, *L'Explosion de la communication*, La Découverte, 1989.

6. H. Lefebvre, op. cit., p. 204.

7. H. Lefebvre, op. cit., p. 215.

8. H. Lefebvre, op. cit., p. 212-213.



DANS CET EXTRAIT DE FINIS TERRAE (P. 154-165), ÉCRIT AU DÉBUT DES ANNÉES 1980, BERNARD CHARBONNEAU ANALYSE LES CONSÉQUENCES DU DÉVELOPPEMENT DE L'INFORMATIQUE ET DÉCRIT DE MANIÈRE VISIONNAIRE LES PROBLÈMES AUXQUELS NOUS SOMMES AUJOURD'HUI CONFRONTÉS.

# INFORMATIQUE ET SOCIÉTÉ

1. Le Monde, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1979.
2. Bertrand Le Gendre, « Le spectre d'Asmodée », Le Monde, 20 septembre 1979.
3. Secrétaire général de la CFDT de 1971 à 1988.
4. Le Monde, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1979.
5. Colloque Informatique et société.  
Colloque Informatique et société.

« JE ME CONTENTERAI ici d'ébaucher les nombreux problèmes que pose l'informatique. On n'en a pas fini avec l'un qu'il faut passer à l'autre : des questions que pose l'ordinateur lourd à celles plus subtiles que posera la vulgarisation des microprocesseurs.

L'informatique menace d'abord le sacro-saint Emploi. Si elle peut étendre à l'infini l'empire du formalisme bureaucratique, elle élimine les bureaucrates. Dans un article du Monde, fort justement intitulé « Exorcismes », Pierre Drouin cite les déclarations d'un spécialiste de la télématique qui affirme tranquillement : la révolution informatique, en donnant à l'homme des esclaves intellectuels, conduira au même phénomène que la première révolution industrielle. Nous avons aujourd'hui des campagnes sans paysans, nous aurons des usines sans travailleurs, des bureaux sans employés, des hôpitaux sans médecins, etc.'. Comme le dit le journaliste : charmant spectacle, où seront les gens ? Impersonnelle, mécanique, la nouvelle bureaucratie pourrait l'être encore plus que l'autre : on sait déjà que là où règne l'ordinateur il est encore plus difficile de rencontrer un responsable pour obtenir une réponse. En comparaison de celui-ci, l'enfer

bureaucratique animé par des bureaucrates risque d'être un petit paradis pour l'utilisateur. [...]

Surtout, en matière d'organisation industrielle, le problème clef est celui de la liberté. Et puisque celle de chacun est celle de tous, celle de la démocratie. En capitalisant une somme presque infinie d'informations, non seulement l'informatique permet aux trusts de constituer des fichiers sur leurs clients éventuels, mais à l'État de connecter ceux des diverses administrations. C'est le projet Safari, qui ferait du prince un dieu connaissant tout à tout instant sur ses sujets. S'il a été abandonné, l'identifiant unique existe, qui rend théoriquement possible une interconnexion, c'est le numéro dit de Sécurité Sociale'. L'empêcher ? Autant freiner la marée. Le projet Safari n'est pas enterré que naît le projet Gamin qui multiplie les questions les plus indiscrettes aux parents d'élèves, bien entendu pour contrôler plus efficacement la santé des enfants. La chasse est ouverte pour tous les pouvoirs et leur gibier c'est l'homme. Et si l'œil céleste du satellite artificiel peut distinguer le moindre détail de la Terre, une mémoire infailible conservera la trace de chacun de vos pas.

Les ordinateurs de la nouvelle génération sont de plus en plus

Deux cartes postales d'un lot de douze contre la robotisation de nos vies éditées par Pièces et Main d'œuvre.

Pour les commander :  
PIÈCES ET MAIN  
D'ŒUVRE  
chez les Bas-Côtés,  
59 rue Nicolas  
Chorier, 38000 Grenoble  
- 1 paquet : 6,40€  
- 3 paquets : 14,30€  
chèque à l'ordre des  
Bas-Côtés

**TANT QU'ON NOUS REQUIRA  
À L'ÉTAT DE ROBOTS,  
LES ROBOTS NOUS  
REQUIRONT À PEU À PEU**

**TANT QU'ON NOUS REQUIRA  
À L'ÉTAT DE ROBOTS,  
LES ROBOTS NOUS  
REQUIRONT À PEU À PEU**



légers et bon marché, bientôt vous aurez le vôtre relié à un central (c'est bien le hic, ces engins ont toujours un fil plus ou moins visible à la patte) qui vous permettra de tout connaître. En surveillant son rata, la plus humble des ménagères n'aura qu'à appuyer sur les boutons de l'engin miracle pour tout savoir sur les quasars ou le prix du gigot en Nouvelle-Zélande. Et en appuyant sur un autre, elle fera connaître sur l'heure au Président qu'elle désapprouve sa politique au Tchad. Nous serons comme des dieux omniscients, n'était-ce le fil invisible qui nous connecte au grand Réseau. C'est ce qu'on appelle la décentralisation qui permet au centre d'être partout. L'humanisation de la machine, sa dispersion dans les foyers, la technique, l'ordinateur est neutre. Tout dépend de l'emploi que nous en ferons : qu'il y en ait un ou cent mille d'un tout autre type dans le pays, c'est la même chose. Pardon, je voulais dire c'est bien mieux. L'informatique serait-elle la seule à ne pas faire payer ses services en servitudes ? Elle accumule les connaissances, mais tout en les multipliant, ne filtre-t-elle pas de préférence les données quantifiables ou, pire, ne tend-elle pas à réduire la qualité à la quantité ? Elle totalise, elle concentre, donc n'est-elle pas par nature au service de tous les pouvoirs, qui pourront ainsi s'étendre à des domaines naturels ou humains qui jusqu'ici leur échappaient ? Le contrôle suppose la communication, or la langue et les concepts de l'informatique n'ont rien à voir avec la langue et la raison populaires. La société informatisée verra apparaître une nouvelle écriture et un nouveau langage, selon notre Président. Qui parlera cette langue non pas de bois mais de fer sinon quelques initiés ?

### LIBERTÉ ET TOTALISATION

En bouleversant l'exercice de la pensée et de son langage, l'informatique va changer la vie. Mais on peut craindre que ce soit toujours dans le même sens. Edmond Maire<sup>3</sup> n'a pas tort de déclarer : pour que l'informatique permette un réel progrès, il faut que les salariés soient informés, consultés, qu'ils participent aux négociations sur la manière de faire entrer dans les ateliers les nouvelles technologies. Mais est-ce possible ? Faudra-t-il organiser dans les usines des stages d'information sur l'informatisation ? Les ouvriers pourront-ils les suivre ? [...] Pourront-ils (et lesquels) discuter d'égal à égal avec les ingénieurs et les informaticiens ? Cette discussion plus ou moins limitée à l'encadrement syndical, comme tant d'autres, pourrait bien n'être qu'un alibi de démocratie au travail.

Selon un sondage du ministère de l'Industrie, à la question « qui doit contrôler, qui doit orienter cette informatisation ? », une majorité de citoyens ont répondu : les techniciens et non les hommes politiques<sup>4</sup>. Un tel sondage témoigne de la méfiance du public pour les politiciens. Mais le plus remarquable est que les sondés n'aient pas eu l'idée de répondre « nous-mêmes ». Décidément la technocratie a encore de beaux jours devant elle.

Ce n'est pas tout. Même en supposant qu'elle soit utile, l'accumulation des informations n'engendre-t-elle pas l'ignorance en effaçant celles qui les ont précédées ? Un mauvais usage de l'informatique et de la télématique peut accentuer le désarroi de l'homme contemporain en plaçant sous son regard trop de signes, en faisant miroiter trop de connaissances fugitives.<sup>5</sup> Qu'est-ce qui permettra de distinguer l'essentiel de l'accessoire dans une société qui n'a plus guère de critères rationnels, moraux ou spirituels communs ? Pour parler le patois de l'informatique, le « bruit » ne risque-t-il pas de nous bou-

cher les oreilles ? [...] Où atteindre l'homme qui nous donnera la bonne information ? Dans la caserne électronique il n'y aura plus qu'à obéir au signal sans comprendre.

Grâce à la micro-informatique nous saurons tout ; une mémoire sans faille sera à notre disposition. Plus besoin de se souvenir, de connaître, il suffira d'appuyer sur la touche. Plus besoin d'apprendre, plus d'effort à faire, une culture bien plus générale que la nôtre sera inscrite dans les circuits de la grande machine. N'est-ce pas là le péril suprême pour notre liberté ? Comme la télé, si rien n'intervient, la diffusion de l'informatique risque de fabriquer un être sans mémoire, passif, dont le cerveau après les muscles sera menacé d'atrophie. Car si l'effort épuise, par ailleurs il crée. Et aujourd'hui il n'en est pas de plus grand que de dominer la technique. Ce n'est pas l'ordinateur qui dispensera l'homme de maîtriser l'ordinateur.

Au moins cette société prise dans les mailles de plus en plus serrées des communications sera-t-elle plus fraternelle ? Là aussi les effets négatifs pourraient l'emporter sur les positifs. Bien que dépendant, l'individu n'y sera-t-il pas isolé parce que passif, comme c'est le cas avec la télé qui a privé de parole la table familiale ? Poussé à l'extrême, l'usage de la télématique pourrait être la suprême aliénation. L'homme y deviendrait un consommateur d'images et de signes placé devant un écran universel, capable de solliciter tous les savoirs, toutes les mémoires et tous les services. Il n'y aurait plus besoin de se déplacer : l'enseignement, les achats, les consultations médicales et même l'activité professionnelle se feraient à domicile. La communication deviendrait abstraite et la révolution entreprise par la télé serait portée à son terme, le monde entier serait proche, mais l'homme n'aurait plus de prochain.<sup>6</sup> Mais au fait, cela commence.

## « L'informatique risque de fabriquer un être sans mémoire, passif. »

Il ne manquerait rien à ce système totalisé pour devenir totalitaire. Le totalisateur laisse entrevoir la prise en compte de presque tout, la réduction des qualités à la quantité que le calcul d'innombrables facteurs rendait autrefois impossible. C'est la marche vers un totalitarisme de fait sans « isme » ni dictateur. Il est vrai qu'avec la complexité des réseaux la fragilité augmente. Le moindre trou peut plonger l'extrême organisation dans l'extrême désordre, espoir assez peu réjouissant. L'ordinateur permet de fabriquer des bombes atomiques mais il est moins certain qu'il puisse les empêcher d'éclater. Que souhaiter, la prise en bloc ou la catastrophe ?

Humanisation de la machine ou robotisation de l'homme ? Après le bras, le voici doté d'un cerveau mécanique. Comment va-t-il tolérer ce qui lui reste de l'autre ? Il faudra l'en opérer. Sinon, plus que jamais, la folie gouvernera la Terre. L'informatique est appelée à apporter de profondes transformations dans notre organisation économique et sociale : ce ne doit pas être une révolution qui se subisse, mais qui se prépare. Comment le faire si la machine sans arrêt prend les devants, et si l'on nous invite seulement à nous adapter au fait accompli ? Décidément ce n'est pas seulement pour le nucléaire qu'un moratoire est nécessaire si nos priorités fondamentales de liberté et d'humanisme doivent être ici réaffirmées et respectées. » Bernard Charbonneau

### A LIRE



**Finis Terrae**  
Bernard  
Charbonneau,  
À plus d'un titre,  
2010, 390 p.

DE L'EXTRACTION DES MINÉRAIS JUSQU'AU RECYCLAGE DES MACHINES MISES AU REBUT, EN PASSANT PAR LES GRANDES CONSOMMATIONS ÉLECTRIQUES, L'INFORMATIQUE EST UNE INDUSTRIE GÉNÉRATRICE D'IMPORTANTES NUISANCES.

# DES NUISANCES BIEN RÉELLES

1. Source : fair-computer.ch.

2. Idem.

3. Idem.

4. Dossier sur les ordinateurs et les pollutions sur le site du magazine Ekwo, ekwo.org.

5. Chiffres cités dans le tract « Catastrophe nucléaire. On vous l'avait bien dit », Pièces et main d'œuvre (PMO), Grenoble, 16 mars 2011.

**LE MONDE MERVEILLEUX**, fait de possibilités illimitées, gratuites et dématérialisées, vantées par les chantres du tout numérique, ne résiste pas un seul instant à une étude minutieuse des énormes moyens nécessaires à son fonctionnement. Le cycle de vie d'un ordinateur classique ou d'un autre gadget électronique (téléphone portable, tablette, etc.) est fait de dévastations et de pollutions bien réelles. Il est aussi inquiétant de voir l'énorme quantité d'électricité dépensée pour faire fonctionner Internet et les multiples bases de données utilisées sur la planète. Comme il est alarmant de se pencher sur les conditions de travail désastreuses dans ce secteur, qui sont souvent indissociables des dégâts environnementaux.

## LA CONSOMMATION CATASTROPHIQUE DE MATIÈRES PREMIÈRES

Tout commence par l'extraction de minerai dans des pays comme le Congo (coltan), le Chili (cuivre) ou ceux du Sud-Est asiatique (étain). En effet, « les matières premières nécessaires à la fabrication d'un ordinateur sont pour moitié des métaux comme le cuivre, l'aluminium, le plomb, l'or, le zinc, le nickel, l'étain, l'argent, le fer, le platine, le palladium, le mercure et le cobalt. S'y ajoutent des éléments chimiques, comme l'antimoine, l'arsenic, le baryum, le béryllium, le cadmium, le chrome, le sélénium et le gallium. Il en faut environ 22 kilos par ordinateur, soit comme composants directs, soit pour produire d'autres pièces. Ainsi, un ordinateur est non seulement constitué de nombreux matériaux différents, mais il est aussi très vorace en ressources. Sa fabrication nécessite 1 500 litres d'eau et 240 kilos de combustibles fossiles »<sup>1</sup>. Les conditions d'exploitation des mines sont bel et bien capitalistes, les travailleurs, les travailleuses et les popu-

lations environnantes ne bénéficient donc pleinement que des pollutions et des maladies qu'elles génèrent. Dans ce processus capitaliste classique, les populations locales travaillent pour augmenter les bénéfices des grosses firmes de l'électronique car la production de forte valeur ajoutée se fait comme d'habitude au niveau de la transformation des matériaux de base en produit high-tech ici. Les populations, dont « 1,5 million d'enfants qui descendent dans les mines »<sup>2</sup>, se rendent malades pour que soient produits des gadgets électroniques qu'ils et elles auront bien du mal à se payer. Au Congo, dans la région de Bisie, par exemple, les guerres, souvent civiles, font rage et « les métaux lourds, qui s'accumulent dans les nappes phréatiques et les fleuves, peuvent provoquer des cancers, des difficultés respiratoires ou d'autres maladies graves. Les paysans et paysannes perdent également leurs sources de revenus, en raison des sols contaminés »<sup>3</sup>. Mais il n'y a pas que dans les pays les plus exploités que les travailleurs et les travailleuses subissent de plein fouet les pollutions engendrées par la production d'ordinateurs. Aux États-Unis, en Californie, dans la Silicon Valley, le berceau de l'industrie des semi-conducteurs, la manipulation de produits hautement toxiques fait des ravages sanitaires (fausses couches, malformations, etc.) et environnementaux (pollution des eaux)<sup>4</sup>.

## D'ÉNORMES CONSOMMATIONS ÉLECTRIQUES

L'importance croissante de l'informatique dans la consommation électrique mondiale est un fait reconnu et documenté. Du fait notamment du nombre croissant d'ordinateurs mis en réseau pour stocker des données qui seront principalement diffusées sur Internet. On parle alors de « fermes informatiques », ou *data centers*. La consommation croissante électrique découle également du taux d'équipement en gadgets électroniques qui ne cesse de progresser, avec des appareils de plus en plus énergivores qui ne peuvent s'arrêter complètement. Citons quelques données chiffrées. Est souvent évoqué le fait que chaque recherche sur Google brûle autant qu'une ampoule basse consommation pendant une heure. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) gaspillent 13,5 % de la consommation électrique française (soit 58,5 térawatt-heures); les téléviseurs à écran plat et leurs périphériques (décodeurs, équipement TNT) constituant le coût le plus important. Et surtout, selon un chercheur de l'université de Dresde, Internet consommera dans vingt-cinq ans autant d'électricité que l'humanité en 2008 (source : [www.dotgreen.fr](http://www.dotgreen.fr))<sup>5</sup>.

On peut ajouter d'autres chiffres surprenants sur les *data centers*. L'énergie à fournir pour les *data centers* double tous les cinq ans. Les cent mille *data centers* américains consomment le double de l'énergie consommée par São Paulo et sa banlieue; le plus gros *data center* de Google (Oregon)

## ATTAQUES CIBLÉES CONTRE LA VIRTUALISATION DE NOS VIES

Dans beaucoup de zones rurales, les pouvoirs publics et les industriels du numérique veulent réduire la fracture numérique. Des opposant-e-s à cette évolution ont agi, un bulletin local le relate : « Alors que tout ce beau monde nous aménage des Cévennes branchées, le Midi libre du 4 mars 2011 rapporte que "l'ADSL a été vandalisé à Saint-Paul-la-Coste [...]". Les deux panneaux photovoltaïques ont été volés ainsi que le GPS. Mais, dans

l'armoire des réseaux, les fils ont été arrachés et 'cisailés à la hache', provoquant l'interruption de l'ADSL sur la commune [...]. Le 5 novembre, le poteau avait déjà été arraché [...] ». À Mende, le 29 novembre 2010, la coupure malveillante d'une fibre optique avait privé d'Internet 10 500 abonné-e-s lozérien-ne-s chez Orange. L'ombre de la fracture numérique rôde toujours... ».

**Bulletin de contre-info en Cévennes, avril 2011, n° 11, p. 43.**

DE L'EXTRACTION DES MINERAIS JUSQU'AU RECYCLAGE DES MACHINES MISES AU REBUT, EN PASSANT PAR LES GRANDES CONSOMMATIONS ÉLECTRIQUES, L'INFORMATIQUE EST UNE INDUSTRIE GÉNÉRATRICE D'IMPORTANTES NUISANCES.

# DES NUISANCES BIEN RÉELLES

1. Source : fair-computer.ch.

2. Idem.

3. Idem.

4. Dossier sur les ordinateurs et les pollutions sur le site du magazine Ekwo, ekwo.org.

5. Chiffres cités dans le tract « Catastrophe nucléaire. On vous l'avait bien dit », Pièces et main d'œuvre (PMO), Grenoble, 16 mars 2011.

**LE MONDE MERVEILLEUX**, fait de possibilités illimitées, gratuites et dématérialisées, vantées par les chantres du tout numérique, ne résiste pas un seul instant à une étude minutieuse des énormes moyens nécessaires à son fonctionnement. Le cycle de vie d'un ordinateur classique ou d'un autre gadget électronique (téléphone portable, tablette, etc.) est fait de dévastations et de pollutions bien réelles. Il est aussi inquiétant de voir l'énorme quantité d'électricité dépensée pour faire fonctionner Internet et les multiples bases de données utilisées sur la planète. Comme il est alarmant de se pencher sur les conditions de travail désastreuses dans ce secteur, qui sont souvent indissociables des dégâts environnementaux.

## LA CONSOMMATION CATASTROPHIQUE DE MATIÈRES PREMIÈRES

Tout commence par l'extraction de minerai dans des pays comme le Congo (coltan), le Chili (cuivre) ou ceux du Sud-Est asiatique (étain). En effet, « les matières premières nécessaires à la fabrication d'un ordinateur sont pour moitié des métaux comme le cuivre, l'aluminium, le plomb, l'or, le zinc, le nickel, l'étain, l'argent, le fer, le platine, le palladium, le mercure et le cobalt. S'y ajoutent des éléments chimiques, comme l'antimoine, l'arsenic, le baryum, le béryllium, le cadmium, le chrome, le sélénium et le gallium. Il en faut environ 22 kilos par ordinateur, soit comme composants directs, soit pour produire d'autres pièces. Ainsi, un ordinateur est non seulement constitué de nombreux matériaux différents, mais il est aussi très vorace en ressources. Sa fabrication nécessite 1 500 litres d'eau et 240 kilos de combustibles fossiles ». Les conditions d'exploitation des mines sont bel et bien capitalistes, les travailleurs, les travailleuses et les popu-

lations environnantes ne bénéficient donc pleinement que des pollutions et des maladies qu'elles génèrent. Dans ce processus capitaliste classique, les populations locales travaillent pour augmenter les bénéfices des grosses firmes de l'électronique car la production de forte valeur ajoutée se fait comme d'habitude au niveau de la transformation des matériaux de base en produit high-tech ici. Les populations, dont « 1,5 million d'enfants qui descendent dans les mines »<sup>2</sup>, se rendent malades pour que soient produits des gadgets électroniques qu'ils et elles auront bien du mal à se payer. Au Congo, dans la région de Bisie, par exemple, les guerres, souvent civiles, font rage et « les métaux lourds, qui s'accumulent dans les nappes phréatiques et les fleuves, peuvent provoquer des cancers, des difficultés respiratoires ou d'autres maladies graves. Les paysans et paysannes perdent également leurs sources de revenus, en raison des sols contaminés »<sup>3</sup>. Mais il n'y a pas que dans les pays les plus exploités que les travailleurs et les travailleuses subissent de plein fouet les pollutions engendrées par la production d'ordinateurs. Aux États-Unis, en Californie, dans la Silicon Valley, le berceau de l'industrie des semi-conducteurs, la manipulation de produits hautement toxiques fait des ravages sanitaires (fausses couches, malformations, etc.) et environnementaux (pollution des eaux)<sup>4</sup>.

## D'ÉNORMES CONSOMMATIONS ÉLECTRIQUES

L'importance croissante de l'informatique dans la consommation électrique mondiale est un fait reconnu et documenté. Du fait notamment du nombre croissant d'ordinateurs mis en réseau pour stocker des données qui seront principalement diffusées sur Internet. On parle alors de « fermes informatiques », ou *data centers*. La consommation croissante électrique découle également du taux d'équipement en gadgets électroniques qui ne cesse de progresser, avec des appareils de plus en plus énergivores qui ne peuvent s'arrêter complètement. Citons quelques données chiffrées. Est souvent évoqué le fait que chaque recherche sur Google brûle autant qu'une ampoule basse consommation pendant une heure. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) gaspillent 13,5 % de la consommation électrique française (soit 58,5 térawatt-heures); les téléviseurs à écran plat et leurs périphériques (décodeurs, équipement TNT) constituant le coût le plus important. Et surtout, selon un chercheur de l'université de Dresde, Internet consommera dans vingt-cinq ans autant d'électricité que l'humanité en 2008 (source : [www.dotgreen.fr](http://www.dotgreen.fr))<sup>5</sup>.

On peut ajouter d'autres chiffres surprenants sur les *data centers*. L'énergie à fournir pour les *data centers* double tous les cinq ans. Les cent mille *data centers* américains consomment le double de l'énergie consommée par São Paulo et sa banlieue; le plus gros *data center* de Google (Oregon)

## ATTAQUES CIBLÉES CONTRE LA VIRTUALISATION DE NOS VIES

Dans beaucoup de zones rurales, les pouvoirs publics et les industriels du numérique veulent réduire la fracture numérique. Des opposant-e-s à cette évolution ont agi, un bulletin local le relate : « Alors que tout ce beau monde nous aménage des Cévennes branchées, le Midi libre du 4 mars 2011 rapporte que "l'ADSL a été vandalisé à Saint-Paul-la-Coste [...]". Les deux panneaux photovoltaïques ont été volés ainsi que le GPS. Mais, dans

l'armoire des réseaux, les fils ont été arrachés et 'cisailés à la hache', provoquant l'interruption de l'ADSL sur la commune [...]. Le 5 novembre, le poteau avait déjà été arraché [...] ». À Mende, le 29 novembre 2010, la coupure malveillante d'une fibre optique avait privé d'Internet 10 500 abonné-e-s lozérien-ne-s chez Orange. L'ombre de la fracture numérique rôde toujours... ». Bulletin de contre-info en Cévennes, avril 2011, n° 11, p. 43.



consomme la même quantité d'énergie qu'une ville de deux cent mille habitants. L'énergie nécessaire pour alimenter l'ensemble des *data centers* et tous les ordinateurs est responsable pour 2 % des émissions de dioxyde de carbone<sup>6</sup>. Ces fermes de serveurs, comme tous les serveurs, sont une épineuse question pour les entreprises qui en ont besoin. Un des gros soucis est celui de la climatisation des locaux pour éviter une surchauffe. La consommation électrique et le manque d'espace posent donc problème. Pour pallier cela, des innovations technologiques sont envisagées et des *data centers* sont installés dans des régions froides (jusqu'à imaginer les caser sur un des deux pôles). Dans le même temps, pour compenser les émissions de carbone et pour être dans le développement durable (de la catastrophe?), une société comme « Goût-Gueule » a choisi d'installer des *data centers* proches des chutes du Niagara afin qu'ils soient alimentés par l'hydroélectricité. Tous ces efforts peuvent paraître ridicules quand on apprend que « maintenir en vie un avatar dans le jeu de réalité virtuelle Second Life pendant un an consommerait autant d'énergie qu'un Brésilien moyen, soit 1 752 kilowatt-heures »<sup>7</sup>.

### LES DÉSASTRES DU « RECYCLAGE »

Nous ne nous étendons pas sur la question des pourriels (les messages non désirés reçus quotidiennement dans une boîte à courriel), qui prennent de plus en plus de places pour les stocker et de temps pour les éliminer, donc d'énergie sans aucune forme de recyclage possible. L'industrie informatique génère entre 20 et 50 millions de tonnes de déchet par an selon une étude des Nations unies de 2005<sup>8</sup>. Par exemple : « Plus de cinq cents conteneurs de matériel informatique d'occasion sont débarqués chaque mois au Nigeria pour être réparés et réutilisés, mais près des trois quarts de chaque cargaison se révèlent inutilisables et sont détruits sans aucune précaution ou pitié, sont abandonnés dans de

vastes décharges »<sup>9</sup>. Des mesures ont été mises en place pour contraindre les industriels au recyclage réel, mais elles sont contournées par l'envoi de matériel informatique sous forme de dons à des pays émergents<sup>10</sup>. Au Pakistan, on « recycle » toujours. Cela rapporte quelques roupies et beaucoup de problèmes de santé. L'exemple de l'or est bien triste. Des hommes chauffent les cartes (d'ordinateur) au chalumeau sans ventilation, baignant dans les émanations cancérigènes chez eux, pour récupérer de précieuses paillettes d'or<sup>11</sup>. Bien sûr, ce qui ne sera pas récupéré continuera à s'entasser et à polluer l'eau.

Le tableau déjà bien noir des ravages de l'industrie informatique et du monde numérique en général doit être complété par les nuisances sanitaires et sociales dues à l'utilisation du Wifi, par exemple. En effet, on ne sait pas grand-chose des risques sanitaires à long terme d'une exposition quotidienne au Wifi. Encore moins du Wifimax, Wifi superpuissant pour que les campagnes les plus reculées ne subissent plus la fracture numérique. Mais, même sous forme filaire, la facture est lourde car « c'est quelque 424 000 kilomètres de câble qui ont été posés au fond des océans pour transférer nos données, soit onze fois le tour de la Terre »<sup>12</sup>. Au niveau social, on peut raisonnablement constater l'abrutissement général qu'apporte le fait de pouvoir se connecter sur Internet tout le temps et partout avec une tablette ou un *smartphone*. On ne rate aucun résultat sportif, aucune mort d'un « ennemi » de l'Occident ou aucune frasque d'un politicien imbu de son pouvoir. Pour que ceci soit possible, il doit bien y avoir une augmentation de la puissance des antennes relais pour garantir des connexions de qualité ? Il est donc nécessaire de refuser qu'une part de plus en plus importante de nos activités se fasse via « InterPASnet ». Comme il est bon de rappeler que le « merveilleux » monde virtuel repose sur des nuisances réelles et catastrophiques. **Rimso !**

6. roget.biz, 2008.

7. *Le Monde*, 12 janvier 2009.

8. *maplanetebleue.net*, 12 septembre 2010.

9. *Idem*.

10. *Idem*.

11. Dossier sur les ordinateurs et les pollutions d'Ekwo.

12. *La Décroissance*, n° 58, avril 2009.



POUR QUE L'ÉCOLE SOIT DÉFINITIVEMENT RÉGIE PAR DES LOGIQUES PATRONALES ET LIBÉRALES, LA NUMÉRISATION DE L'ENSEIGNEMENT EST PRIMORDIALE. ELLE N'EST MALHEUREUSEMENT PAS DISCUTÉE ET CRITIQUÉE DANS LES SALLES DES PROFS.

# VERS L'ÉCOLE NUMÉRIQUE

1. Voir les ouvrages de Nico Hirtt, notamment *Les Nouveaux Maîtres de l'école. L'enseignement européen sous la coupe des marchés*, Aden, 2005.

2. Voir la circulaire n° 2009-115 du 1<sup>er</sup> septembre 2009, ministère de l'Éducation nationale.

3. *Rapport de mission parlementaire Réussir l'école numérique*, sous la direction de Jean-Michel Fourgous, p. 168.

4. Les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement, dans le langage technocratique qui s'impose comme partout.

5. Défini par Jean-Claude Michéa dans *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Climats, 1999.

**A LIRE**

**Notes & morceaux choisis**  
« École, la servitude au programme »  
n° 10, 2010, 128 p.

DEPUIS UNE vingtaine d'années que l'école française subit la déferlante des réformes inspirées par les lobbies patronaux européens, ceux qui ont voulu les contester ont parlé de marchandisation, de privatisation, d'adaptation aux besoins de l'entreprise et d'importation des méthodes managériales dans l'institution scolaire. On s'est beaucoup moins préoccupé de la place grandissante qu'y prenaient l'informatique et les nouvelles technologies. Il est vrai que, depuis l'arrivée des ordinateurs dans les établissements à partir de la fin des années 1970, le mouvement a été assez progressif jusqu'à l'accélération de ces dernières années.

Aujourd'hui, à l'école, les écrans sont partout. Dans les sections administratives bien sûr, mais aussi dans les salles des profs puisque ceux et celles-ci rentrent depuis plusieurs années les notes et appréciations sur le logiciel à partir duquel sont édités les bulletins. Dans le secondaire, l'homogénéisation de ces logiciels est en cours afin que toutes les informations soient stockées sur un serveur académique ou national. Beaucoup d'établissements utilisent aussi un cahier de textes numérique rendu obligatoire par décret pour la rentrée 2011. Les devoirs et le résumé des cours sont ainsi mis à disposition via le site de l'établissement, sur lequel certain-e-s enseignant-e-s placent déjà des exercices que les élèves récupèrent et renvoient électroniquement. Le brevet informatique et Internet (B2i) oblige beaucoup d'enseignant-e-s à mettre les élèves devant des ordinateurs pour pouvoir cocher les cases correspondant aux pseudo-compétences ainsi développées. Mais cela n'est rien à côté des moyens mis en œuvre pour

que l'informatique pénètre dans chaque classe : les établissements investissent dans des « classes nomades » (en fait une dizaine d'ordinateurs portables reliés par Wifi) et dans des tableaux blancs interactifs (c'est-à-dire de grands écrans tactiles reliés à un ordinateur qui permettent de modifier le contenu des données qu'ils affichent). Tant d'efforts pour s'assurer que les élèves sont aussi connectés durant la trentaine d'heures qui pourraient encore échapper à la machine.

Que peut-on attendre de cette mise à jour technologique de l'école ? D'abord une augmentation des risques sanitaires encore mal connus de l'exposition aux écrans et aux ondes Wifi ainsi que celle des modifications du rapport au temps et à l'espace que nous expérimentons déjà dans nos sociétés branchées. Ensuite l'aggravation de phénomènes déjà constatables dans beaucoup de classes : sérieux problèmes d'expression orale et écrite, incapacité à suivre et mener un raisonnement logique, perte d'autonomie avec celle des savoir-faire que l'on ne peut plus accomplir sans la machine (écrire, se souvenir, etc.).

La redéfinition nécessaire du rôle de l'enseignant-e et de ce qu'est le savoir est en cours. Les occasions pour les professeur-e-s de se trouver en position de simple médiateur entre l'élève et sa machine se multiplient. Un plan pour assurer la « continuité pédagogique », au cas où un certain niveau d'extension de la pandémie grippale (H1N1) aurait été atteint fin 2009, prévoyait d'ailleurs des solutions pour assurer un pseudo-enseignement à domicile via la télévision et Internet, le tout pouvant fonctionner avec un minimum d'enseignant-e-s appelé-e-s (à l'oral seulement) les « indispensables ». On se familiarise avec l'idée que le savoir se réduit à la capacité de pouvoir techniquement se procurer une information, sur le modèle de l'utilisation d'Internet. Enfin, les « référentiels de compétences » qui guident désormais l'évaluation en primaire (et le feront dans le secondaire à la rentrée 2011), ainsi que les discours de l'inspection ou des formateurs, associent constamment la maîtrise des « technologies de l'information et de la communication » au développement de l'autonomie, la redéfinissant ainsi de manière orwellienne comme la capacité à s'adapter à une norme...

Les TICE\* sont donc actuellement un puissant moyen de transformation de l'école. Elles procèdent à sa mise à jour en contribuant à réorienter son projet vers un « enseignement de l'ignorance », c'est-à-dire une préparation au travail sur écran et au divertissement techniquement assisté. La grande familiarité avec le numérique que le quotidien impose aux enseignant-e-s comme aux autres les empêche de prendre la réelle mesure des problèmes posés par les TICE, parce qu'ils demandent une prise de distance que l'état de l'institution ne favorise guère. Le dégraissage de l'Éducation nationale menace en effet maintenant suffisamment les titulaires pour que les suppressions de postes soient l'unique objet des rares discussions politiques entre enseignant-e-s. L'invasion numérique constitue pourtant un élément indispensable pour comprendre pourquoi le ministère ne se plie pas à une logique folle, comme aiment à le clamer les syndicats, et à le soupçonner les enseignant-e-s ; si le but est d'adapter l'école à la réalité façonnée par la société numérique, nous allons dans le bon sens. Florent Gouget

ÇA ENVOIE DES TEXTOS ?

Non... C'est un livre.

IL Y A UN CODE D'ACCÈS ?

ÇA SE RECHARGE ?

Non... C'est un livre.



POUR QUE L'ÉCOLE SOIT DÉFINITIVEMENT RÉGIE PAR DES LOGIQUES PATRONALES ET LIBÉRALES, LA NUMÉRISATION DE L'ENSEIGNEMENT EST PRIMORDIALE. ELLE N'EST MALHEUREUSEMENT PAS DISCUTÉE ET CRITIQUÉE DANS LES SALLES DES PROFS.

# VERS L'ÉCOLE NUMÉRIQUE

1. Voir les ouvrages de Nico Hirtt, notamment *Les Nouveaux Maîtres de l'école. L'enseignement européen sous la coupe des marchés*, Aden, 2005.

2. Voir la circulaire n° 2009-115 du 1<sup>er</sup> septembre 2009, ministère de l'Éducation nationale.

3. *Rapport de mission parlementaire Réussir l'école numérique*, sous la direction de Jean-Michel Fourgous, p. 168.

4. Les technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement, dans le langage technocratique qui s'impose comme partout.

5. Défini par Jean-Claude Michéa dans *L'Enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Climats, 1999.

**A LIRE**

**Notes & morceaux choisis**  
« École, la servitude au programme »  
n° 10, 2010, 128 p.

DEPUIS UNE vingtaine d'années que l'école française subit la déferlante des réformes inspirées par les lobbies patronaux européens, ceux qui ont voulu les contester ont parlé de marchandisation, de privatisation, d'adaptation aux besoins de l'entreprise et d'importation des méthodes managériales dans l'institution scolaire. On s'est beaucoup moins préoccupé de la place grandissante qu'y prenaient l'informatique et les nouvelles technologies. Il est vrai que, depuis l'arrivée des ordinateurs dans les établissements à partir de la fin des années 1970, le mouvement a été assez progressif jusqu'à l'accélération de ces dernières années.

Aujourd'hui, à l'école, les écrans sont partout. Dans les sections administratives bien sûr, mais aussi dans les salles des profs puisque ceux et celles-ci rentrent depuis plusieurs années les notes et appréciations sur le logiciel à partir duquel sont édités les bulletins. Dans le secondaire, l'homogénéisation de ces logiciels est en cours afin que toutes les informations soient stockées sur un serveur académique ou national. Beaucoup d'établissements utilisent aussi un cahier de textes numérique rendu obligatoire par décret pour la rentrée 2011. Les devoirs et le résumé des cours sont ainsi mis à disposition via le site de l'établissement, sur lequel certain-e-s enseignant-e-s placent déjà des exercices que les élèves récupèrent et renvoient électroniquement. Le brevet informatique et Internet (B2i) oblige beaucoup d'enseignant-e-s à mettre les élèves devant des ordinateurs pour pouvoir cocher les cases correspondant aux pseudo-compétences ainsi développées. Mais cela n'est rien à côté des moyens mis en œuvre pour

que l'informatique pénètre dans chaque classe : les établissements investissent dans des « classes nomades » (en fait une dizaine d'ordinateurs portables reliés par Wifi) et dans des tableaux blancs interactifs (c'est-à-dire de grands écrans tactiles reliés à un ordinateur qui permettent de modifier le contenu des données qu'ils affichent). Tant d'efforts pour s'assurer que les élèves sont aussi connectés durant la trentaine d'heures qui pourraient encore échapper à la machine.

Que peut-on attendre de cette mise à jour technologique de l'école ? D'abord une augmentation des risques sanitaires encore mal connus de l'exposition aux écrans et aux ondes Wifi ainsi que celle des modifications du rapport au temps et à l'espace que nous expérimentons déjà dans nos sociétés branchées. Ensuite l'aggravation de phénomènes déjà constatables dans beaucoup de classes : sérieux problèmes d'expression orale et écrite, incapacité à suivre et mener un raisonnement logique, perte d'autonomie avec celle des savoir-faire que l'on ne peut plus accomplir sans la machine (écrire, se souvenir, etc.).

La redéfinition nécessaire du rôle de l'enseignant-e et de ce qu'est le savoir est en cours. Les occasions pour les professeur-e-s de se trouver en position de simple médiateur entre l'élève et sa machine se multiplient. Un plan pour assurer la « continuité pédagogique », au cas où un certain niveau d'extension de la pandémie grippale (H1N1) aurait été atteint fin 2009, prévoyait d'ailleurs des solutions pour assurer un pseudo-enseignement à domicile via la télévision et Internet, le tout pouvant fonctionner avec un minimum d'enseignant-e-s appelé-e-s (à l'oral seulement) les « indispensables ». On se familiarise avec l'idée que le savoir se réduit à la capacité de pouvoir techniquement se procurer une information, sur le modèle de l'utilisation d'Internet. Enfin, les « référentiels de compétences » qui guident désormais l'évaluation en primaire (et le feront dans le secondaire à la rentrée 2011), ainsi que les discours de l'inspection ou des formateurs, associent constamment la maîtrise des « technologies de l'information et de la communication » au développement de l'autonomie, la redéfinissant ainsi de manière orwellienne comme la capacité à s'adapter à une norme...

Les TICE<sup>4</sup> sont donc actuellement un puissant moyen de transformation de l'école. Elles procèdent à sa mise à jour en contribuant à réorienter son projet vers un « enseignement de l'ignorance », c'est-à-dire une préparation au travail sur écran et au divertissement techniquement assisté. La grande familiarité avec le numérique que le quotidien impose aux enseignant-e-s comme aux autres les empêche de prendre la réelle mesure des problèmes posés par les TICE, parce qu'ils demandent une prise de distance que l'état de l'institution ne favorise guère. Le dégraissage de l'Éducation nationale menace en effet maintenant suffisamment les titulaires pour que les suppressions de postes soient l'unique objet des rares discussions politiques entre enseignant-e-s. L'invasion numérique constitue pourtant un élément indispensable pour comprendre pourquoi le ministère ne se plie pas à une logique folle, comme aiment à le clamer les syndicats, et à le soupçonner les enseignant-e-s ; si le but est d'adapter l'école à la réalité façonnée par la société numérique, nous allons dans le bon sens. Florent Guouet

ÇA ENVOIE DES TEXTOS ?

Non... C'est un livre.

IL Y A UN CODE D'ACCÈS ?  
ÇA SE RECHARGE ?

Non... C'est un livre.





AVEC L'INTRUSION DE LA TECHNOLOGIE DANS LA PÉDAGOGIE, LES FÉTICHISTES DE LA MACHINE COMMENCENT À REDESCENDRE DU SEPTIÈME CIEL. RAREMENT LES PROFS N'ONT ÉTÉ PLUS DÉPOSSÉDÉ-E-S DE LEUR LIBERTÉ PROFESSIONNELLE, JAMAIS L'INSTITUTION N'A AUSSI MASSIVEMENT REPÉRÉ, FORMATÉ ET CLASSÉ LES ÉLÈVES, DE LA MATERNELLE À L'UNIVERSITÉ.

# TOUT UN PROGRAMME!

## MANAGEMENT ET FORMATAGE À L'ÉCOLE

DANS L'ÉDUCATION NATIONALE, on achève actuellement la mise en œuvre de la version numérique du livret personnel de compétences (LPC). Derrière cette terminologie branchée se cache une arme de guerre.

L'objectif pour la hiérarchie de l'Éducation nationale est double: maîtriser en temps réel les savoirs enseignés en termes de contenus et de méthode pour mettre fin à la liberté pédagogique des enseignant-e-s et gérer au plus près les élèves afin de fournir une main-d'œuvre docile et taillée sur mesure au patronat européen. Cette caricature d'éducation bourgeoise est en passe de se concrétiser par l'imposition conjuguée de «l'approche par compétences» et du management assisté par ordinateur.

On trouvera le terme «d'approche par compétences» dans le vocabulaire de la pédagogie nouvelle du mouvement Freinet et des sciences de l'éducation où les compétences désignent des savoirs construits par et pour l'action dans une visée libératrice. Mais dans le verbiage des gestionnaires en «ressources humaines», si ce terme a aujourd'hui envahi l'ensemble des sphères de la formation et de la production, c'est dans une intention de «rationalisation» du «capital humain» comme source de compétitivité<sup>1</sup>. C'est évidemment cette version qui est retenue pour le «socle commun des compétences» élaboré au niveau européen par l'OCDE et l'ERT<sup>2</sup> dès 1997 et qui sert de base à l'ensemble des programmes scolaires des systèmes éducatifs des pays européens.

Le LPC est un ensemble de compétences qui concernent à la fois des savoirs déclaratifs abstraits (connaissances), des savoirs mis en œuvre (savoir-faire ou compétences) et des comportements sociaux (savoir-être). On notera, pour cette dernière catégorie de «compétences», qu'il s'agit bien d'évaluer, donc d'enseigner, des formes acceptables de profils sociaux et qu'on entre ainsi, sans l'ombre d'un doute, dans le façonnement de la personnalité. Rien d'étonnant toutefois quand on connaît les ressorts du management moderne qui consiste à enrôler la globalité de l'individu-e dans le processus de production en s'appuyant, notamment, sur ses motivations intimes<sup>3</sup>. Une fois évaluées et validées de façon binaire pour les besoins du support numérique, les compétences sont stockées ad vitam dans les bases de données de l'institution. Le système permet donc d'englober totalement le profil d'une personne et de consigner l'ensemble de son parcours d'apprentissage et de transformation. Si l'éducation a pour but d'armer et de favoriser l'expression de la personnalité, elle n'a pas pour

objectif de la façonner. Si l'éducation est un processus constant de transformation, elle ne peut être conçue sans un droit à l'oubli de la part de l'institution, corollaire du droit au changement de l'individu-e.

La hiérarchie de l'Éducation nationale exige la remontée informatique des résultats aux évaluations nationales et la transmission des étapes de validation du LPC, interdisant désormais tout aménagement pédagogique réel. Il s'agit d'enseigner, dans un ordre déterminé, à un rythme prédéfini, des «compétences» précisément établies au moyen d'exercices stéréotypés.

Les profs, autrefois artisans de leur métier, adaptant leurs outils pédagogiques à leurs élèves, leurs contextes de classes<sup>4</sup>, leurs personnalités, deviennent ainsi les exécutants éteints de fades procédures de conditionnement scolaire. Les programmes Darcos (2008) furent les plus massivement critiqués, ils sont aujourd'hui les plus unanimement appliqués. La résistance passive et éclairée des profs vis-à-vis du pouvoir politique n'est plus qu'un souvenir, la puissance du contrôle numérique consacre le pouvoir absolu de l'État sur ses agents.

L'orientation précoce des élèves, véritable tri social, et la traçabilité des parcours trouvent leurs prolongements dans l'interconnexion des fichiers qui suivent les individu-e-s à chaque étape de leur vie. Le LPC est relayé, en fin de lycée, par le «passport orientation et formation» qui suivra l'étudiant, puis le salarié<sup>5</sup>. Au moyen de ce véritable «livret ouvrier» du XXI<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>, l'individualisation des parcours de formation permettra, à terme, le remplacement des diplômes par le CV numérique constitué des compétences et des expériences recensées pour chacun-e. Aux diplômes sont attachées des qualifications, aux qualifications sont liées les conventions collectives qui constituent un corpus de droits sociaux qui vient compléter le droit du travail. Voilà qui simplifiera quelque peu le «dialogue social» quand il s'agira d'aller «se vendre» au patronat sur un «marché du travail» totalement libéralisé par la disparition des droits collectifs devenus opportunément obsolètes<sup>7</sup>.

La convergence des profs les moins aliéné-e-s, des syndicalistes authentiques, des désobéissant-e-s pédagogique, des parents d'élèves ou des militant-e-s lucides pourrait pourtant donner quelques difficultés au meilleur des mondes.

Guillaume (instituteur),  
CNT Éducation 38



### A LIRE

**N'autre école** n° 29  
et **L'Émancipation**  
numéro commun printemps-été 2011  
«Compétences et résistances»  
<http://www.cnt-f.org/nautrecole>



**C'est un livre**  
Lane Smith, Gallimard jeunesse, 2011, 30 p.  
(voir icône page de gauche)

1. Angélique del Rey. «L'école des compétences», L'Émancipation & N'autre école, n° 29.
2. Organisation de coopération et de développement économiques et European Round Table (table ronde des industriels européens), principal lobby patronal européen. Voir Nico Hirt, *Les Nouveaux Maîtres de l'école*, Aden, Bruxelles, 2005.
3. Paul Ariès, *Harcèlement moral ou nouveau management*, éditions Golias, 2002.
4. François Le Ménahèze. «Valoriser l'échange de savoirs pour construire les savoirs de tous», L'Émancipation & N'autre école, n° 29.
5. Philippe Dubacq, «Ce n'est qu'un début... le contrôle continu(e)», L'Émancipation & N'autre école n° 29.
6. Au XIX<sup>e</sup> siècle, chaque ouvrier devait porter un livret officiel sur lequel étaient consignés ses emplois successifs et les appréciations patronales correspondantes. Il n'avait pas le droit de se déplacer sans livret (délit de vagabondage).
7. Hélène Bertrand. «Les compétences contre les acquis collectifs», L'Émancipation & N'autre école n° 29.

L'ENGOUEMENT DES GROUPES POLITIQUES POUR LA TOILE NUMÉRIQUE QUI Y ONT VU UN VECTEUR D'ÉGALITÉ ET DE DÉMOCRATIE A ÉCLIPSÉ TOUT ESPRIT CRITIQUE PAR RAPPORT À CET OUTIL.

# DÉMOCRATIE ET RÉSEAUX VIRTUELS

## DE LA NÉCESSITÉ D'UN REGARD CRITIQUE

1. Gordon Brown, « Tisser une toile pour le bien de tous », mis en ligne en juillet 2009 sur le site TED.

2. Apparue dans les années 1940, la cybernétique laissait imaginer une gouvernance enfin rationnelle, à travers la possibilité de synthétiser la décision politique à partir du recueil et du traitement informatisé de données brutes.

3. N. Kosciusko-Morizet, Tu viens ?, Gallimard, 2009, p. 134-135.

4. Pierre Musso, dans « Utopie et idéologie des réseaux », *EcoRev* n° 25, exprime bien comment le réseau correspond moins à une description de la structure sociale qu'à son image fantasmée.

5. Faisons remarquer combien est présente désormais dans le moindre groupuscule l'idée que l'organisation en réseau est capable de désamorcer les enjeux de pouvoir, de faire disparaître aussi bien les hiérarchies que les effets de centre/périphérie. Le sociologue Lilian Mathieu, étudiant les « nouveaux militants », en montre les limites : « Il se pourrait bien [...] que la bureaucratie et la hiérarchie explicites soient dans la pratique gages de davantage de démocratie que l'informalité et l'horizontalité proclamées ». Lilian Mathieu, « Un "nouveau militantisme" ? À propos de quelques idées reçues », *Contretemps*, novembre 2008.

AU LENDEMAIN de la guerre de 1939-1945, le monde découvre, stupéfait, l'extermination des juifs d'Europe. La possibilité de l'exécution de ce plan semble avoir résidé dans son secret. On ne savait pas, et c'est ce qui a empêché l'action, disait-on alors. Mais si cette extermination était inconnue et même unimaginable, la déportation et son lot de malheurs n'étaient pas un mystère, l'opposition a pourtant été un geste rare.

Malgré cela, au moment de la généralisation de chaque nouvelle technique de la communication, plane l'idée qu'« on ne pourra plus dire qu'on ne savait pas », et que l'on pourra enfin s'indigner et agir. Avec une télévision dans chaque foyer, les images du Biafra, de l'Éthiopie, de la Somalie, puis du Soudan, ne manqueront pas d'émouvoir et de susciter l'action... Les espérances à propos d'Internet reprennent ce schéma, et Gordon Brown (par exemple) les exprime bien : le réseau permet la circulation d'images et de témoignages de réfugiés climatiques, il rend disponibles des informations nombreuses et précises sur l'effet de serre et pose les bases d'une prise de conscience globale qui aura nécessairement une expression politique<sup>1</sup>.

Il ne s'agit pas ici de nier ou de refuser les possibilités ouvertes par l'existence de telle ou telle technique de communication, mais de faire état d'une confiance excessive à leur sujet. Cette confiance largement répandue, de la droite à la gauche, nous semble à même de désamorcer toute réflexion politique sur nos structures démocratiques, la renvoyant à un avenir déterminé par la seule technique. S'il y a à l'origine de cet imaginaire des théories ambitieuses de la communication<sup>2</sup>, nous nous attacherons plutôt à la traduction de ces théories dans le discours politique actuel, et plus particulièrement

à la façon dont ce discours, quand il est repris par des personnalités proches du pouvoir comme l'emblématique Nathalie Kosciusko-Morizet, secrétaire d'État chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique, sert une vision du monde qui reste peu ou mal discutée.

### RÊVES D'HORIZONTALITÉ

« Internet est (...) un réseau d'échange collaboratif et communautaire, qui perturbe résolument le circuit linéaire, hiérarchique et univoque de la transmission de l'information, du savoir et de la communication publique. » La collaboration « est partout la règle », et « les contributeurs sont déliés des hiérarchies traditionnelles, de la "verticalité" »<sup>3</sup>.

Le réseau serait un tissu, ni trop lâche ni trop serré, où chaque nœud compte et contribue au succès de la structure<sup>4</sup>. L'organisation « en réseau », parce qu'elle est promesse d'égalité, séduit aussi nombre de militant-e-s de gauche<sup>5</sup>.

L'arrivée d'Internet a ainsi donné lieu (chez eux plus qu'ailleurs ?) à de grandes espérances, dont certaines ont pu être accomplies. Rappelons, parmi les *success stories* du Net militant, les critiques formulées envers le Traité constitutionnel européen qui essaient très vite dans les milieux « nonistes » et contribuent, parmi d'autres mieux établies, à nourrir des débats, de visu et sur la Toile, d'une qualité rare. Ou l'audience des « nouveaux militants »<sup>6</sup>. Les petites structures trouvent avec Internet le moyen de communiquer à bien moindres frais, en interne comme en externe. Elles mettent en place d'abord des listes de diffusion qui remplacent des publipostages coûteux, investissent ensuite les réseaux sociaux, et s'adapteront aussi vite aux nouvelles habitudes du public. Leur possibilité d'envoyer des messages à un large public... ne garantit pas cependant des pratiques de réception satisfaisantes. Mais puisqu'il est malgré tout possible de voir son propos repris en raison de son originalité ou de sa pertinence, et que le buzz est techniquement à la portée de tous, les inquiétudes sur la reproduction des inégalités de moyens viennent rarement assombrir le tableau.

Et la campagne sur Internet de Barack Obama animée par l'entreprise Blue State Digital, avec son caractère plus que jamais systématique, où l'animation de réseaux de visu (traditionnelle aux États-Unis) se double d'une mémoire dangereusement démultipliée, enthousiasme plus qu'elle n'inquiète.





## PRISE DE DÉCISION MAGIQUE

La seule réserve de nos apologistes tient dans la fracture numérique, soit l'inégal accès à Internet, qui n'est vécu que comme une question matérielle, pouvant être résolue par l'équipement de chaque foyer. Il est aujourd'hui avéré que l'équipement ne suffit pas, de même que, pour rendre accessible la culture, il n'a pas suffi de faire tomber les barrières économiques. Aujourd'hui, l'usage le plus assidu d'Internet est le fait des classes sociales les plus cultivées<sup>6</sup>, celles aussi qui participent le plus fortement à la vie politique.

Il est dans le même temps un manque flagrant dans les discours autour de la démocratie 2.0, ou *e-démocratie*, c'est celui qui décrirait le moment de la prise de décision dans ces (méga)groupes mouvants et virtuels. Il s'agit d'un processus complexe, dont le psychologue social Serge Moscovici nous a décrit la mécanique sensible<sup>8</sup>. Et communiquer, même bien, ce n'est pas la même chose que décider ensemble. La transmission d'informations, l'expression des opinions et la possibilité d'entendre ou de lire celle des autres, leur superposition (telles des disponibilités sur un agenda Doodle) ou l'agrégation des créations, tout cela peut fonctionner dans les mondes d'Internet. Mais qu'il s'agisse de choisir, d'effectuer un arbitrage, et la touche finale manque. Comme ces pages Wikipedia qui, la faute à une polémique trop aiguë ou des luttes d'influence entre groupes et à une modération à minima, échouent à publier un contenu pluraliste et quasi unanime, et sont reléguées dans la catégorie des contenus sans valeur, dénués de fiabilité.

Le modèle du logiciel libre est ainsi bâti sur l'ouverture et la disponibilité du code, qui permettent son amélioration constante et autant de versions qu'il y a d'utilisateurs. Mais la politique, c'est le choix d'une seule version : une constitution à la fois, un système législatif unifié. Aussi, parmi les nombreux dispositifs qui proposent de renouveler ou de dépasser le gouvernement représentatif<sup>9</sup>, il est intéressant de noter que, malgré le vif intérêt suscité par la démocratie numérique – de la gauche à la droite, chez les élu-e-s comme dans la société civile –, aucun ne s'invente autour des techniques de la communication ni ne prétend pouvoir le faire un jour.

## UNE ATOMISATION BIENVENUE

D'après Nathalie Kosciusko-Morizet : Internet est « une extension féconde de la communauté politique »... L'appel de la ministre UMP à investir la sphère virtuelle avec des préoccupations citoyennes, alors même que c'est un lieu où rien ne doit/ne peut se décider, sonne comme une version moderne du projet néolibéral pour la démocratie, un « apaisement » bénéfique au déchainement de l'oligarchie en place. Ce projet se construit contre l'engagement, en particulier collectif et à gauche, qu'elle dénigre systématiquement dans la première partie de son ouvrage. Comment, à ce compte, ne pas comprendre la « démocratie 2.0 » qu'elle promeut comme l'invitation à venir se perdre seul dans une foule d'individu-e-s également atomisé-e-s, qui ne partagent plus que de la simultanéité ?

Laisser les corps intermédiaires que sont les associations et autres collectifs s'effacer naturellement en vertu du lien direct entre le pouvoir et le peuple, c'est se priver autant de leur possibilité de remettre en cause l'agenda politique<sup>10</sup> que de la socialisation qu'ils offrent. Ils sont (ou devraient être) un lieu de formation intellectuelle, d'apprentissage au respect de l'autre et à sa parole, de responsabilisation enfin, et c'est tout le sens du mot engagement.

S'il est légitime que les organisations politiques utilisent les nombreux outils qu'offrent les réseaux virtuels, il est aussi nécessaire que, dans le cadre d'une réflexion sur la démocratie, elles mettent en perspective leurs usages et leurs conséquences. Et exercent leur esprit critique sur les discours (des) dominants sur le sujet...

Aude Vidal

6. Voir la lecture critique d'Un nouvel art de militer par Mikael Chambru, *EcoRev*, mars 2010.

7. La fréquence de l'utilisation d'Internet à des fins personnelles reproduit des phénomènes d'exclusion connus des sociologues de la culture. L'équipement des foyers varie certes selon des critères sociaux ou générationnels... mais à chaque foyer équipé peut correspondre une utilisation intense ou faible, selon les variables "culturelles". Le fossé géographique est devenu anecdotique : 7 % de connexions à bas débit dans les communes rurales (la moyenne nationale est de 4 %), et 43 % de connexions à haut débit (52 % au niveau national). Tout cela laisse penser que la question de l'usage n'est pas celle de l'accès matériel. *Pratiques culturelles 2008*, respectivement synthèse par Olivier Donnat et chapitre 2, ministère de la Culture et de la Communication, 2009.

8. Serge Moscovici et Willem Doise, *Dissensions et consensus. Une théorie générale des décisions collectives*, PUF, 1992.

9. Florent Marcellesi et Hans Harms en font une liste étendue et un tableau comparatif, « Critères et mécanismes participatifs pour repenser la démocratie », *EcoRev* n° 34, mars 2010. Et Loïc Blondiaux décrit plus précisément les plus répandus (*Le Nouvel Esprit de la démocratie*, Seuil, 2008).

10. C'est également une des limites des dispositifs participatifs selon Yves Sintomer. *Le Pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, La Découverte, 2007.

## UN COMMUNISME HIGH-TECH

UN FICHER NUMÉRIQUE est un codage, une suite de 0 et de 1, que l'on peut dupliquer à l'infini. Si l'économie a consisté à rendre rare ce qui était abondant jusque-là, le numérique permettrait de créer l'abondance pour tous, à un moindre coût. À partir de ce présupposé, les théories les plus fumeuses sont élaborées par une frange de la « gauche » regroupée autour de Toni Negri, de la revue *Multitudes* et de certains promoteurs du logiciel libre. Yann Moulier-Boutang, économiste à la « gauche de la gauche », pense que nous serions en train de basculer d'une économie fondée sur le profit, la propriété

et l'échange marchand à une « économie de pollinisation [sic] et de contribution ». La nouvelle lutte des classes opposerait ceux qui permettent l'accès libre et gratuit aux données numériques à ceux qui veulent le restreindre et le monnayer. Toujours le même refrain : redistribuons les richesses mais ne critiquons pas les modes de vie et l'imaginaire qu'elles induisent. Et de défendre l'antagonisme entre croissance immatérielle et croissance matérielle : « Je distingue évidemment la croissance concernant les biens et services immatériels, composant ce que j'ai nommé le capital cognitif, de celle consis-

tant à consommer de plus en plus de biens matériels. La première doit être encouragée, car elle n'a que des avantages. La seconde doit être gérée avec beaucoup de précautions. Dans certains domaines, les consommations, notamment au sein des pays riches, devraient impérativement décroître »<sup>1</sup>. Position que l'on retrouve aussi chez de nombreux militant-e-s écologistes et que l'on pourrait résumer ainsi : « Non à la bagnole, oui à l'Internet haut débit » !

1. Entretien avec Jean-Paul Baquiast, 24 septembre 2010.

UN PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE, VOIRE UNE SIMPLE VOLONTÉ DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ, NE SE DÉCRÈTENT PAS DERRIÈRE UN ÉCRAN. L'EXPÉRIENCE DU MONDE SENSIBLE EST ESSENTIELLE POUR QUE NOUS NOUS METTIONS EN MOUVEMENT.

# TWITTE LA RÉVOLUTION !

1. « Orwell, Bradbury et le printemps arabe ».

2. Cité par Les Inrockuptibles n° 793, 9-15 février 2011.

3. Ibid.

4. Cité par Frédéric Martel, *Mainstream. Enquête sur cette culture qui plaît à tout le monde*, Flammarion, 2010.

«**TUNISIE: ILS ONT FAIT L'E-RÉVOLUTION**», titrait *Libération* (3 février 2011) qui, en ardent promoteur des nouvelles technologies, n'allait pas louper cette *révolution 2.0*, et laissait la parole aux « facebookeurs, blogueurs et autres twitteurs ». Les révoltes des Tunisien-ne-s et des Égyptien-ne-s n'ont pas manqué d'alimenter la *novlangue* des commentateurs occidentaux. Ce fut un feu d'artifice de discours exaltant le rôle joué par les nouvelles technologies dans le renversement des dictateurs Ben Ali et Moubarak. Dans l'article du *Monde* (27 janvier 2011) intitulé « Les réseaux sociaux, nouvelle arme de la jeunesse égyptienne », on apprend que « c'est en effet grâce aux réseaux sociaux que de nombreux jeunes Égyptiens se sont décidés à aller manifester, mardi 25 janvier, contre le régime » ; *Télérama* (12-18 février 2011), toujours à l'affût de signes du temps, y perçoit « la Toile de fond des révolutions » et affirme : « Une chose est sûre, une évolution majeure se joue sous nos yeux, et les grands de ce monde – grands démocrates ou grands despotes – ne peuvent plus l'ignorer : le World Wide Web vient de s'imposer comme l'extraordinaire accélérateur et amplificateur des mouvements de contestation ». L'ensemble des commentaires, dans la presse (même contestataire), sur le Web, lors d'interventions publiques ou dans des conversations privées présente Internet, Facebook et Twitter comme le nec plus ultra de la révolte : « Facebook contre Ben Ali », « Tunisie: sauvé des milices de Ben Ali grâce à Twitter », « La révolution tunisienne signée Twitter! », « Tunisie: Internet, accélérateur de révolution », « La révolution tunisienne, merci Facebook », etc. On a dû sabler le champagne dans la Silicon Valley!

## CHE GUEVARA 2.0

Pourquoi ce raz de marée d'idées reçues et de propagande pro-numérique? Certain-e-s Tunisien-ne-s et Égyptien-ne-s ont certes utilisé les nouvelles technologies pour s'informer, et, en plus des médias traditionnels – chaîne de télé Al-Jazira en tête –, elles ont permis de diffuser des images à l'étranger, mais cet engouement délirant révèle la fascination pour ces technologies. Renverser un dictateur et se battre pour la liberté ne suffit plus. Comme l'exige l'approche journalistique, il faut de l'inédit – l'utilisation des réseaux sociaux – et de nouvelles figures – le cyberactiviste.



Ces révoltes n'ont pas été sponsorisées par Facebook ou par Twitter (qui sont avant tout des marques, ne l'oublions pas), elles ont été menées par des peuples, en chair et en os, qui sont descendus dans la rue, comme d'autres l'ont fait bien avant eux, depuis des siècles. Pour changer leurs conditions de vie et se battre pour plus de justice et de liberté, ils ont eu recours à des modes d'action et d'organisation qui ont fait leur preuve depuis longtemps : manifestations, émeutes, occupations, réunions, blocages, etc. Les révolté-e-s du sud de la Tunisie, pauvre et rural, d'où est parti le mouvement, ou les comités de vigilance qui réunissent des jeunes débattant et décidant collectivement sont moins *fun* que les facebookeurs. Un bon vieux discours tenu devant des milliers de manifestant-e-s est moins *in* qu'un *tweet* balancé à ses contacts. Le blocage d'une voie de chemin de fer paraît archaïque face à une vidéo sensationnelle postée sur YouTube...

Le pouvoir s'est effondré parce qu'un peuple a pris en main son destin et a mis en jeu son corps. Les morts et les nombreux blessés sont bien réels et Mohamed Bouazizi, le jeune vendeur ambulant tunisien, déclencheur de la révolution, qui s'est immolé à Sidi Bouzid n'avait pas d'amis sur Facebook! Ce n'est pas Internet qui a déclenché ces mouvements mais une société profondément inégalitaire, des violences policières, un chômage élevé, l'absence de perspective, une bourgeoisie parasite... et un peuple courageux qui entame un processus de libération connu : mouvement spontané qui part de couches populaires, s'étend à d'autres sphères, refuse de négocier avec le pouvoir en place, déclenche une marée protestataire... On a déjà vu ça par le passé!

Dans une époque où l'histoire s'efface où et les dynamiques sociales sont niées, il est peut-être utile de rappeler que la Révolution française s'est faite sans Internet, la Commune de Paris sans Twitter, la Révolution espagnole sans Facebook, que la Résistance à l'occupation allemande n'avait pas d'accès illimité, que les Algérien-ne-s se sont libéré-e-s du joug français sans téléphone portable, qu'en 68 on se révoltait même si on ne lisait pas de blogs, que le mur de Berlin ne s'est pas effondré grâce à YouTube... (voir encadré page 36)

## INGÉRENCE PAS NET

Le rôle des cyberactivistes a paru aussi déterminant aux médias occidentaux et aux internautes par un effet de perspective: c'est avec eux et elles qu'ils ont établi le plus de contacts et partagent un langage commun. D'autant qu'il y a eu une identification à ces jeunes des classes moyennes et de la bourgeoisie, diplômés, occidentalisés, participant à l'économie de marché et



ayant un pied dans les industries de loisir. Ces nouvelles technologies et leurs utilisateurs incarnent la modernisation des pays arabes. Ils constituent un appui pour achever le processus d'occidentalisation et aligner ces pays sur les standards de vie de nos démocraties : état de droit / économie de marché / culture de masse. Les temps changent, comme l'explique l'écrivain Bernard Pasobrola : « Le rôle attribué par l'Occident aux dictatures arabes – remparts contre le communisme au temps de la guerre froide et, plus récemment, contre l'islamisme radical – s'est avéré dépassé. La captation par les oligarchies en place d'une part considérable des richesses nationales est devenue un obstacle à la libre circulation des flux économiques qu'exigent les réseaux de puissance, à la progressive dissolution des États-nations et à leur intégration en tant qu'agents au sein de ces grands réseaux. Parallèlement, la mainmise des régimes autoritaires arabes sur l'information freine le libre développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) »<sup>1</sup>.

Les États-Unis l'ont bien compris et poursuivent leur ingé-

rence, cette fois-ci numérique, dans les affaires du monde. Slim Amamou, blogueur devenu secrétaire d'État à la jeunesse en Tunisie, témoigne de la politique américaine de soutien aux « combattants de la liberté » : « Il y a quelques années, c'est la Freedom House [financée par le département d'État américain] qui a formé des leaders technologiques »<sup>2</sup>. Afin de mieux exercer son *soft power*, Washington a débloqué 30 millions de dollars pour la diplomatie digitale. Alec Ross, l'artisan de cette politique, conseiller pour l'innovation de la

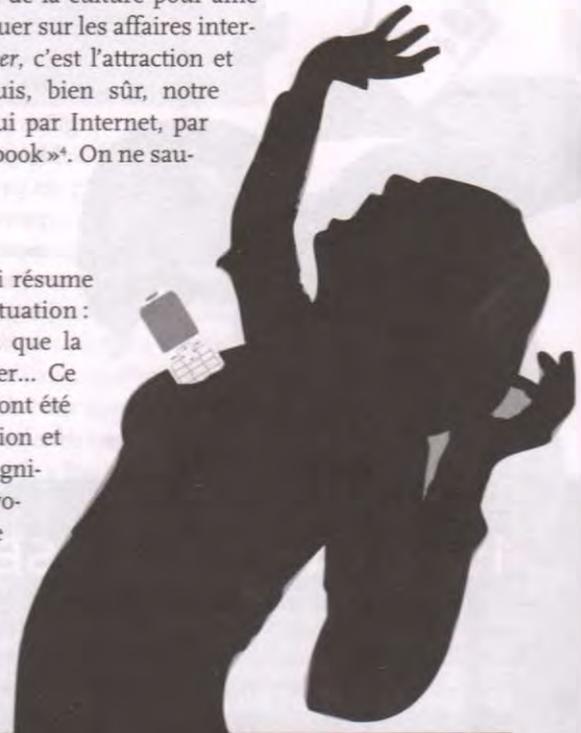
secrétaire d'État Hillary Clinton et grand orchestrateur de la campagne d'Obama fanfaronnait : « Il faut quelques mois pour réussir une révolution »... Et de répondre à la question d'un journaliste « Quand un État coupe Internet, il s'attaque aux États-Unis ? » : « Oui, il attaque un réseau global que les États-Unis protègent au nom de la liberté et nous riposterons à chaque attaque. [...] Nous sommes fiers d'avoir entraîné et formé des militants de la liberté partout dans le monde »<sup>3</sup>. Plus efficace que des chars (*hard power*), voici une nouvelle manière d'imposer « la démocratie » dans sa version américaine : leaders soumis, dépendance économique, mais surtout développement d'un mode de vie calqué sur l'*American way of life* : consumérisme, culture de masse, individualisme, mobilité, mode, loisirs, etc.

Joseph Nye, président de la Kennedy School et conseiller d'Obama dans la guerre culturelle mondiale, inventeur du concept de *soft power*, l'utilisation de la culture pour améliorer l'image des États-Unis et influencer sur les affaires internationales, explique : « Le *soft power*, c'est l'attraction et non pas la coercition. [...] Et puis, bien sûr, notre influence est renforcée aujourd'hui par Internet, par Google, YouTube, Myspace et Facebook »<sup>4</sup>. On ne saurait être plus clair...

#### TWITTER = DÉMOCRATIE

Le chercheur kenyan Firoze Manji résume avec un certain humour la situation : « Regardez la Tunisie : on entend que la révolution a été causée par Twitter... Ce n'est pas sérieux ! Des stylos aussi ont été utilisés comme moyen d'information et de mobilisation. Est-ce que cela signifie que les stylos ont permis la révolution ? Cela révèle une tendance au déterminisme technologique, au fétichisme high-tech. En Tunisie, descendre dans la rue a demandé beaucoup de courage. Un manifestant qui ■■■

5. Politis, n° 1 138, 3-9 février 2010.
6. Le Monde, 16 février 2011.
7. Le Monde, 16 juin 2011.
8. Le Monde, 16 juin 2011.



## LA « FACHOSPHERE »

Fachosphère ou réacosphère : ces mots désignent les sites Internet de blogs d'extrême droite. Depuis quelques années, leur influence sur la politique est devenue incontestable. Un blog comme F. Desouche (pour « français de souche ») affiche fièrement qu'il est le « blog politique le plus consulté de France ». Ce site est emblématique du reste de la réacosphère. C'est un véritable fourre-tout, parfois incohérent, parfois contradictoire. Tous les jours, plusieurs articles sont postés : le plus souvent issus de la presse. Les thèmes sont toujours les mêmes : l'immigration, la délinquance (quand elle est le fait d'immigrés), l'islam ou le « racisme anti-blanc ». Le plus souvent, les dépêches sont accompagnées de vidéos chocs piochées dans les journaux télévisés. Le but est d'assommer d'une déferlante de faits divers. On trouvera aussi des infos sur les « gauchistes

bobos » et leurs actions forcément tournées en dérision. Tout réside dans les commentaires : sur chaque article, il y a en moyenne plus de cent commentaires où fleurissent moqueries ou insultes racistes (dont le site se décharge juridiquement). On se croirait dans la « minute de la haine » du roman 1984. Mais la particularité de ce genre de site est de déborder sur d'autres et d'avancer plus ou moins masqué. Ils ont fait du mélange des genres et du second degré une arme pour s'introduire partout. Difficile d'avoir la source des infos, d'avoir le contexte des articles ou des vidéos. À l'heure actuelle, tout se transfère, se poste tous azimuts. La fachosphère parvient à se faufiler dans d'autres forums, comme chez les jeunes internautes via un forum sur jeuxvideo.com (qui s'adresse aux 14-18 ans) en diffusant des vidéos parodiques contre les « racailles. » C'est en s'ai-

dant des effets de buzz et des réseaux sociaux que les identitaires (en utilisant le paravent de Riposte laïque) ont lancé les apéros saucisson contre l'islam. La fachosphère est multiple de l'anti-islam, du côté antisémite via les sites du genre de celui de l'association La banlieue s'exprime. Enfin les sites conspirationnistes douteux pullulent, et vont s'étaler sur certains forums de gauche. Mais la première manipulation est de faire croire à l'absence de manipulation. Les auteur-e-s des sites mettront en avant la transparence et le libre choix de l'information... « Personne ne me manipule, je prends juste des infos sur le net. » L'individu-e se croit libre penseur alors que, dépolitisé-e, seul-e et isolé-e face à son écran, il est plus que jamais vulnérable à une propagande qui joue sur l'émotionnel. **Cyrille**

■■■ embrasse un soldat, comme on le voit sur une photo, ce n'est pas déterminé par la technologie»<sup>5</sup>.

Hillary Clinton, secrétaire d'État américaine, s'enflamme béatement pour «la puissance des technologies de connexion en tant qu'accélérateurs du changement politique, social et économique»<sup>6</sup>. À chaque mobilisation populaire, en Iran, en Grèce, en Espagne, etc., le rôle des réseaux dits «sociaux» est mis en exergue. À croire que l'histoire commence avec eux et qu'elle se finira grâce à eux. Avec le peuple maître de la technologie, les dictatures vont s'effondrer une à une. Grâce aux nouveaux médias, nous allons vivre dans un monde sans tyrans, apaisé, administré par nos machines bienveillantes.

Une réactualisation de concept de fin de l'histoire défendu par Francis Fukuyama au début des années 1990 : disparition des affrontements idéologiques et consensus autour de l'État de droit, de l'économie de marché et des droits de l'Homme. Bref, l'harmonie universelle grâce à la démocratie libérale.

Malgré les multiples révoltes ouvrières et paysannes en Chine qui fragilisent le pouvoir en place, nos croisés du numérique misent plutôt sur le fait que «l'émergence d'une classe moyenne de jeunes urbains à bon niveau d'éducation a produit une catégorie de population bien informée par Internet, qui tolère de moins en moins les inégalités, la corruption... [...] ils ont du courage

et un puissant allié, Weibo, le Twitter chinois»<sup>7</sup>.

Le candidat soutenu par Silvio Berlusconi perd les élections municipales de Milan le 30 mai 2011, les commentateurs s'empressent d'y voir les effets d'une campagne orchestrée sur Internet par son opposant : «Internet a joué un rôle majeur dans les défaites électorales du président du Conseil italien», explique *Le Monde*. Un «changement d'époque», clamait-on partout. Marco Cacciotto, auteur du livre *Marketing politico*, analyse : «En désinvestissant Internet, le président du Conseil a souligné son retard à la résistance culturelle. Une question d'âge et d'habitude aussi. Internet ne se contrôle pas, ne se centralise pas»<sup>8</sup>. Que Berlusconi ait perdu la présidence du Conseil en 1995 et en 2006 alors que les réseaux dits «sociaux» n'existaient pas ne trouble pas les commentateurs. Pour eux, Twitter et Facebook seront les artisans de la défaite de cet «homme d'une autre époque». La télévision serait donc de droite et Internet de gauche!

## « Des stylos ont été utilisés comme moyen d'information et de mobilisation. Est-ce que cela signifie que les stylos ont permis la révolution ? »

Tout sens critique a disparu. Les timides critiques contre le Web (hyperpuissance de Google, utilisation de données privées par Facebook, etc.) sont désormais balayées par une hystérie collective et une propagande redoutable. Les récentes révolutions arabes et l'affaire Wikileaks, Julian Assange incarnant le chevalier blanc de la transparence, un héros des temps modernes qui fait trembler les puissants, ont fait perdre la raison à beaucoup d'analystes.

L'idée que les nouvelles technologies apportent la démocratie partout sur terre postule qu'il suffirait d'être au courant des horreurs du monde pour les combattre : c'est le mythe d'une information libératrice. Illustration caricaturale de cette vision, Gordon Brown, alors Premier ministre de Grande-Bretagne, déclarait dans *The Guardian* (20 juin 2009) : «Vous ne pouvez pas avoir de nouveau Rwanda, car l'information sur ces événements sortirait beaucoup plus rapidement sur ce qui s'y passe, et l'opinion publique se mobiliserait jusqu'au point où une action devrait être entreprise». L'information circule et le monde change, par magie. La masse d'informations et de connaissances accessibles à tout moment, même critiques, si elle n'entre pas dans la «réalité de nos situations», c'est-à-dire dans un ordre constitué de croyances, de valeurs, de repères et de pratiques, ne produit aucune puissance politique. Pour qu'elle en génère, il faut qu'elle s'inscrive dans ce que nous sommes, et se confronte à notre expérimentation du monde, à notre histoire, à nos croyances, à nos aspirations, nos conditions d'existence sociale et économique. Or, la société communicationnelle nous condamne à n'être que des émetteurs-récepteurs d'informations, perpétuellement plongés dans l'univers des machines, incapables d'éprouver le monde, si extérieurs à lui que l'idée même de le changer n'a plus de sens.

Cédric Biagini

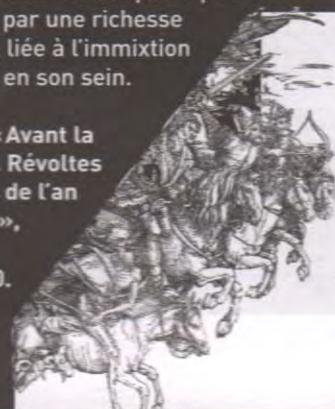
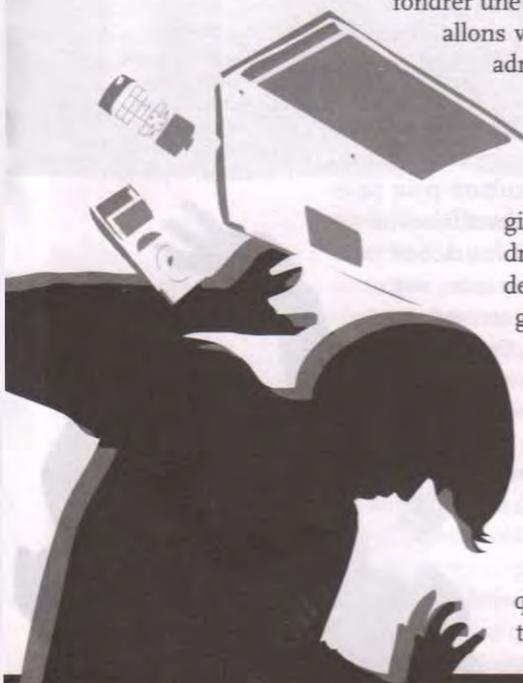
## 1525, LA RÉVOLTE SE PROPAGE

Les soulèvements populaires n'ont pas attendu les adresses à 3 w pour se répandre. Remontons au début d'un XVI<sup>e</sup> siècle jalonné de multiples insurrections paysannes et parfois urbaines... En 1525, la guerre des Paysans secoue ainsi une Allemagne bouleversée par la réforme luthérienne. Le mouvement débute à l'été 1524, entre autres au nord de l'Empire germanique. Il s'étend quelques mois plus tard jusqu'en Alsace et à Berne, en Suisse. À la fin avril, on relève des révoltes dans certaines régions d'Autriche et au nord de l'Italie. On estimerait à près de cent mille le nombre de paysans morts. La même année, un Libertin spirituel, Eloi Pruystinck, commence à propager ses thèses à Anvers. «Il s'inscrit dans la mouvance du courant hostile au catholicisme et au protestantisme.» Et doit-on croire au hasard quand on apprend que l'Église condamne, aussi en cette année 1525, comme hérétiques les alumbrados («illuminés») d'Espagne. Jugés au même titre que les protestants, ils pensent «que l'illumination rend libre et délie de toute autorité». Les traces de la

guerre des Paysans se retrouveront jusqu'à la commune de Münster, qui s'insurge en 1533.

Bref, l'info circulait sans câble ni écran, par des colporteurs, des livres imprimés à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, mais aussi par des chemins qui restent à explorer. D'autres périodes que 1525 ont connu cet engouement, ce fut le cas autour de 1789 ou en l'année 1968, bien plus proche de nous. Ce qui génère les révoltes n'est pas le fait d'être informé mais bien les conditions de vie et d'exploitation, notamment dans une société en mutation, qui bascule vers un nouveau monde. Georges Lapiere avance par exemple l'idée que les insurrections millénaristes apparaissent dans une société où la richesse spirituelle est peu à peu remplacée par une richesse matérielle, liée à l'immixtion de l'argent en son sein.

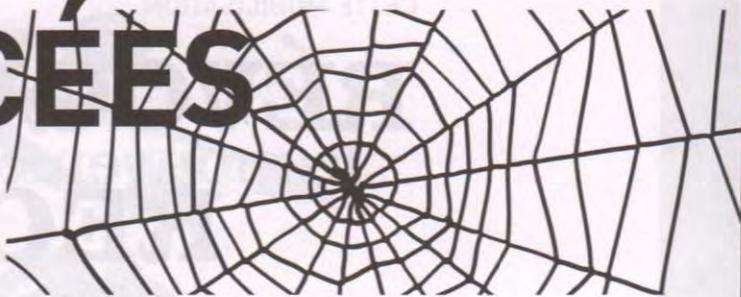
Sources : «Avant la révolution. Révoltes populaires de l'an mil à 1789», Offensive, n° 28, 2010.





ISSU-E-S DE LA GÉNÉRATION INTERNET, NOUS AVONS TROUVÉ INTÉRESSANT DE PRENDRE DU REcul, D'ANALYSER NOS DÉSILLUSIONS PAR RAPPORT À CET OUTIL ET DE RACONTER MODESTEMENT UNE HISTOIRE SUBJECTIVE DE L'INTERNET VU PAR LES MILITANT-E-S QUE NOUS SOMMES.

# UTOPIES COINCÉES DANS LA TOILE



AU MILIEU DES ANNÉES 1990, l'Internet balbutiait. Cela ne concernait que quelques passionné-e-s d'informatique... Les sites étaient quasiment tous statiques : ce n'était même pas des magazines en ligne, plutôt de simples sélections de textes. Les connexions ne permettaient pas de s'y coller des heures, on se déconnectait dès que l'on avait trouvé le texte que l'on cherchait pour vite l'imprimer.

Pour les militant-e-s, l'exercice était de dénicher des textes libertaires parfois inédits (la plupart du temps en anglais). Ce que l'on entend aujourd'hui dans les arguments pour le livre électronique se disait déjà à propos d'Internet. Pour certains, le peuple allait sûrement en profiter pour lire des écrits subversifs, l'un des textes les plus téléchargés par les internautes *La Conquête du pain*, de Kropotkine, en serait bien la preuve. On pouvait enfin écrire des articles ou des romans et les rendre accessibles au « monde entier », et cela sans éditeur. Les sites étaient construits sur le modèle dominant de l'époque, le fanzine appelé « webzine » : hétéroclite et peu souvent remis à jour. Ainsi le Net donnait l'impression d'être un lieu merveilleux de contre-culture cyberpunk.

C'était aussi le début de l'histoire du mouvement du logiciel libre. Linux s'opposait au rouleau compresseur de Microsoft. Dans le même élan, l'Internet militant s'organisait contre les « cyber-supermarchés ». Comme on peut le lire sur le « Manifeste du Web indépendant<sup>1</sup> », il ne s'agissait pas de concurrencer le système dominant mais de proposer une alternative : « ... Face aux sites commerciaux aux messages publicitaires agressifs, destinés à fichier et cibler les utilisateurs, le Web indépendant propose une vision respectueuse des individus et de leurs libertés, il invite à la réflexion et au dialogue. Quand les sites d'entreprises se transforment en magazines d'information et de divertissement, [...] le Web indépendant propose une vision libre du monde, permet de contourner la censure économique de l'information, [...] sa réduction à un spectacle abrutissant et manipulateur ». De cette volonté, naissent des outils de publication et un portail toujours utilisés aujourd'hui<sup>2</sup>.

## QUAND L'INTERNET CHANGE LES PRATIQUES MILITANTES

Puis, les listes de diffusion firent leur apparition, un nouveau moyen de s'organiser, et de faire circuler les infos. On découvrit que l'on pouvait avoir des textes plus rapidement. Et chaque organisation diffusa ses principaux tracts et le sommaire de son magazine sur son site.

Les e-mails entraînèrent une certaine agressivité entre les groupes qui ne se voyaient pas souvent. Il a fallu découvrir que, derrière l'écran, on a l'insulte facile et qu'un e-mail peut être hyperlapidaire et méchant. Apprendre à distinguer entre le ton d'Internet – froid, tranchant, définitif – et les personnes réelles, pas toujours si agressives. Cela creusa un fossé entre ceux et celles qui pouvaient s'approprier ces nouveaux outils et les autres.

Les mêmes personnes se sont parfois retrouvées à créer tous les sites. Les webmasters prenaient une place importante, eux et elles seul-e-s pouvaient modifier les contenus des sites ou en créer de nouveaux. Au début, le Web n'a pas favorisé la création parmi les journaux militants. Au contraire, certains sont devenus de véritables compilations d'articles repris sur le Net.

En 1999, après le succès des mobilisations « antimondialistes » à Seattle, des sites Indymedia apparaissent. Ces sites se veulent médias indépendants, se divisent en zones géographiques (Indymedia Barcelone, Indymedia Russie, etc.). On passe à une autre étape par rapport à la temporalité : avec le slogan des Indymedia – « Ne haïssez pas les médias, devenez les médias »<sup>3</sup> –, les militant-e-s semblent devoir se plier à de nouvelles règles, celles d'informer sans cesse de leurs agissements. Internet, c'est pratique et rapide, mais ça a détruit pas mal de pratiques militantes, ces rituels qui avaient parfois du bon. L'organisation, avec ses contraintes indissociables de l'espace-temps : se réunir autour d'une table, écrire un tract ensemble, se donner rendez-vous, aller au contact des gens... Un travail long et harassant pour un résultat parfois nul. Sauf que le chemin est aussi important que l'action elle-même, qui reste toujours limitée. Le travail en commun, qui lie intelligence collective et solidarité concrète, se fait rarement derrière l'écran d'un ordinateur. Mais, à l'ère d'Internet, toute organisation passe pour ringarde. Pour les « nouveaux militants », pas de « bavardage inutile » : une idée, un rendez-vous à spammer sur les listes et une vidéo rigolote à poster sur Internet... et voilà, le tour est joué !

## LA FIN DES ESPOIRS ?

Le rouleau compresseur des sites « sociaux » a laminé les derniers espoirs de certains pionniers du Web militant. Narvic constatait amèrement que « non seulement Internet, comme "nouvel espace public électronique démocratique et planétaire", comme lieu d'épanouissement de l'expression de la créativité personnelle, comme lieu de culture ouvert à tous, vire largement au supermarché, mais il se révèle aussi plus qu'autre chose comme un vaste espace du pur loisir même pas créatif, une sorte de grande salle de jeux pour adolescents immatures »<sup>4</sup>. Dans le même temps, ces nouvelles choses ont apporté de nouvelles illusions. Avec des questions comme « Pourquoi vous ne faites pas de groupe Facebook pour cette manif ? » On n'en sort pas... Et au final ? L'effet de nouveauté qui faisait que, grâce à une liste d'e-mails, des centaines de personnes venaient aux manifestations s'est tari. Aujourd'hui, tout est noyé dans une masse d'informations. Dans cette saturation, le tract est finalement redevenu la chose la plus efficace. Internet donne parfois l'impression d'un bouillonnement d'actions, mais les manifestant-e-s sont toujours de moins en moins nombreux-euses dans les rues. Ce qui est sûr, c'est que les gens passent de plus en plus de temps derrière leurs écrans. **Cyrille**

## A LIRE

**Livres de papier,**  
Journal des réfractaires à l'ordre numérique  
mars 2011, 12p.  
Pour le commander se renseigner auprès d'**Offensive**

1. Sur [www.uzine.net](http://www.uzine.net).  
2. Notamment SPIP (système de publication pour l'Internet) et [rezo.net](http://rezo.net) (revue de presse renvoyant vers des sites militants), tous deux développés dans le courant des années 1990.  
3. Tiré de la phrase de Jello Biafra, du groupe punk Dead Kennedys : « Don't hate the media, become the media ! ».  
4. Tiré de l'article « L'avenir radieux de l'Internet ne se passe pas du tout comme prévu », sur [www.novovision.fr](http://www.novovision.fr).

CONTRE L'INTENTION DU GOUVERNEUR DU WISCONSIN (ÉTATS-UNIS) DE BAISSER LES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES ET DE RESTREINDRE LES DROITS SYNDICAUX, UN GRAND SURSAUT SOCIAL A EU LIEU. L'UNIVERSITAIRE STÉPHANIE LUCE, SPÉCIALISTE EN ÉTUDES OUVRIÈRES, TÉMOIGNE DE CETTE MOBILISATION.

# RÉVOQUER, RÉFORMER, le mouvement social dans le Wisconsin RECONSTRUIRE

Publié le 15 mars 2011 sur [www.solidarity-us.org](http://www.solidarity-us.org)  
Traduit et adapté par Khadavali

WISCONSIN

CES DERNIERS JOURS J'ÉTAIS À MADISON (capitale du Wisconsin), où je n'étais pas retournée depuis presque dix ans. Le grand moment a été le rassemblement du samedi 12 mars, qui a démarré par un défilé de tracteurs autour de la place du Capitole : des dizaines de conducteurs étaient venus de tout l'État pour protester contre les coupes de Scott Walker et ses attaques contre la démocratie. Tout autour, les rues étaient bondées de sympathisants. Il y avait même une rangée de personnes en costumes de vache, avec sur le ventre les lettres du mot SOLIDARITÉ.

D'autres groupes sont venus grossir la manifestation : des artistes, une section des *Students for a Democratic Society* (Étudiant-e-s pour une société démocratique, SDS) pour la gratuité de l'enseignement, des pompiers et même une longue file de taxis klaxonnant « La démocratie ça ressemble à ça ». Tous ont convergé vers le Capitole pour le rassemblement de 15 heures. De retour dans l'État, les quatorze sénateurs démocrates sont arrivés sous les acclamations<sup>1</sup>. Les estimations varient selon les interlocuteurs. Certains madisonniens, comme blasés des grandes foules, affirmaient ne pouvoir dire s'il y avait beaucoup de monde. Presque toutes les personnes à qui j'ai parlées, toutefois, disaient n'avoir jamais rien vu de tel. Le rassemblement était motivant pour plein de raisons. D'abord, la passion était palpable. Les pancartes, pour la plupart faites maison, étaient d'une incroyable créativité. Je ne peux pas faire la liste de tous les slogans beaux et humoristiques, ou des dessins expressifs et percutants. Les sujets étaient variés : certains mettaient en avant les droits des travailleurs, d'autres remerciaient surtout les démocrates, d'autres encore concentraient leur colère sur Walker. Beaucoup de messages évoquaient la guerre, les inégalités, la démocratie et la justice. Les manifestants étaient venus de tout le pays.

Deuxième chose remarquable, il y avait beaucoup de participants que l'on se serait plutôt attendu à trouver aux rassemblements du Tea Party<sup>2</sup>. Des personnes majoritairement blanches, souvent âgées. Selon les apparences, il s'agissait des classes moyenne et ouvrière blanches. Les sondages des deux dernières années, comme les résultats des élections de novembre 2010, pouvaient les laisser supposer assez conservateurs. Et pourtant ces gens semblaient assoiffés de justice sociale. J'étais avec un groupe soutenant le mot d'ordre « Pas de coupes, pas de concessions »<sup>3</sup>. Nos pancartes « C'est la faute à Wall Street » et « Imposez les grandes entreprises » ont reçu très bon accueil. Des gens nous en ont demandées, plusieurs personnes ont échangé la leur contre l'une des nôtres. Quand nous avons scandé « Pour combler le déficit ? Imposons, imposons, imposons les riches », la foule s'est jointe à nous. Le Wisconsin nous donne l'espoir de voir la gauche réellement arriver à contrebalancer le populisme droitier. Le plus prometteur n'était peut-être pas la manifestation officielle, mais le reste. En ce moment à Madison les gens sont tout bonnement dehors

en permanence. Ils manifestent autour Capitole, parfois seuls, parfois en groupe, ou en famille. Beaucoup sont des personnes âgées allant à petits pas. La plupart ont leurs propres pancartes, des badges et des autocollants, certains battent le tambour ou jouent d'un autre instrument, tandis que d'autres ne font que déambuler. Pendant une bonne partie des derniers jours le temps a été clément selon les normes du Wisconsin, mais la nuit tombée ou le vent levé, la température descendait en dessous de zéro – pourtant les gens continuaient de manifester. Ils ne semblaient pas avoir de cible ou de but précis sinon exprimer leur colère et ne pas se voir réduits au silence.

En ville, on voit dans de nombreuses vitrines des écriteaux pour les manifestants et contre Walker. À divers endroits, on entend des voitures klaxonner « La démocratie, ça ressemble à ça ». Et il n'y a pas que Madison. On manifeste ailleurs dans l'État. Des lycéens ont débrayé à Milwaukee, Eau Claire et Sheboygan. Dimanche, des milliers de personnes ont défilé à Green Bay à l'occasion d'une intervention publique de Walker. Tout au long des dernières semaines des actions de protestation ont eu lieu dans les villes des sénateurs républicains. Le dimanche, j'ai participé à la parade de la Saint-Patrick, place du Capitole. La plupart des chars étaient tels qu'on pouvait s'y attendre – musiciens irlandais, entreprises locales et distribution de bonbons. Nous étions sur le dernier, un camion aux cou-

**Les gens ne semblaient pas avoir de cible ou de but précis sinon exprimer leur colère et ne pas se voir réduits au silence.**

leurs de l'Union nationale du personnel infirmier (*National Nurses' Union*) conduit par un pompier. À l'arrière se trouvaient d'autres pompiers, un chanteur irlandais et deux hommes déguisés en frères Koch<sup>4</sup> tirant les ficelles d'une marionnette de Scott Walker. Autour du camion marchaient des militants des IWW<sup>5</sup>, du Réseau du Wisconsin pour la paix et à justice (*Wisconsin Network for Peace and Justice*), de l'ISO (*International Socialist Organization*), d'organismes de soutien aux immigrants, des enseignants, et le président des Métiers du bâtiment du comté de Dane (*Dane County Building Trades*) en scooter. Il y avait une famille dont le père portait un écriteau « 60 % irlandais, 100 % syndiqué », la fille, « 30 % irlandaise, 100 % syndiquée », et la mère, « 0 % irlandaise, 100 % syndiquée ». Nos tracts et pancartes ont enthousiasmé de nombreuses personnes : nous en avons distribué des dizaines sous les acclamations. Dans la foule, des écriteaux maison dénonçaient Walker.

Pendant la parade, et trois jours durant, j'ai constaté un formidable sens de la collectivité. Ce n'est pas qu'il n'y a pas de divergences, car très certainement tout le monde ne s'accorde pas sur la marche à suivre. Certains sont des démocrates purs

1. « This is what democracy looks like », slogan récurrent des mouvements sociaux nord-américains depuis la fin des années 1990.

2. Bien qu'en minorité, la présence de ces sénateurs était requise pour le vote du projet de loi de Walker. En s'absentant du Wisconsin, ils bloquaient la procédure.

3. Mouvement populiste très à droite, se caractérisant notamment par son hostilité aux impôts.

4. Slogan d'une campagne éponyme, « No Cuts, No Concessions ».

5. Deux des principaux financeurs de la campagne de Walker.

6. Industrial Workers of the World (« Travailleurs industriels du monde »), syndicat révolutionnaire.

et durs qui pensent que les révocations et les prochaines élections sont l'enjeu principal. D'autres détestent autant les démocrates que les républicains, considérant que les travailleurs ne peuvent se fier ni aux uns ni aux autres.

Il y a également une fracture raciale et ethnique, peu surprenante en général, mais particulièrement marquée dans un État très majoritairement blanc. Cependant les manifestations ne rassemblaient pas que de Blancs. Le samedi soir j'ai participé à une réunion chez les IWW sur la préparation d'une grève générale. Une invitée du mouvement d'étudiants chicanos MEChA<sup>7</sup> a indiqué qu'elle ne s'était pas sentie à son aise au Capitole. Le vendredi soir un intervenant avait quant à lui déclaré : « Ne m'appelez pas juste pour avoir une personne de couleur dans vos comités, mais pour parler stratégie. » Quelques personnes ont fait remarquer qu'il fallait déjà jouir d'un certain privilège pour aller occuper le Capitole, et que les gens de couleur et les sans-papiers avaient un autre rapport à la police. Malgré les différences, les gens débattent de ces questions et créent des espaces où poursuivre les discussions. Difficile de l'extérieur de savoir avec certitude ce qui se passe. Même les Madisoniens, je crois, ont du mal à complètement saisir les dynamiques de ce mouvement qui évolue et change vite. Mais j'ai eu le sentiment très fort que les gens se sentaient, ou espéraient être, à l'aube de quelque chose de nouveau – une riposte plus vaste et plus globale. Une ouverture qui ferait voir aux classes moyennes blanches que leurs intérêts sont du côté des marginalisés et des exploités, et non du pouvoir. Il y avait un réel sentiment de solidarité, au vrai sens du terme. Il règne une sorte d'ébahissement. Qui aurait pu prévoir pareil tollé face au projet de loi de Walker ? Qui aurait pu prédire les déclarations de solidarité d'une si grande diversité de gens dans le Wisconsin et à travers le monde ? On a aussi été pris au dépourvu quand les républicains ont mis de côté une partie de leur projet de loi pour faire passer le reste. Sur le terrain, les gens semblent encore un peu abasourdis par les trois dernières semaines. Après les manifestations, l'occupation, la révolte, il est désormais temps de faire le point et de préparer une stratégie à plus long terme.

#### ET MAINTENANT ?

Une grande attention se porte maintenant sur les révocations : pour l'essentiel, d'après les habitudes électorales des circonscriptions, les gens pensent pouvoir se débarrasser de huit sénateurs républicains. Walker, lui, ne pourra être révoqué qu'après avoir exercé ses fonctions un an.

Pour diverses raisons, c'est une bonne idée de réclamer des révocations. En votant, les travailleurs du secteur public pourront « changer leurs supérieurs », exprimer leur colère face aux manœuvres du corps sénatorial. Et comme il semble clair que les républicains ne feront pas le moindre compromis, toute législation à venir sera bloquée en cas de non remplacement de leurs sénateurs<sup>8</sup>.

Mais une stratégie uniquement électorale signifierait probablement la mort du mouvement. Pour commencer, cela peut prendre beaucoup de temps, et les gens vont perdre leur entrain. Ensuite, cela exclurait de nombreux militants de Madison, Milwaukee et autres villes ayant des sénateurs démocrates. Enfin, on parviendra au mieux à remplacer huit sénateurs républicains par des démocrates. Mais parmi ces derniers beaucoup ont soutenu les mêmes politiques d'austérité, ou entériné le recul des droits syndicaux. À quoi bon des révocations si la politique ne change pas ? Il faut que le mouvement garde sa capacité à se mobiliser, s'organiser et demander des comptes aux politiciens.

Pour réformer l'État, les activistes doivent également avoir un projet. Jim Cavanaugh, président de la SCFL<sup>9</sup>, notait qu'il serait

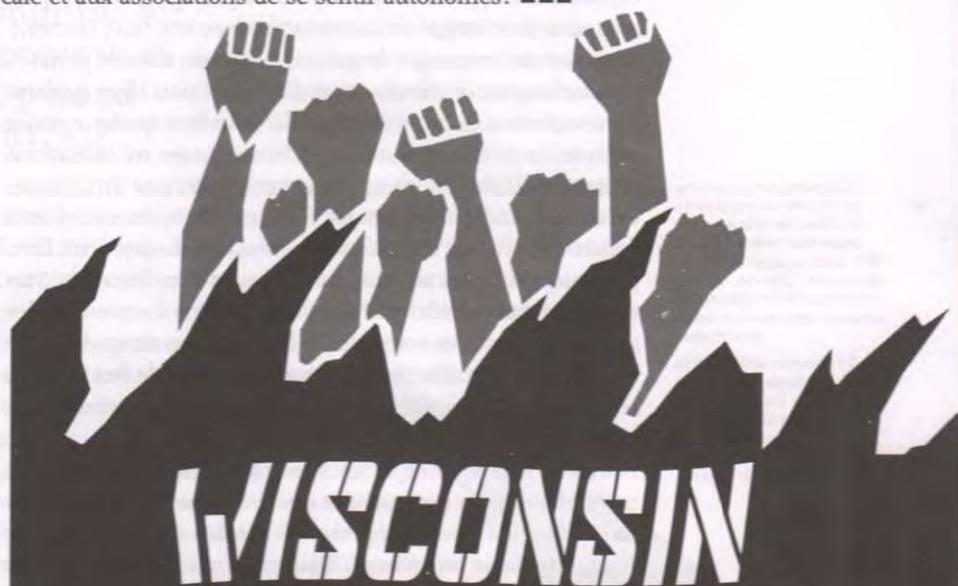
temps que le peuple songe sérieusement à ce qu'il attend du gouvernement. Qu'il s'occupe seulement de la voirie et des travaux publics ? D'un peu plus que cela ? L'idéal serait que les opposants se rassemblent autour d'une plateforme de revendications pour décider qui soutenir. S'il y a des révocations, de nouveaux candidats vont se présenter : ils devraient s'engager à la défendre pour avoir le soutien de la coalition. Pas la peine de perdre plus de temps avec des candidats qui ne soutiennent pas une réforme favorable aux travailleurs.

Une campagne visant des entreprises, notamment les grands donateurs de Walker comme la banque M&I ou les magasins Kwik Trip, est un deuxième volet stratégique. Cela inclut des actions comme celle de jeudi dernier, durant laquelle des pompiers, des enseignants et des policiers ont retiré près de 200 000 dollars de chez M&I en une seule journée. Ce sera sans doute utile, mais cela semble également insuffisant. Cette stratégie reposant sur l'investigation et l'expertise juridique risque de fonctionner hiérarchiquement. Cela permettra-t-il à la base syndicale et aux associations de se sentir autonomes ? ■■■

7. Movimiento Estudiantil Chicano de Aztlan (« Mouvement étudiant chicano d'Aztlan »).

8. Les dispositions fiscales du projet de loi requéraient la présence des démocrates pour son vote. En les enlevant du projet de loi (pour garder principalement les dispositions anti-syndicales), les républicains ont pu procéder au vote en l'absence des démocrates.

9. South Central Federation of Labor (« Fédération du travail du centre-sud » de l'État du Wisconsin).



#### LE MOUVEMENT, EN QUELQUES MOTS

Le 9 mars 2011, le Sénat du Wisconsin a approuvé la loi amputant les syndicats du secteur public de l'essentiel de leur pouvoir de négociation. Une grande lutte – la plus importante aux États-Unis depuis les années 1960 – se termine en défaite. Les administrations montrent les dents, toute posture de résistance est ciblée, des enseignants menacés de suspension.

Mais au-delà de la frustration, c'est la dignité et la rage qui dominent. Des forces nouvelles se sont éveillées dans une société gangrenée par la résignation : la participation active des salariés, les tentatives d'établir des liens horizontaux entre grévistes, une solidarité élargie qui a fait descendre dans la rue jusqu'aux lycéens. L'occupation du Capitole de l'État, les manifestations de masse et les discussions ont produit une forte politisation, posant des questions de société dépassant l'enjeu du moment.

Dès le début, la lutte s'est développée en dehors des directions syndicales, dont l'attitude (et la soumission de la majorité à leurs décisions) est aujourd'hui reconnue par beaucoup comme la principale faiblesse du mouvement. Les chefs syndicaux ont surtout cherché à s'adapter et négocier avec les autorités, minant la volonté d'en découdre, employant leurs forces pour contrecarrer l'appel à la grève générale lancé par les sections syndicales combattives et les manifestants en colère.

Le mouvement fini, ces gigantesques machines bureaucratiques aux pieds d'argile découvrent qu'elles ont perdu le soutien des institutions avec qui elles collaboraient depuis des années et ignorent comment regagner la confiance de leur base. Comme dit un syndicaliste désabusé, « L'immeuble est en feu et c'est comme si nous restions au bar en train de siroter une bière ! »

## A LIRE

Que s'est-il passé dans l'Etat du Wisconsin ? un article paru dans le numéro de printemps de la revue **Échanges** n° 136 BP 241, 75866 Paris Cedex 18. échanges.mouvement@laposte.net

10. Grandes mobilisations syndicales et populaires tournant de ville en ville, organisées entre 1995 et 1998 dans la province canadienne de l'Ontario, qui ont contribué à revitaliser les mouvements sociaux nord-américains.

11. Réseau actif dans la base syndicale, publiant la revue *Labor Notes* (« Notes ouvrières ») et des brochures militantes pour les « fauteurs de trouble » (troublemakers).

■ ■ ■ Une multitude de voix pourront-elles se faire entendre ? Troisième élément de stratégie, l'action judiciaire. Des avocats s'occupent déjà de contester la façon dont les républicains ont réduit leur projet de loi pour le faire passer. Mais si les actions en justice sont importantes, elles sont encore plus démobilisantes.

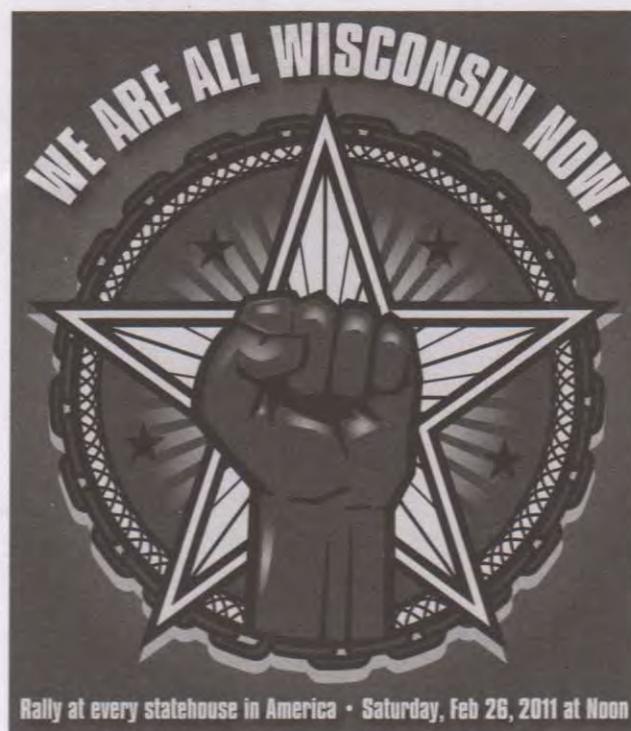
À l'autre bout du champ des possibles, il y a la grève générale. Ceux et celles qui ont suivi les événements du Wisconsin savent que la SCFL a passé une résolution en faveur de la grève générale, tandis que le président des pompiers de Madison, dans une vidéo qui a beaucoup circulé, s'est dit favorable à cette idée. Mais malgré l'enthousiasme rencontré dans de nombreux secteurs, à Madison et à travers le pays, d'autres se montrent plus réservés. Pourrons-nous la mettre en place ? Qui la fera ? Si les travailleurs du secteur public se mettent en grève cela va-t-il mécontenter et désolidariser les citoyens (les parents d'élèves, par exemple) ? Cela fera-t-il partir le gouverneur ou bien cela jouera-t-il en faveur de la privatisation des services publics ? Comment des syndicats qui depuis longtemps ne savent plus organiser de stratégie en concertation avec leur base peuvent-ils seulement envisager de se lancer dans un si vaste projet ? Ce dont les gens ont besoin, c'est d'un choix plus large qu'entre les révocations et la grève générale. Peut-être quelque chose comme les journées d'action d'Ontario<sup>10</sup>, des mobilisations plus petites et circonscrites, pouvant entretenir une dynamique. Cela comprendrait des actions directes contre les entreprises donatrices, laissant libre cours à la créativité du moment. Elles pourraient viser des secteurs particuliers ou des lieux clés. Surtout, les actions devraient relier les questions du travail et des services sociaux, des coupes budgétaires et des attaques contre les négociations collectives. Et il ne faut pas que le mouvement se laisse briser, que des participants passent des accords dans leur coin pour ensuite quitter le navire.

Pour cela il va falloir que les syndicats et les associations se rassemblent pour reconstruire des mouvements et des structures qui leurs soient propres. Des conflits comme celui que connaît la classe ouvrière du Wisconsin ont lieu dans tous les États. Cela comprend des attaques contre les syndicats, les immigrants, les pauvres, les gens de couleur, les femmes et les étudiants. Arrêter l'offensive de la droite demandera bien plus qu'une bataille dans le Wisconsin. Il nous faut reconstruire en prenant le meilleur du mouvement ouvrier, des droits civiques, des mouvements étudiants, féministes, etc.

### ALLER DE L'AVANT

En l'espace de trois jours, je suis passée d'un fol optimisme à un profond désespoir, et inversement. Il semble y avoir une absence de direction, un manque de stratégie, et aucun système de communication qui vaille entre la base et ses dirigeants, entre organisations ou différents points de l'État. Une grande inquiétude règne, en partie pour de bonnes raisons. La peur de perdre son emploi. De voir sa paye diminuer encore. De perdre le soutien populaire. D'être trahis par les démocrates ou les directions syndicales. La crainte que des taupes viennent saper tout effort d'organisation véritable. Et pourtant, l'enthousiasme est profond et indéniable, il est intense et ne s'envolera pas si facilement. Les gens ont entrevu la possibilité d'une riposte et d'une alternative.

Si nos vieux modèles ont beaucoup à offrir, nous devons aussi nous former à de nouveaux modes d'organisation. Cela demande de faire preuve de créativité dans la manière de tenir des réunions démocratiques d'envergure, peut-être en s'inspirant de ce qui se fait en Amérique latine. Sans doute faut-il aussi que les travailleurs du secteur public songent qu'ils peu-



vent éjecter leurs employeurs. Nous devons apprendre à laisser jouer la créativité localement, tout en construisant un mouvement national, voire international, en lutte contre des adversaires semblables, sinon identiques. Nous devons trouver le moyen de mieux intégrer les citoyens et les travailleurs du privé, afin qu'ils voient que leurs propres luttes sont reliées aux nôtres. Il nous faut saisir que les travailleurs des services publics et leurs usagers ont beaucoup d'intérêts communs, et construire notre mouvement autour de cela. Les conditions de travail des uns sont les conditions d'accueil des autres, et vice-versa. Dans la semaine qui vient, les militants vont devoir changer de rythme – passer de la colère à une lutte de plus longue haleine. Des discussions stratégiques commencent à ressortir des objectifs communs. Beaucoup reconnaissent qu'il est nécessaire de conserver la dynamique du mouvement et qu'on ne peut se reposer uniquement sur les révocations. Il y a une bonne dose de méfiance envers les représentants officiels et extérieurs au mouvement. Cette semaine, les activistes vont devoir préciser leurs cibles, mettre au point des structures pour communiquer et se fixer des objectifs, poursuivre les actions, s'organiser. Un certain nombre de réunions préparatoires sont prévues cette semaine, des grandes réunions comme celles de la coalition populaire *We are Wisconsin* (« Nous sommes le Wisconsin »), ou de plus petites, organisées par divers groupes voulant aller de l'avant. Des rassemblements et des manifestations sont toujours prévus dans tout l'État. Dans deux semaines, à Madison, *Labor Notes*<sup>11</sup> proposera une formation pour « fauteurs de troubles ». Les gens se préparent pour la journée d'action nationale du 4 avril, veille de l'élection d'un nouveau membre à la Cour suprême d'État.

Le mot d'ordre « révocation » va se faire entendre haut et fort. La belle riposte du Wisconsin a montré que les vieilles méthodes ne suffisent pas. Cette fois-ci, les directions syndicales vont devoir dialoguer avec leur membres (et non pas « leur parler »). Il faut que les travailleurs continuent de discuter avec leurs collègues, leurs voisins. Par chance, certaines structures sont déjà en place dans le Wisconsin, fruit de plusieurs années d'organisation et d'efforts militants. Cela, combiné à l'énergie neuve de centaines de milliers de personnes, pourrait vraiment nous montrer à quoi ressemble la démocratie. **Stéphanie Luce**

## LE VENT DE LA RÉVOLTE

DEPUIS DÉCEMBRE 2010, un vent nouveau de révolte s'est mis à souffler dans le monde arabe – et la répression féroce des soulèvements dans de nombreux pays n'empêche pas les actuels mouvements de contestation d'ébranler tous les rapports de domination – qu'il s'agisse de l'oppression politique, de l'exploitation des travailleurs ou de l'assujettissement des femmes. L'avenir dira jusqu'où cet ébranlement pourra aller, sans se laisser dénaturer en une simple transition vers la « normalisation » politique, sociale et culturelle des pays concernés : l'équation État de droit + consumérisme à l'occidentale.

Néanmoins, la grande nouveauté de ces révoltes réside aussi dans les échos qu'elles se renvoient les unes aux autres, par-delà les frontières, d'une façon qu'on n'avait plus vue depuis la séquence révolutionnaire des années 1960-1970. Ainsi la vague subversive dépasse-t-elle maintenant le strict cadre du monde arabe, au Sud vers le Burkina Faso, à l'Est vers l'Iran antimollahs, au Nord et à l'Ouest avec les luttes récentes aux États-Unis, dans le Wisconsin, et, pour l'Europe, en Espagne, en Grèce et ailleurs...



## TUNISIE

### LES TUNISIENS EN LUTTE SUR LES DEUX RIVES

APRÈS LA CHUTE du gouvernement de Ben Ali, les opérations de contrôle aux frontières ont diminué. Pour échapper à la misère, parfois liée à l'instabilité de certaines régions du pays, des milliers de personnes ont traversé la Méditerranée. À Paris, des tentatives de solidarité avec les Tunisiens sans ressources se sont faites. Quelques collectifs autonomes ont participé au soutien, ainsi que la Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives. Mais en ouvrant des squats, les collectifs de soutien se sont retrouvés face à l'acharnement des autorités françaises. Malgré les diverses expulsions et les fausses promesses de la Mairie de Paris, le combat continue. Il y a eu de nouvelles tentatives d'occupation en mai et juin, notamment d'un bâtiment appartenant à l'État tunisien rue Botzaris et la perturbation du Salon de l'immobilier tunisien.



## IRAN ET IRAK

### MANIFESTATIONS ET GRÈVES EN IRAN, le printemps a été chaud...

Les 15 et 21 mars 2011 (respectivement Fête du feu et Nouvel An iranien), protestations et affrontements avec la police à travers tout le pays aux cris de « Moubarak, Ben Ali, et maintenant au tour de Sayed Ali » (c'est-à-dire Khamenei). Puis, au cours des mois d'avril et de mai, des travailleurs de la pétrochimie de plusieurs raffineries se sont mis en grève durant plusieurs semaines. Enfin, la première moitié de juin a vu des émeutes éclater dans les rues de Téhéran après des rassemblements commémorant l'anniversaire des manifestations de masse qui avaient suivi la réélection d'Ahmadinejad en 2009. Les étudiants demeurent toujours très actifs dans ce mouvement d'opposition au régime. En Irak, la population, notamment au Kurdistan, continue de protester contre le chômage, la misère, mais aussi la corruption et pour la liberté. Dans les deux pays, les courants les plus radicaux sont représentés par les partis communistes-ouvriers d'Iran et d'Irak (organisations de masse proches du conseillisme et bien implantées dans la population). Pour en savoir plus : <http://iranen-lutte.wordpress.com/> ; [solidariteirak.org](http://solidariteirak.org) ; le site de l'Initiative communiste-ouvrière, qui relaie en France les luttes portées par ces organisations : [communisme-ouvrier.info](http://communisme-ouvrier.info).

## BURKINA FASO

### ENTRE CHAOS ET MOUVEMENT

UNE VAGUE de protestations et de soulèvements a traversé le pays suite au décès d'un collégien des mains de la police de la ville de Ouahigouya en février dernier. À l'image de ce qui s'est déroulé en Tunisie, ce sont les signes apparentés au parti au pouvoir (Congrès pour la démocratie et le progrès, CDP) qui sont directement visés. Le régime autocratique de Blaise Compaoré doit faire face

aux révoltes populaires mais aussi à des mutineries à répétition des militaires (dont les revendications portent sur les primes et salaires). Il promet de calmer le mécontentement (il semble avoir cédé aux militaires qui ont sorti leurs armes), mais le malaise est profond, conséquence directe des politiques du FMI dont il est un élève exemplaire. Blaise Compaoré a assis

son pouvoir sur un système de corruption généralisé en détruisant tout ce que la révolution sankariste de 1983 avait construit, en premier lieu le respect de l'intérêt commun. Il fait aujourd'hui face à une crise politique, militaire et sociale. Des grèves se propagent par vagues dans plusieurs secteurs (dont celui des mines d'or).

Voir [www.thomassankara.net](http://www.thomassankara.net)



## EGYPTE

### REVENDEICATIONS SOCIALES

DANS LA FOULÉE DE L'ÉVICTION du président Hosni Moubarak, des grèves se sont généralisées dans tout le pays. Elles ont touché des secteurs aussi variés que le textile, la chimie, les banques, les trains, les aéroports, les infrastructures du canal de Suez. Les revendications portaient sur les salaires, l'accès à une couverture

médicale et l'exigence de démission de plusieurs cadres et dirigeants d'entreprises. La junte militaire qui assure la transition a menacé d'interdire ces grèves, invoquant des dangers pour « la stabilité du pays et la sécurité nationale ». Dans les faits, de nombreuses concessions ont été obtenues par les secteurs mobilisés.



## entretien

SANTIAGO ALBA RICO, COLLABORATEUR HABITUEL DU SITE EN LANGUE ESPAGNOLE REBELION.ORG RÉSIDANT DEPUIS DE LONGUES ANNÉES À TUNIS, APPORTE QUELQUES ÉCLAIRAGES POUR COMPRENDRE LES ÉVÉNEMENTS EN COURS EN TUNISIE.

# SOULÈVEMENT POPULAIRE EN TUNISIE « LE PEUPLE VEUT RENVERSER LE SYSTÈME »

Entretien avec  
**Santiago Alba Rico**  
Réalisé, traduit et  
retranscrit par  
**Baraka**  
Révisé par **Piafita**

**Peux-tu nous rappeler en quoi consistait le régime de Ben Ali en Tunisie ?**

**Santiago Alba Rico :** Pour tenter une définition, on peut dire que le régime de Ben Ali était une dictature mafieuse fonctionnelle pour les intérêts économiques et géostratégiques des capitalismes européens et américain qui ont protégé le tyran jusqu'à l'avant-dernier jour. La propagande attribuait à la Tunisie de petites irrégularités démocratiques en voie de correction - au niveau, par exemple, de la censure informatique -, mais répétait qu'elle bénéficiait, en échange, d'une situation incomparablement meilleure que le reste du monde arabe. Avec une croissance de l'ordre de 5 % durant la décennie passée, le FMI la prenait en exemple pour montrer les avantages

graisaient et l'islamisme reculait. L'Union européenne (EU) et les États-Unis, mais aussi les agences de voyage et les médias, contribuaient à alimenter l'image d'un pays plus européen qu'arabe, plus occidental que musulman, plus riche que pauvre, en transition vers les joies du marché capitaliste. Pour peu que quelqu'un eût pris la peine de gratter sous cette surface bien vernie, il aurait découvert une réalité toute différente. Personne, ou presque personne, ne le fit. Parce que la vérité, c'est que Carrefour et les humvee<sup>1</sup> - et la vie nocturne de Gammarth - occultaient non seulement la répression habituelle exercée par Ben Ali depuis 1987, année du coup d'État « médico-constitutionnel » ou du Grand Changement, mais aussi

pour les diplômés, il passait de 0,7 % en 1984 à 4 % en 1997 pour atteindre 20 % en 2010. Dans le miroir de Carrefour - au milieu de la publicité ambiante qui invitait à une consommation inaccessible -, les jeunes des banlieues de la capitale et des régions du centre et du sud du pays paraissaient se contenter de la possibilité de s'y voir en reflet.

Qui profitait de cette croissance bénie par le FMI et par les institutions européennes ? Essentiellement une seule famille, étendue et tentaculaire, qualifiée de « clan mafieux » dans les bureaux de l'ambassade américaine, comme le révélaient les documents publiés par Wikileaks. Il s'agit de la famille de Leila Trabelsi, la seconde épouse du dictateur, à ce point pro-

**« Les acteurs de cette révolution sont initialement les chômeurs et les sous-employés des zones les plus défavorisées du pays, et complètement exclues de l'illusoire développement de la côte est. »**

d'une économie libérée des entraves protectionnistes. Pendant que le gouvernement vendait deux cent quatre entreprises du robuste secteur public créé par Habib Bourguiba, l'illustre dictateur socialiste, le nombre de 4x4 dans les rues se multipliait, des quartiers d'affaires et de loisirs se construisaient dans la capitale, et, près de 7 millions de touristes venaient tous les ans profiter de l'infrastructure hôtelière du pays, toujours plus solide et sophistiquée. En 2001, lorsque s'est ouvert le premier Carrefour, symbole et annonce de son entrée dans la « civilisation », certains pouvaient s'imaginer que la Tunisie était devenue une province française. C'était un pays merveilleux qui bénéficiait de la lumière la plus belle et la plus pure au monde, des meilleures plages, du désert le plus hollywoodien, des gens les plus sympathiques. On ne pouvait pas y parler ni y écrire, c'est vrai, mais en échange les gens s'en-

la disparition d'une classe moyenne qui avait commencé à se former dans les années 1960 et avait survécu à la crise de la fin des années 1980. Quelques-uns entraient à Carrefour et d'autres, nombreux, quittaient le pays : près d'un million de jeunes Tunisiens - sur une population de 10 millions - vivent à l'étranger, la majorité en France, en Italie et en Allemagne. Alors qu'une minorité abandonnait le français pour l'anglais et dédaignait, bien sûr, le dialecte tunisien, l'infrastructure éducative, relativement soluble, héritée du régime antérieur se dégradait au point que le dernier rapport PISA reléguait la Tunisie dans les dix derniers rangs de la liste de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE). Alors que vingt familles profitaient de leurs vacances dans les Alpes ou à Paris, le chômage augmentait pour atteindre 18 % et 36 % chez les jeunes ;

priétaire du pays que nombreux appelaient ce dernier « la Trabelsie ». Ben Ali et sa famille politique s'étaient emparé, par le biais de privatisations opaques, de toute l'activité économique de la nation, convertissant l'État en instrument d'un capitalisme mafieux et primitif ou, mieux, d'un féodalisme parasitaire du capitalisme international. La liste des secteurs pillés par le clan paraît à peine croyable : la banque, l'industrie, la vente d'automobiles, les médias, la téléphonie mobile, les transports, les compagnies aériennes, la construction, les chaînes de supermarchés, l'enseignement privé, la pêche, les boissons alcoolisées et jusqu'au marché des vêtements d'occasion. Il n'est pas étonnant qu'au cours des révoltes de janvier, tant de commerces, entreprises et banques aient été prises d'assaut. Certains parlaient de « vandalisme », mais il s'agissait d'un juste vandalis-

1. Il s'agit d'un véhicule tout terrain, emblématique de l'U.S. army, décliné en version civile par General Motors.

me, en tout état de cause d'un vandalisme qui, y compris lorsqu'il se pratiquait au hasard, ne pouvait inévitablement manquer sa cible : où qu'ils soient donnés, les coups portaient immanquablement sur une propriété des Trabelsi.

Pour maintenir ce niveau d'extraction mafieuse des ressources, il était nécessaire d'appliquer une répression policière féroce à l'ensemble de la population, quasiment sans exception : les opposants politiques, contrôlés, poursuivis, torturés et enfermés, mais aussi les jeunes à qui il n'était pas permis de survivre dignement sur leur propre territoire ni de l'abandonner pour rechercher une vie meilleure en Europe. La Tunisie s'est convertie en l'un des gendarmes de la Méditerranée. Complice de la politique migratoire de l'UE, la dictature tunisienne, comme le relate le journaliste italien Gabriele Del Grande, peupla les prisons secrètes du pays non seulement d'islamistes, mais aussi de jeunes Algériens et habitants de l'Afrique subsaharienne arrêtés en haute mer et disparus dans des prisons clandestines. En Tunisie, il n'était pas nécessaire de disposer d'un engagement politique pour être poursuivi. Il suffisait d'être jeune pour être considéré comme un criminel. La jeunesse elle-même était considérée comme un délit.

### Quelles ont été les prémices de la révolution ?

Comme précédent immédiat, il faut sans aucun doute se référer aux révoltes dans le bassin minier du sud-ouest du pays trois ans auparavant. En janvier 2008, à Redeyef, près de Gafsa, dans les mines de phosphates, un (autre) incident mineur - une protestation contre un acte de népotisme - a mis toute une population sur le pied de guerre. Les grèves se prolongèrent durant des mois, il y eut quatre morts, deux cents détenus, des jugements sommaires avec des peines terrifiantes. Les protestations ont entraîné toute une série d'actes de résistance qui ont laissé dans la zone une culture de lutte et d'organisation. C'est là-bas que se trouvait, par exemple, Fahem Boukadous, le journaliste de la ville de Gafsa qui réunissait et éditait les images prises par les jeunes dans la rue et les diffusait sur Al-Hiwar TV, un canal satellite semi-clandestin... Il fut emprisonné et ne fut libéré que le 19 janvier 2011. C'est également dans ce bassin que se trouvent les jeunes de



l'Association des diplômés chômeurs, fondée en 2006, très active durant la révolte de 2008 et les journées de janvier 2011. On y trouve aussi des avocats progressistes comme Rida Ridawi, qui ont défendu les inculpés suite aux grèves minières et qui ont été un élément fondamental dans la récente révolution, et, bien sûr, les syndicalistes de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), qui ont réussi à Redeyef à rompre toute relation avec la direction centrale et qui continuent aujourd'hui d'une certaine manière à gérer la ville avec la majeure partie de la population sur un mode d'organisation horizontale.

À ce propos, il faut parler brièvement du rôle historique joué par le syndicat UGTT, fondé avant l'indépendance de la Tunisie en 1957 et comptant sur une longue tradition de luttes. Sa direction avait été complètement cooptée par le régime de Ben Ali, mais sous sa protection opéraient toutes les forces clandestines, que ce soient les forces islamistes ou gauchistes, de telle manière que lorsque le soulèvement populaire a éclaté, plusieurs sièges locaux du syndicat étaient aux mains d'organisations progressistes (une vague constellation de forces qui inclut partis marxistes, ligues des droits de l'homme et agents indépendants). C'est le cas, par exemple, de Ben Arous, la ville industrielle proche de la capitale, ou du bassin minier lui-même. Les bases syndicales, beaucoup plus radicales que leurs dirigeants, n'ont cessé de faire pression pour que la puissante direction centrale s'incline clairement du côté de la révolution. C'est elle - la direction - qui a d'une

certaine manière permis et limité les changements qui se sont produits jusqu'alors. Si personne ne peut s'attribuer l'origine d'un soulèvement non partisan et spontané, il est nécessaire de signaler que des milliers de militants de gauche, poursuivis, emprisonnés ou exilés, inscrits dans une longue tradition locale, ont résisté depuis les années 1960, alors que naissait, autour du mouvement étudiant et de Perspective<sup>2</sup>, la résistance contre la dictature de Bourguiba.

### Comment la révolte populaire s'est-elle propagée ? Quels en sont les acteurs et actrices ? Et les revendications ?

Le début, comme tous les véritables débuts, possède une dimension mythique : le sacrifice de Mohamed Bouazizi, le vendeur de légumes, devant le gouvernorat de Sidi Bouzid. Le soulèvement s'est ensuite amplifié depuis la périphérie du pays, ville par ville, village par village, mort après mort, attisé par les images de Facebook, pour arriver à Tunis le 8 janvier. Selon un modèle qui se reproduira ensuite en Égypte, au Yémen, au Bahreïn et en Syrie, les concessions du dictateur Ben Ali arrivent trop tard, alors que le peuple tunisien, réuni autour du drapeau et de l'hymne national, ne veut rien d'autre que la chute du régime : « Ashaab iurid isqat al-nitham », (« le peuple veut renverser le système »), consigne qui, comme une métastase, se répandra ensuite dans tout le monde arabe. Le 14 janvier, une grande manifestation spontanée sur l'avenue Bourguiba, l'artère centrale de la ville, assiège le ministère de l'Intérieur, symbole de ■■■

2. Mouvement politique de gauche et d'extrême gauche, considéré comme l'un des principaux mouvements d'opposition dans les années 60 et 70.





MOHAMED  
HANCHI  
25/02/2011

■■■ l'horreur de la dictature, et proclame à grands cris que les Tunisiens ont cessé d'avoir peur. À la pression de la population s'ajoute celle de l'armée - et celle des États-Unis, résignés à abandonner leur ami dictateur et à changer de stratégie. Ben Ali s'enfuit en Arabie Saoudite cette même nuit, laissant derrière lui plus de deux cents morts et tout un appareil de répression intact, opérationnel et agressif. Il faut rappeler, en toute indiscretion, que les deux gouvernements qui appuyèrent Ben Ali jusqu'au bout ont été celui de la France et celui de la Libye. Le 13 janvier, le gouvernement de Sarkozy offre encore conseils et matériel antiémeute. Le 16, Kadhafi continue d'appuyer le tyran fugitif et menace le peuple tunisien de lui envoyer ses milices pour rétablir la "légalité".

Les acteurs de cette révolution sont initialement les chômeurs et les sous-employés des zones les plus défavorisées du pays, abandonnées depuis 1957 et complètement exclues de l'illustre développement de la côte est. De toute façon, il faut distinguer entre "causes" et "motifs". Les causes sont toujours structurelles, elles ont à voir avec les conséquences économiques des politiques néolibérales appliquées par Ben Ali. Les "motifs" (c'est-à-dire les ressorts immédiats, d'ordre psychologiques, de la révolte) sont liés, au-delà du geste de Bouazizi, à l'humiliation et à la corruption, deux facteurs qui pendant un mois ont uni tous les Tunisiens, indépendamment de leur origine sociale. Pour cela, le principal mot d'ordre fut celui de la "dignité", *karama*, qui unifie très bien les "causes" et les "motifs". La dignité met à jour la fosse septique de corruption

qui dominait la vie en Tunisie. Contrairement à l'Égypte, où la majeure partie de la population vivait en dehors des institutions, la "modernité" de la Tunisie, ainsi que sa petite taille, liait chaque existence individuelle, dans chacun de ses gestes, à l'État mafieux omniprésent. Ce dernier aspirait toute la richesse : les grands coffres comme les petites bourses, les grandes entreprises comme les tiroirs-caisses, sans aucune possibilité d'y échapper, pas même par la pauvreté absolue. Les familles gouvernantes et leurs fonctionnaires parasitaient chacun des Tunisiens, dont la survie dépendait paradoxalement du monstre qui les vidait de leur sang. L'emploi public dans les gouvernorats (déclencheur des révoltes minières de 2008) en constitue un très bon exemple : les chômeurs devaient payer 50 dinars pour que le fonctionnaire accepte de les inscrire sur les listes du chômage. Ensuite, s'ils obtenaient un travail dans les hadaïer (travaux publics, nettoyage, etc.), ils étaient payés 100 dinars par mois sur lesquels ils devaient rendre 20 dinars à l'administration corrompue. S'ils refusaient une fois de le faire, ils étaient licenciés. Et sur les 80 dinars restants, ils devaient encore payer le 2626, le Fonds de solidarité sociale créé par Ben Ali pour sucer les poches des pauvres ! La pauvreté matérielle fut moins importante que cette honte profonde et douloureuse. Les habitants de l'intérieur (et des quartiers périphériques de la capitale) se sentaient humiliés et offensés... On les méprisait et les réprimait, oui, mais on les souillait, corrompait, dégradait également. Ils se sont salis au contact du parasite et une bonne partie de la rancœur, de cette

revendication de dignité, avait à voir avec ce sentiment de culpabilité et de salissure. C'est ce qu'ils ne pouvaient pardonner à Ben Ali, aux Trabelsi, aux ministres et fonctionnaires du Rassemblement constitutionnel et démocratique (RCD) dont ils exigeaient et continuent d'exiger la démission. Laver complètement l'appareil d'État était l'unique manière de purifier l'âme touchée, violée, contaminée par le bourreau. Cette "dignité" a ainsi abouti spontanément à l'exigence de démocratie.

Il y avait la pauvreté matérielle, bien sûr, mais aussi la "misère vitale" à laquelle ont été réduits les secteurs les plus jeunes, certains d'entre eux qualifiés, condamnés à vivre sans travail, sans ciné, sans sexe, sans espérance, abandonnés dans les cafés avec quelques cigarettes, réprimés et humiliés, ruminant l'extension de leur propre corps inutile qu'il fallait chaque jour habiller, alimenter et mettre au lit. Ceux qui disent que les révoltes arabes sont la conséquence des nouvelles technologies ont raison. Ceux qui disent qu'elles sont la conséquence de l'exclusion économique et sociale ont également raison. Il est nécessaire d'énoncer la relation explosive entre exclusion corporelle et inclusion technologique pour comprendre ce qui s'est passé. Dans la dernière décennie, alors que les prix des aliments n'ont pas arrêté d'augmenter, les prix des "technologies de la représentation" n'ont cessé de baisser. À Tunis, par exemple, 100 % des familles possèdent une couverture télévisuelle, il y a quatre-vingt-seize téléphones portables pour cent habitants et, si le nombre d'ordinateurs personnels n'est toujours pas important, le nombre de jeunes qui ont un profil sur Facebook est très élevé. Les gens qui ne peuvent accéder à l'hôpital peuvent en revanche regarder la télévision, les personnes sans emploi possèdent des téléphones portables, celles qui ne peuvent accéder aux biens de consommation élémentaires peuvent répondre à l'appel des réseaux sociaux. La Tunisie n'est pas une exception : sous le capitalisme, peu nombreux sont les jeunes capables de construire avec leur propre corps, dépourvu de moyens, ce qu'ils peuvent imaginer au niveau technologique est par contre quasiment infini. Cette asymétrie entre ce qu'ils pouvaient faire et ce qu'ils pouvaient désirer, sous le joug d'une dictature policière féroce, a aussi constitué un puissant moteur pour la protestation.

Face au « retour à la normalité » et au maintien de la classe dirigeante au pouvoir (ex-RCDistes, bureaucrates, etc.), comment la pression populaire continue-t-elle de s'exercer ?

Sur le plan politique, il est important de rappeler les conquêtes et les limites de la mobilisation populaire dont les épisodes centraux ont été les deux occupations de la Kasbah, siège du Premier ministre et de quelques-unes des plus importantes institutions de l'État, entre le 23 et le 28 janvier et entre le 20 février et le 4 mars. La première occupation a permis le renversement du gouvernement de transition et des vingt-quatre gouverneurs provinciaux, mais elle a été dispersée violemment, faisant plusieurs morts, dans une opération obscure ordonnée dans les coulisses sans l'intervention du ministre de l'Intérieur, fraîchement nommé. La seconde, bien mieux organisée et appuyée par l'immense manifestation du 24 février, a permis l'obtention de plusieurs des revendications centrales du mouvement révolutionnaire : la démission de Mohamed Ghannouchi, Premier ministre directement lié au régime antérieur, la suspension de la Constitution et des pseudo-chambres benaliennes, la dissolution du RCD et de la police politique et, plus important, la convocation d'élections pour une Assemblée constituante. Le nouveau gouvernement en fonction, dirigé par un homme politique octogénaire de l'époque de Bourguiba, Beji Caid Essebsi, devait s'occuper de constituer la commission chargée d'élaborer la nouvelle loi électorale. Et c'est là que s'expriment clairement les limites imposées par un gouvernement qui, depuis le début, a refusé, au nom de la stabilité, de rompre définitivement et clairement avec le passé, invoquant la révolution d'un côté et entretenant la stratégie de la tension de l'autre. La Kasbah avait demandé que soit reconnu comme instance légitime de co-gouvernement le Conseil national pour la protection de la révolution, institution au spectre très large composée de la société civile, d'organisations des droits de l'homme et de toutes les forces politiques éminentes, notamment l'UGTT et le parti islamiste Nahda. Au lieu de cela, Caid Essebsi a chargé une commission, dirigée par le juriste Yadh ben Achour et formée de soixante et onze personnalités pointées du doigt et souvent liées à la dictature, d'élaborer la nouvelle loi électorale. Une fois de plus, la pression populaire s'est mise en branle, obte-

nant une nouvelle victoire partielle : l'Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, la transition politique et la démocratie a doublé le nombre de ses membres, donnant une légitimité - sans pour autant reconnaître son existence officielle - aux représentants du Conseil national pour la protection de la révolution. La nouvelle commission élargie, après des délibérations longues et tendues, a approuvé le lundi 11 avril la nouvelle loi électorale, dont les articles 15 et 16, cristallisation des impulsions les plus rupturistes, ont immédiatement réveillé polémiques et résistances, y compris de la part du Premier ministre. Le premier établit une complète parité des genres dans les listes, qui devront inclure 50 % de femmes. Le second exclut du jeu électoral tous ceux qui ont occupé des postes de responsabilité dans l'administration de Ben Ali durant les vingt-trois dernières années.

Sur le plan social, la fracture de classes, éclipsée par la chaleur révolutionnaire, réapparaît avec toute sa vigueur ; et avec elle les causes du mal-être socio-économique qu'a entraîné la révolution dans les zones les plus défavorisées du pays. Le chômage, aggravé par la chute du tourisme, la fermeture des entreprises étrangères et le retour des émigrés de Libye, trouve encore moins de solution sous le joug permanent de l'économie de marché, ce qui alimente une frustration active, doublée par la conscience du pouvoir populaire récemment conquise. Des centaines de grèves sectorielles, de manifestations et de rassemblements agitent quotidiennement les régions alors que les classes commerçantes et bourgeoises, surtout dans la capitale, une fois leur demande de liberté politique satisfaite, en appellent à la restauration de l'ordre et de la stabilité. La friction est déjà manifeste et le gouvernement l'utilise pour invoquer le fantôme de la *fitna* (guerre civile) et de l'islam fanatique et rétablir discrètement la répression policière et la censure, augmentant ainsi la pression contre-révolutionnaire sur les forces populaires.

**Que sont les comités de protection de la révolution ? Quel est leur poids ?**

Les comités de protection de la révolution sont issus des comités de défense autogérés qui se formèrent durant les premiers jours de la révolution, après la fuite de Ben Ali, pour protéger les quartiers et les villages des milices. En lien avec l'armée, ces comités, dans lesquels

les jeunes se sont beaucoup impliqués, ont démontré une énorme efficacité non seulement défensive mais aussi constructive, en termes d'auto-organisation, dans des zones où la police, les fonctionnaires du parti et les dirigeants municipaux avaient disparu. Une fois le danger passé, certains de ces comités se sont constitués en structures stables, pour combler le vide du pouvoir ou comme contre-pouvoir vigilant avec lequel les nouveaux responsables devaient négocier. C'est de là, par exemple, que les nouvelles listes de responsables municipaux dans les mairies provisoires devaient être établies. Mais, en réalité, leur poids est faible et on a l'impression qu'ils sont en train de perdre la partie. Plusieurs de ces comités ont dénoncé de fait les accords non respectés et le retour aux vieilles pratiques de nominations directes et obscures ; d'autres sont infiltrés et dominés - aux dires de certains de leurs membres - par le très puissant Ennahda, parti islamiste de Rached Ghannouchi. Quoi qu'il en soit, ils ne sont pas encore morts, et la volonté de lutte, surtout dans les régions, se manifeste aussi par la création de nouveaux comités.

**Quels sont les risques de récupération de la part des partis d'opposition : partis libéraux, partis de « gauche » ou partis « islamistes » tentés par les logiques sectaires de prise de pouvoir ?**

Ils sont énormes. D'une certaine façon, la logique électorale s'est déjà imposée sur la mobilisation populaire. En ce moment, la lutte politique est surtout centrée autour de la date des élections, que les partis les moins préparés et moins bien financés veulent bien sûr repousser. Le Parti démocrate progressiste (PDP) de Néjib Chebbi, centriste et libéral, et l'islamiste Ennahda ont quelques longueurs d'avance dans cette course alors que les partis de gauche, une fois le Front du 14 janvier dissous, établissent des alliances électorales qui tendent surtout à freiner le « danger islamiste », alors que, à mon avis, c'est un problème secondaire ou inexistant en ce moment en Tunisie. Ce qui est beaucoup plus préoccupant, c'est l'activité diplomatique et économique, mais aussi répressive, du gouvernement provisoire qui ne possède pas de légitimité ni de compétences pour arriver à des accords internationaux et décider des lignes directrices de la politique économique. ■



# 36 ANS D'AUTOGESTION

## LA LIBRAIRIE DU BOULEVARD À GENÈVE

1. Équivalent suisse du prix unique du livre.

DANS LA VILLE DES BANQUES et des organisations internationales du bout du lac Léman, on trouve –heureusement– encore des modes de vie alternatifs. L'un d'entre eux est proposé par la librairie du Boulevard, qui fonctionne depuis plus de trente-cinq ans en autogestion et offre dans ses rayons non seulement les best-sellers, mais surtout des œuvres engagées et des petits éditeurs. Elle est aujourd'hui une des plus grandes librairies indépendantes de la Suisse romande. Preuve qu'elle a trouvé un mode de fonctionnement durable! En 1973, le petit kiosque à journaux du boulevard Georges-Favon va fermer ses persiennes. Un petit groupe de personnes passionnées de littérature voit là l'occasion de concrétiser une envie commune: créer un lieu de rencontres où seraient proposés livres et revues mal diffusés en Suisse. Ils font appel à des coopérateurs et rassemblent l'argent nécessaire au démarrage de cette «aventure». Grâce à ce petit budget, ajouté aux différents savoir-faire de chaque utopiste volontaire désirant pousser ses rêves dans la réalité quotidienne, le kiosque du Boulevard ouvre ses portes en février 1975. Trois personnes y travaillent alors à temps partiel: diffusion de petites maisons d'édition et recherche d'éditeurs spécialisés vont se développer progressivement, grâce à l'intelligence d'un militantisme discret et à l'idéalisme d'une politique du livre qui permette à chacun l'accès à des ouvrages qui font réfléchir.

En 1981, le kiosque est devenu trop exigü et il va grandir sous le nom de la librairie du Boulevard. Plusieurs années de mues successives permettront finalement l'installation

en 1999 dans une arcade spacieuse, rue de Carouge. Aujourd'hui, les sept personnes qui constituent l'équipe des libraires du Boulevard –cinq femmes et deux hommes travaillant tous à temps partiel– gèrent un stock de plus de vingt mille titres.

La librairie du Boulevard est une société coopérative fonctionnant en autogestion, c'est-à-dire que «tout le monde fait tout». Cela va des travaux inhérents à une librairie (comptabilité, commandes, gestion du stock) à la réalisation des vitrines, l'organisation d'animations au sein des locaux et en dehors, la participation aux organisations liées au marché du livre et la formation d'apprentis: tout le monde met la main «à la page». Les décisions sont prises collectivement: le «collectif», les sept employé-e-s, se réunit une fois par semaine pour discuter et délibérer des choix et problèmes –cela va des problèmes techniques banals aux décisions concernant les publicités ou aux discussions sur les salaires (hausse et baisse)– et des grandes discussions de fond tant sur la politique que sur le fonctionnement. Les employé-e-s ont le même statut, le même salaire et les mêmes responsabilités, peu importe l'ancienneté des membres.

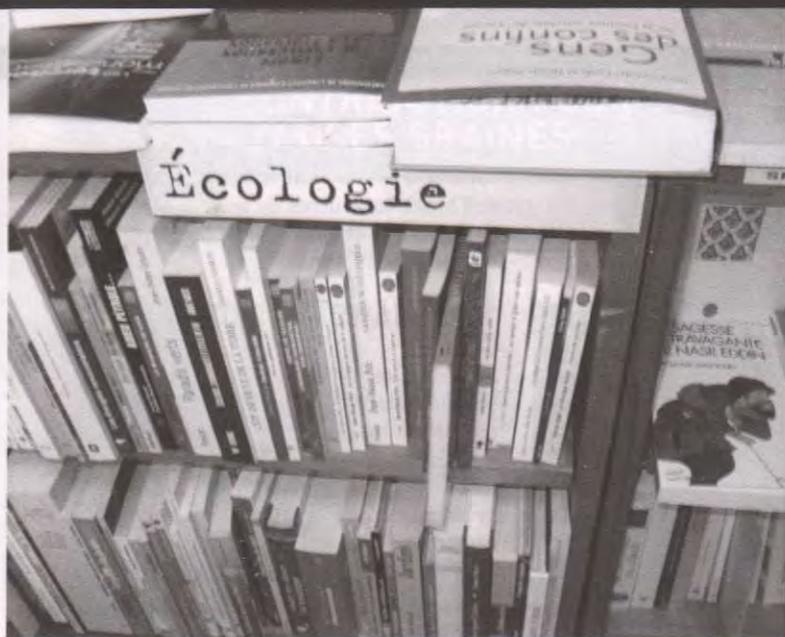
La diversité des caractères, et parfois des envies personnelles, donne aux projets une vivacité porteuse d'innovations.

Avec l'agrandissement sont venues la professionnalisation et ses contraintes: informatique, gestion des investissements (dans la librairie, évidemment), divers partenariats et surtout l'implication forte dans les associations du milieu du livre en Suisse (notamment le dossier du prix réglementé)... autant de situations qu'il a fallu appréhender, apprivoiser, maîtriser pour avoir le plaisir de partager et de continuer d'offrir une littérature qui vous transporte en véhiculant des idées.

Tout le monde y trouve son compte, esprits curieux, amoureux d'écrits de qualité, personnes aux convictions engagées, accros de l'inédit, intellectuels exigeants, chaque rayon peut satisfaire vos préférences littéraires et vous permettre de lire «auteurement».

Enthousiasme et passion sont de mise pour créer ce lieu de rencontres unique avec des livres moins connus, peu médiatisés, à thèmes spécifiques. La préférence pour les sciences humaines est manifeste, mais les années ont vu apparaître d'autres rayons, peut-être moins politisés mais toujours aussi critiques sur le choix et la qualité des livres. Même si l'équilibre des comptes relève parfois d'un exercice de funambule, comme dans toute librairie, on continue à bien mener son chemin dans ce lieu où l'on ne vend pas les livres au poids, mais où les livres ont du poids. Alain





## Gérer nos flux!

### La distribution de la presse alternative

«**BLOQUER LES FLUX**» était le mot d'ordre du mouvement des retraites en 2010. Entre la production de richesses (l'usine, la fabrique, le champ, etc.) et la vente (les supermarchés, les boutiques, les producteurs-trices, etc.), la distribution fait le lien entre le producteur et le consommateur. Il y a 150 ans la production était au cœur du système, aujourd'hui ce sont la gestion des flux qui semble centrale. En France, six centrales d'achat permettent à quatre cent mille paysans avec 60 millions de consommateurs de se rencontrer! (cf., *Offensive* n° 17, «Un commerce sans capitalisme», 2008).

La diffusion d'idées subversives, au travers de revues et de livres, n'échappe pas à ce mécanisme. Après 1945, il avait été arraché à l'État quelques règles qui favorisait la diffusion de toutes les idées (tarifs postaux, accès aux kiosques, etc.). Ces conquêtes sont grignotées depuis, comme tant d'autres choses. Ainsi, ces derniers mois, la diffusion en kiosque de journaux engagés a connu quelques difficultés traduites par une hausse des prix (*Alternative libertaire*, *Le Monde libertaire*), voire un arrêt définitif de cette diffusion (*Courant alternatif*)...

Or, l'enjeu est de taille. *Offensive* continue à être présent dans un réseau possédé par un marchand d'armes (Lagardère). Nous acceptons cette situation car elle permet d'être présent dans plus de deux mille kiosques contre une cinquantaine de librairies sans ce réseau, permettant de découvrir de nouveaux lecteurs, d'établir de nouveaux contacts... Malheureusement, la diffusion alternative des revues n'atteint pas ce niveau et s'ouvre à un public militant ou convaincu, dit-on parfois. Finalement, le travail avec les lieux alternatifs (grâce à notre diffuseur actuel, Court-circuit) n'est pas en contradiction avec le développement d'autres points de vente.

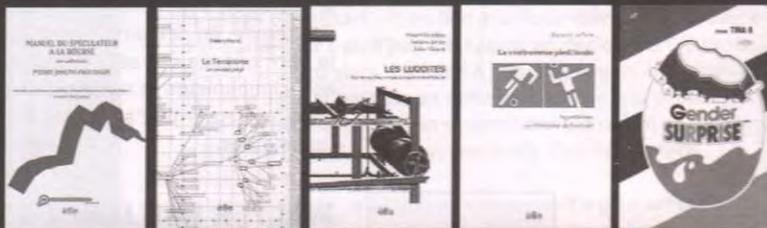
Les revues militantes à l'image d'*Offensive* arrivent souvent à travailler avec des librairies ou des imprimeurs alternatifs... mais la diffusion reste soumise au réseau classique (La Poste, le transport ou la distribution). La difficulté de nombre de revues à se diffuser, la dépendance de journaux engagés aux structures libérales doit pourtant nous inviter à développer cette autonomie alors que, depuis quelques années, de nombreuses alternatives s'inventent dans un tas de domaines. Mais, trop souvent, on ne s'interroge que sur le contenu ou la forme de nos revues, laissant de côté la rencontre avec le lecteur. Alors que trouver des lecteurs et lectrices, créer du débat, de l'échange, s'adresser à un public large est un enjeu largement révolutionnaire par les temps qui courent! **G.**

## Un éditeur indépendant

En collaboration avec la librairie Quilombo.  
[www.librairie-quilombo.org](http://www.librairie-quilombo.org)

## ÉDITIONS È®E

FONDÉE EN 2004 par Éric Arlix, l'association è®e part du constat qu'il n'existe «en France quasiment aucun catalogue généraliste et critique indépendant». «C'est la jungle du commerce, explique-t-il, il ne faut pas se planter sur les projets. Sans subventions certains livres ne sont plus possibles (découverte en littérature, traductions). Il faut des livres aux "positionnements clairs et précis" sinon la majorité des libraires ne suivent pas. Bien qu'ils s'en défendent, la presse et la majorité des librairies ne soutiennent pas les petits éditeurs indépendants, il faut se battre pour chaque article, pour chaque mise en place.» Devenue SARL en 2006, è®e n'emploie personne, sauf un collaborateur régulier (Jean Perrier)



qui est rémunéré en droits d'auteur. Des traducteurs externes confirmés viennent renforcer l'équipe quand cela est nécessaire, mais les tâches courantes comme la maquette ou les services de presse sont réalisées en interne. Sciences sociales et fiction, deux collections voient leur direction attribuée à des personnes spécialisées. Pour la collection Chercheurs d'ère : Vincent Bourdeau, Julien Vincent, François Jarrige; pour la collection Littérature étrangère : Émilie Notéris. Éric Arlix et Jean Perrier assument le choix des titres restants (collections «Essai», «Littérature», revue «TINA» [There is no alternative]), soit au total quarante livres en sept ans avec des tirages moyens de mille à deux mille cinq cents exemplaires. Tout ça sans bureaux spécifiques... avec la diffusion assurée par les Belles Lettres parce que c'est «la structure la mieux adaptée à notre projet» et parce que l'équipe y est «sympa et compétente».

Exemples de titres : *La Force de l'Empire* de Kenneth Pomeranz (à propos de l'impérialisme de la révolution industrielle), *Les Luddites*, de Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent, ou encore *La Controverse pied/main* de Xavier de La Porte (sur les origines du foot) sont les titres qui se sont le plus vendus. Un titre est passé quasiment inaperçu dans les milieux militants, de manière assez mystérieuse au vu du nom de l'auteur : *Manuel du spéculateur à la Bourse*, de Pierre-Joseph Proudhon. Viennent de paraître *Le Terrorisme. Un concept piégé*, de Frédéric Neyrat, et *Petrocratie. La démocratie à l'âge du carbone*, de Timothy Mitchell...

Sous l'apparence bien modeste de petite structure qui tient la route vaille que vaille, è®e propose des titres pointus comme autant de pistes de réflexion dans le marasme d'une époque affligeante.

### Éditions è®e

60 rue Édouard-Vaillant

94140 Alfortville

Tél. : 09 50 44 27 35

Fax : 09 55 44 27 35

<http://www.editions-ere.net>

[contact@editions-ere.net](mailto:contact@editions-ere.net)

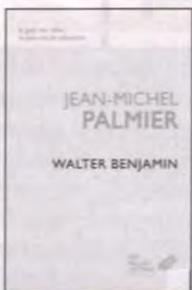
## NOUVEAUTÉS



William Morris  
Le Passager clandestin  
2010  
96 p.

### COMMENT NOUS POURRIONS VIVRE

DANS CETTE CONFÉRENCE de 1884, l'architecte, écrivain et socialiste anglais William Morris (1834-1896) dénonce un système social fondé sur « un état de guerre perpétuel ». Il pointe les méfaits récurrents d'un capitalisme arrogant et débridé et lui oppose le socialisme comme association des travailleurs qui mettra fin à la spéculation et au gaspillage et permettra à chacun « un travail régulier » et « un loisir abondant ». Morris insiste sur les méfaits de la société capitaliste sur l'environnement et le cadre de vie et aborde l'utilisation des machines qui « doivent nous servir » au lieu « d'être nos maîtresses ». Plus qu'un précurseur de la décroissance, comme le suggère le préfacier, Morris démontre dans son œuvre, en des termes très actuels, la permanence des aspirations associationnistes et communautaires dans le mouvement socialiste depuis les origines.



Jean-Michel Palmier  
Les Belles Lettres  
2010  
526 p.

### WALTER BENJAMIN

CET OUVRAGE reprend la partie biographique de l'énorme livre Walter Benjamin. *Le chiffonnier, l'Ange et le Petit Bossu* (2006) et constitue à la fois une savante, mais accessible, biographie intellectuelle d'un auteur difficile. C'est aussi une remarquable présentation du contexte dans lequel se déploya la pensée de Benjamin, des influences et des interactions qu'elle connut au contact de penseurs tels que Ernst Bloch, Bertolt Brecht, Martin Buber, Georg Lukács, Gerhard Scholem, les philosophes de l'école de Francfort, etc. Elle cherche « à éclairer la complexité de son itinéraire théorique, philosophique et politique, à explorer les correspondances complexes qui unissent souterrainement les différents objets



Éditions CNT  
2010  
142 p.

de sa réflexion », proposant un chemin privilégié vers un auteur dont l'exigence constante fut de « sauver les choses de l'oubli, les œuvres de leur mortification et l'expérience humaine de leur dévastation ».

### 1910. NAISSANCE DE LA CNT

ALORS QUE les milieux anarchistes font souvent référence à la CNT espagnole, on connaît mal l'origine, l'histoire et les conditions de la naissance de la célèbre organisation anarcho-syndicaliste... Ce petit livre, remarquablement édité, vient combler une lacune en présentant la première traduction française du compte-rendu du congrès de constitution de ce syndicat (Barcelone, les 30 octobre et 1er novembre 1910), permettant d'en restituer les débats et les acteurs. Les délégués ouvriers catalans de Solidaridad Obrera y décidèrent la naissance d'une nouvelle confédération nationale basée sur le principe de l'action directe, très proche de la CGT française de l'époque. Précédé d'un substantiel avant-propos de Miguel Chueca qui revient sur les origines lointaines et le contexte immédiat de ce congrès, ce livre permet de mieux connaître l'histoire du syndicalisme révolutionnaire des premières années du XX<sup>e</sup> siècle.



Lewis Mumford  
Agone  
« Mémoires sociales »  
944 p.

### LA CITÉ À TRAVERS L'HISTOIRE

DANS CE CLASSIQUE, Lewis Mumford (1895-1990) interroge l'inscription de l'homme dans son milieu depuis les origines de la cité. En dix-huit chapitres augmentés de cahiers photographiques et d'une imposante bibliographie, il pose dans une langue claire la question de la nature de la ville, les raisons de son apparition et les différentes phases de son développement. À la lumière de l'expérience historique, il veut en effet éclairer l'alternative à laquelle nous sommes confrontés. Il s'agit de nous diriger vers une cité soucieuse d'équilibre écologique et de coopération sociale entre ses habitants, ou de subir l'« immense ruche urbaine ». Celle-ci est engendrée par la conjonction du développement capitaliste avec la mégamachine – une organisation sociale hiérarchisée et totalitaire – qui détruit l'environnement et dépossède le plus grand nombre de toute autonomie dans sa vie quotidienne.

## REVUE

### ARTICLE 11

Bimestriel - 32 p. - 2,50 euros  
JOURNAL PAPIER bimestriel dont le premier numéro est paru en novembre 2010,

ARTICLE 11 EST PRÉSENT sur Internet depuis trois ans. Pour lancer leur projet de revue, ses membres ont voulu partager leurs questionnements et aller à la rencontre d'autres spécimens de la « presse alternative » – vous pouvez d'ailleurs lire un entretien avec des membres d'Offensive dans la rubrique « Vers le papier ? » de leur site. Au fur et à mesure des mois, les choix affinitaires, techniques, graphiques se sont précisés, sachant que « tout est politique ». Une chose est sûre, il ne s'agit pas de mettre sur papier ce qui a été mis en ligne. Pourtant, leur site de critique social

est très riche en entretiens, analyses, rencontres... Avec la parution du journal, ils ont d'ailleurs dû revoir à la baisse la seule obligation qu'ils s'étaient donnée pour Internet : un billet par jour. Donner la priorité au papier n'est pas pour nous déplaire ! La combinaison contraintes économiques/exigences graphiques et éditoriales fonctionne bien (sauf quand le côté objet graphique prend le pas sur le contenu) puisqu'au moment où paraît cet encadré le n°6 devrait être disponible en kiosque, dans certaines librairies et par abonnement avec ses rubriques, ses chroniqueurs et chroniqueuses habituel-le-s, ses surprises, ses enquêtes et analyses, son éclectisme réussi.  
Article 11 - 3, allée Gambetta - 92110 Clichy  
[www.article11.info](http://www.article11.info)



Collectif  
sous la direction de  
V. Gérard  
éditions Rue d'Ulm  
2011  
144 p.

## SIMONE WEIL LECTURES POLITIQUES

**DE LA DÉCOUVERTE** de la condition ouvrière en usine à l'engagement dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale en passant par son compagnonnage avec les anarchistes durant la guerre d'Espagne, chaque moment politique de la vie de Simone Weil a aussi été un moment philosophique. Chez elle, les idées ne se distinguaient pas de leur mise en pratique, et la pratique politique questionnait constamment la théorie morale et philosophique. Cet ouvrage (au sein duquel on retiendra notamment les belles contributions de Martine Leibovici et Valérie Gérard) fait le point sur les expériences politiques de Simone Weil en montrant leur entrelacement avec les grandes problématiques de son œuvre : critique des partis et refus obstiné de la révolution comme prise du pouvoir, critique de l'organisation du travail industriel (où la domination est directement inscrite dans des structures techniques), et bien sûr question du retournement entre fins et moyens dans l'action politique.



Rafael Uzcátegui  
Spartacus  
2011  
272 p.

## VENEZUELA : RÉVOLUTION OU SPECTACLE ?

**CET OUVRAGE** montre que s'il est erroné de voir en Hugo Chavez un dictateur instaurant le communisme de manière autoritaire au Venezuela, le processus bolivarien n'est pas non plus une alternative au capitalisme mondialisé. Militant libertaire vénézuélien, l'auteur décrit comment, derrière le spectacle de la « révolution », le Venezuela s'intègre parfaitement à l'économie de marché. En particulier grâce à l'exploitation et à l'exportation des hydrocarbures, à travers des partenariats public-privé ou des entreprises mixtes créées à l'aide de capitaux étrangers. Les effets d'annonce du caudillo et la création par en haut de structures dites « de base », aussitôt délaissées, ne conduisent pas à des améliorations durables, comme en témoignent la hausse de la criminalité, les difficultés d'accès aux soins ou la persistance des conflits au travail. Resituant l'arrivée au pouvoir de Chavez dans l'histoire mouvementée du Venezuela, l'auteur conclut en analysant les défis auxquels sont confrontés aujourd'hui les mouvements sociaux.

## INCONTOURNABLE



## LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

Guy DEBORD • Gallimard/Folio • 1996 (1<sup>ère</sup> éd. 1967) • 208 p.

SOUVENT ÉVOQUÉ (et pas toujours à bon escient), mais rarement lu, ce livre a été l'un des ouvrages emblématiques du mouvement situationniste à la veille de mai 68.

Jugé difficile par beaucoup, il s'éclaire si l'on comprend que le concept de spectacle englobe toutes les rapports sociaux basés sur la contemplation passive d'une représentation, cette passivité étant compensée par une identification psychologique du spectateur à ce qu'il regarde.

Dans la société actuelle, le spectacle désigne donc aussi bien les médias et la culture de masse que la démocratie parlementaire, les partis politiques ou le culte de la personnalité – sans compter ces armes du capitalisme avancé que sont la publicité, l'organisation des loisirs ou l'aménagement du territoire. Pour Debord, il est donc nécessaire de travailler à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire d'un nouveau type, qui saura se battre sur tous ces fronts. Une proposition que mettront en pratique nombre de protagonistes des années 1970, et qui est toujours valable aujourd'hui.

## LIVRE JEUNESSE

### LES NOUVELLES AVENTURES DE JOHA EN MÉDITERRANÉE

Auteur-e-s/Illustrateurs-trices : Catherine Gendrin et des enfants de Marseille, Oran, Catania et Agadir  
Éd. POC et Le Petit Lecteur  
À partir de 10 ans

**JOHA EST UN HÉROS** populaire, espiègle et impertinent que l'on retrouve sous différents noms dans plein de cultures du pourtour méditerranéen. Il symbolise les histoires et traditions croisées de ces différents pays. Ce livre de contes, rédigé en trois

langues (français, arabe et italien), a été écrit à partir d'histoires inventées par des enfants d'Agadir, d'Oran, de Marseille et de Catania. Depuis septembre 2009, ils ont suivi les aventures de Joha, accompagné-e-s par quatre conteurs-euses et leurs enseignant-e-s. Ils se sont alors approprié ce personnage ancré dans leur tradition orale. Une trame commune a relié toutes ces histoires pour aboutir à ce livre où nous découvrons les héritiers de Joha. Dans de multiples aventures, ils tournent en dérision l'arrogance, l'orgueil et la bêtise humaine, montrant que les haïnes ne servent que les puissants.





Collectif  
sous la direction de  
V. Gérard  
éditions Rue d'Ulm  
2011  
144 p.

## SIMONE WEIL LECTURES POLITIQUES

**DE LA DÉCOUVERTE** de la condition ouvrière en usine à l'engagement dans la Résistance pendant la Seconde Guerre mondiale en passant par son compagnonnage avec les anarchistes durant la guerre d'Espagne, chaque moment politique de la vie de Simone Weil a aussi été un moment philosophique. Chez elle, les idées ne se distinguaient pas de leur mise en pratique, et la pratique politique questionnait constamment la théorie morale et philosophique. Cet ouvrage (au sein duquel on retiendra notamment les belles contributions de Martine Leibovici et Valérie Gérard) fait le point sur les expériences politiques de Simone Weil en montrant leur entrelacement avec les grandes problématiques de son œuvre : critique des partis et refus obstiné de la révolution comme prise du pouvoir, critique de l'organisation du travail industriel (où la domination est directement inscrite dans des structures techniques), et bien sûr question du retournement entre fins et moyens dans l'action politique.



Rafael Uzcátegui  
Spartacus  
2011  
272 p.

## VENEZUELA : RÉVOLUTION OU SPECTACLE ?

**CET OUVRAGE** montre que s'il est erroné de voir en Hugo Chavez un dictateur instaurant le communisme de manière autoritaire au Venezuela, le processus bolivarien n'est pas non plus une alternative au capitalisme mondialisé. Militant libertaire vénézuélien, l'auteur décrit comment, derrière le spectacle de la « révolution », le Venezuela s'intègre parfaitement à l'économie de marché. En particulier grâce à l'exploitation et à l'exportation des hydrocarbures, à travers des partenariats public-privé ou des entreprises mixtes créées à l'aide de capitaux étrangers. Les effets d'annonce du caudillo et la création par en haut de structures dites « de base », aussitôt délaissées, ne conduisent pas à des améliorations durables, comme en témoignent la hausse de la criminalité, les difficultés d'accès aux soins ou la persistance des conflits au travail. Resituant l'arrivée au pouvoir de Chavez dans l'histoire mouvementée du Venezuela, l'auteur conclut en analysant les défis auxquels sont confrontés aujourd'hui les mouvements sociaux.

## INCONTOURNABLE



## LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

Guy DEBORD • Gallimard/Folio • 1996 (1<sup>ère</sup> éd. 1967) • 208 p.

SOUVENT ÉVOQUÉ (et pas toujours à bon escient), mais rarement lu, ce livre a été l'un des ouvrages emblématiques du mouvement situationniste à la veille de mai 68.

Jugé difficile par beaucoup, il s'éclaire si l'on comprend que le concept de spectacle englobe toutes les rapports sociaux basés sur la contemplation passive d'une représentation, cette passivité étant compensée par une identification psychologique du spectateur à ce qu'il regarde.

Dans la société actuelle, le spectacle désigne donc aussi bien les médias et la culture de masse que la démocratie parlementaire, les partis politiques ou le culte de la personnalité – sans compter ces armes du capitalisme avancé que sont la publicité, l'organisation des loisirs ou l'aménagement du territoire. Pour Debord, il est donc nécessaire de travailler à l'émergence d'un mouvement révolutionnaire d'un nouveau type, qui saura se battre sur tous ces fronts. Une proposition que mettront en pratique nombre de protagonistes des années 1970, et qui est toujours valable aujourd'hui.

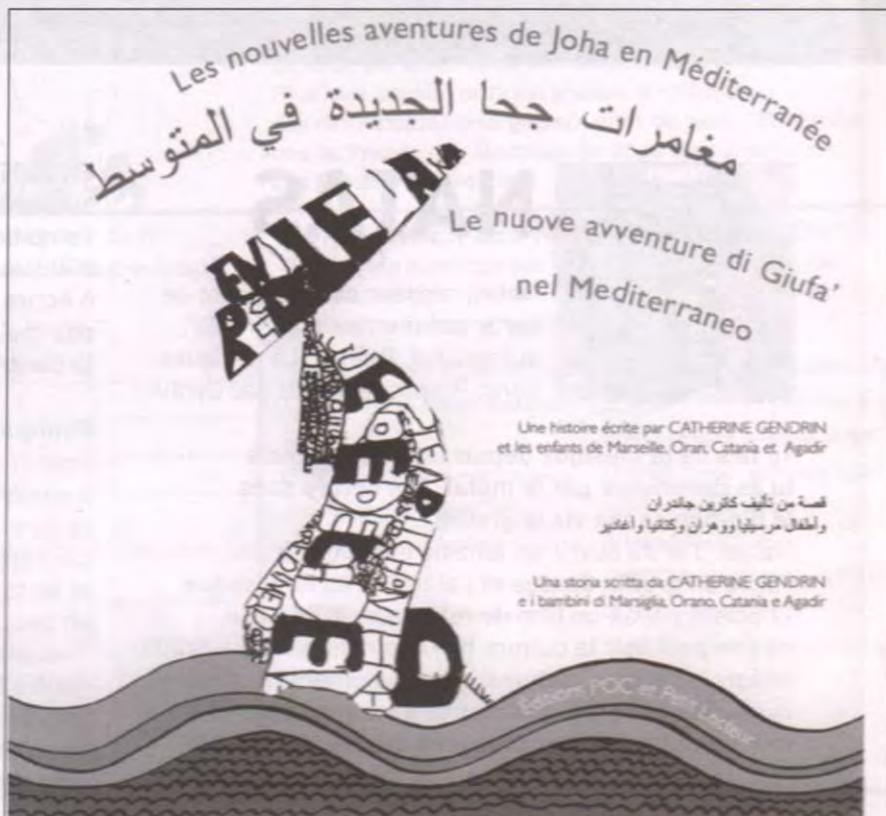
## LIVRE JEUNESSE

### LES NOUVELLES AVENTURES DE JOHA EN MÉDITERRANÉE

Auteur-e-s/Illustrateurs-trices : Catherine Gendrin et des enfants de Marseille, Oran, Catania et Agadir  
Éd. POC et Le Petit Lecteur  
À partir de 10 ans

**JOHA EST UN HÉROS** populaire, espiègle et impertinent que l'on retrouve sous différents noms dans plein de cultures du pourtour méditerranéen. Il symbolise les histoires et traditions croisées de ces différents pays. Ce livre de contes, rédigé en trois

langues (français, arabe et italien), a été écrit à partir d'histoires inventées par des enfants d'Agadir, d'Oran, de Marseille et de Catania. Depuis septembre 2009, ils ont suivi les aventures de Joha, accompagné-e-s par quatre conteurs-euses et leurs enseignant-e-s. Ils se sont alors approprié ce personnage ancré dans leur tradition orale. Une trame commune a relié toutes ces histoires pour aboutir à ce livre où nous découvrons les héritiers de Joha. Dans de multiples aventures, ils tournent en dérision l'arrogance, l'orgueil et la bêtise humaine, montrant que les haines ne servent que les puissants.





# MUSIQUE RADICALE DE GASCOGNE

LE RÉPERTOIRE TRADITIONNEL, qu'il soit de Gasconnie ou d'ailleurs, est souvent perçu comme une survivance du passé. Il est heureusement des groupes qui font vivre la tradition en la tiraillant de tous côtés, c'est le cas de Família Artús. Família pour famille, mais pas dans le sens usuel du terme, ses membres étant avant tout des amis. Une famille à taille variable puisque, depuis le début de l'aventure, en 2001, les membres fluctuent autour d'un noyau dur. Artús pour « article dus », en référence à l'article 2 de la Constitution française, qui affirme que « la langue de la République est le français ». Le ton est donné par ces musiciens qui considèrent que « l'expression d'une culture minorisée ne peut être modérée ».

Vouloir faire rentrer ce groupe dans une case serait plus qu'hasardeux, sa musique étant en perpétuel mouvement, à la recherche d'un équilibre entre tradition et modernité. Fusion de morceaux du répertoire gascon et des musiques amplifiées, notamment le rock

indépendant et les musiques électroniques, c'est une musique ancrée sur un territoire mais aussi étrangement universelle. Nul besoin de connaître le répertoire ou les danses gasconnes pour succomber à cette tornade musicale qui nous emporte loin de l'uniformisation culturelle triomphante. Les sept membres du groupe (cinq musiciens et deux techniciens) le définissent comme un laboratoire d'expérimentation, « une sorte d'application musicale de la recherche d'identité ». Les trois albums de Família Artús invitent à un cheminement vers une musique de plus en plus puissante, tribale et tripale, où se mêle compositions et thèmes traditionnels. Le premier album, *Omi* (« homme », 2003), offre une musique électro-traditionnelle qui invite à la danse, voire à la transe, tant les instruments et les voix de Toton, alias Mateu Baudoin, et Mamair, alias Lionel Dubertrand, nous entraînent inlassablement dans la ronde. Le deuxième, *Òrb* (« aveugle », 2007), invite à une danse plus endiablée. C'est un

album résolument rock et en même temps plus tribal, dans lequel la basse et les percussions prennent une large part. Le troisième et le plus inclassable des albums de Família Artús, *Drac* (« dragon », 2010), propose une balade sauvagement poétique aux sonorités parfois industrielles. Loin des sentiers battus de la musique traditionnelle, il nous entraîne toujours plus loin avec une énergie incroyable et un tempérament de feu. Família Artús a été conçu comme un groupe de spectacle. Certains membres du groupe ont voulu revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire faire danser jeunes, vieilles et vieux dans les fêtes et les bals. C'est ainsi que Mossur Artús est né, formation acoustique s'appuyant sur le répertoire du Béarn et des Landes, tout en gardant l'esprit rock et le son propre à família Artús. Si vous avez l'occasion d'aller taper du pied sur l'un ou l'autre, ne les manquez surtout pas ! **Albertine**

Site Internet : [familha.artus.free.fr/](http://familha.artus.free.fr/)



## NATAS

Natas, rappeur parisien, vient de sortir son premier album solo<sup>1</sup>, autoproduit. Il répond à nos questions. Propos recueillis par Cyrille.

**Tu fais de la musique depuis longtemps, mais tu as commencé par le métal. Ton entrée dans le hip-hop se fait via le graffiti...**

Natas : J'ai dû ouvrir un fanzine en noir et blanc, j'ai vu un graffiti dessus et j'ai trouvé ça fantastique. Et puis il y avait un film de référence, *Wild Style*, où l'on peut voir la culture hip-hop naissante. Le graffiti intégrait d'autres cultures, principalement la culture punk. Dès 1994, j'ai commencé à faire mes premiers murs tout en écrivant pour mon groupe de métal. Vers 1996, j'ai commencé le rap, du coup c'était la rencontre de l'écriture et du graff.

**En 2005, tu intègres le groupe Synaps avec Cerna ?**

Natas : Avant Synaps, j'écrivais déjà des textes et j'avais déjà l'ambition de savoir rapper. Mais j'étais jeune et plein d'illusions. Cerna m'a appris à avoir une oreille carrée, à écrire dans les mesures, il m'a aussi fait découvrir pas mal de groupes dont *la Rumeur* ou le collectif *la ContreFaçon*, dont il faisait partie.

**Pourquoi ton premier album s'intitule-t-il Danse Macabre ?**

Natas : J'aimais bien le paradoxe de ce titre. La danse renvoie à quelque chose de joyeux. On trouve un certain humour dans ce titre. Dans la recherche du titre, je voulais trouver un sens par rapport à notre époque du Sarkozysme, du libéralisme et de tous les « ismes ». Même si le côté religion m'emmerdait un peu... Il y a une signification : à l'origine, les danses macabres étaient des fresques dans les églises pour nous mettre face à nos vanités, nous rappeler que nous sommes tous égaux devant la mort. À notre époque, faire ressortir les morts est, je pense, une idée intéressante. Notre époque est celle de la culture télévisuelle, où l'on se fait manipuler et où l'on oublie.

1. Danse Macabre Believe CD 17 titres, 2011

RETOUR SUR...

## CHEIKH IMAM

NÉ LE 12 JUILLET 1918, le chanteur-auteur-compositeur Cheikh Imam grandit dans une famille pauvre de Gizeh (Égypte). Faut d'accès aux soins, il perd la vue à l'âge d'un an. Il doit son appellation de «cheikh» (un titre de respectabilité musulman) aux études coraniques qu'il a suivies au Caire. Mais une fois ses études terminées, il tourne le dos à la religion et s'intéresse à la chanson populaire égyptienne plutôt qu'aux récitation du Coran ; il apprend à jouer du oud pour accompagner ses propres chants. En 1962, il rencontre le poète Ahmed Fouad Najm avec lequel il entame une longue amitié qui les conduira à partager la prison à partir de 1967 et pour de longues années pour avoir dénoncé avec virulence le comportement des dirigeants arabes et des présidents égyptiens. Interdit de concert en Égypte, il joue dans le cadre de réunions privées pour ses amis. La majorité de ses enregistrements sont réalisés sans aucun moyen, avec un simple magnétophone. Les cassettes sont dupliées et se transmettent sous le manteau. Écrites dans un langage populaire, en dialecte égyptien, ses chansons se propagent dans tout le monde arabe. Au Maroc, la jeunesse des quartiers populaires s'identifie à ses chansons et affirme : «il parle quasiment comme nous, il dit ce que nous pensons». Elles y renforcent le sentiment anti-monarchique. Cheikh Imam chanta la Palestine et les défaitismes des zaïms : les dirigeants arabes, tous pays confondus. Cet homme (décédé en 1995) qui fit des poèmes d'Ahmed Fouad Najm l'étendard de la contestation au sein des mouvements de gauche du Machrek et du Maghreb longtemps réprimés trouve aujourd'hui sa revanche. Place Tahrir, à la Kasbah de Tunis, Place de la Perle (Bahreïn), au Yémen, à Alger, en Syrie, partout, les peuples redécouvrent le sens de la liberté et de la dignité qu'incarnaient la force de ses chants : «Tu peux élever tes palais sur nos champs / Avec notre labeur et le travail de nos mains / Tu peux lâcher tes chiens dans les rues / Et renfermer sur nous tes prisons / Tu peux nous voler notre sommeil / Nous avons dormi trop longtemps» (Élève tes palais). Samia et Matthias

Voir «Cheikh Imam ou les yeux des mots», dans la revue Autrement, hors-série n° 12 (1985).

## LES PRÉDICATEURS À L'ÉCRAN

C'EST LE RAPPORT entre une expérience et un désir qui définit la figure des prédicateurs chrétiens au cinéma – de ceux qui osent invoquer leur Seigneur à haute voix, devant les foules : l'expérience intime d'une unité indicible qui fonderait pourtant par des mots, ici et maintenant, une communauté. Le regard critique sur cette tentative d'établissement du politique par le théologique est au centre de quelques-

uns des films qui ont pu s'intéresser au spirituel, et dont l'actualité cinématographique nous offre dernièrement d'autres modalités intéressantes, quoique plus indifférentes à cette dimension constitutive du prosélytisme religieux (Des hommes et des dieux, The Tree of life, Habemus Papam). L'inquiétude, la bassesse ou l'étrange folie de ces orateurs charismatiques, héritiers de ceux d'Oscar Micheaux et de Robert

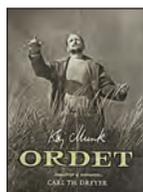
Bresson, est soumise au regard d'une humanité souvent solitaire, dont l'insupportable faiblesse n'a d'égal qu'une incompréhensible volonté opaque, parfois étonnamment bienveillante et rêveuse : la «foi» des indifférents, des enfants, des coupables et des insoumis, parfois celle des prédicateurs eux-mêmes, qui demeurent alors, sûrement, nos meilleurs ennemis. Serge Lorenzo



### LA NUIT DU CHASSEUR (The Night of the Hunter)

Film américain de Charles Laughton 1955, 93 min

Du seul film réalisé par Charles Laughton, l'un des plus grands acteurs de son époque, on a pu dire qu'il s'agissait d'un «pur joyau qui brille d'un éclat maléfique». Robert Mitchum y est extraordinaire, en pasteur assassin à la poursuite de deux enfants recueillis par Lilian Gish pendant la Dépression, tandis que Shelley Winters s'offre à sa vérité fanatique en un sacrifice halluciné. La narration et la photographie exceptionnelle transfigurent ce pamphlet en un envoûtant conte enfantin.



### ORDET

Film danois de Carl Theodor Dreyer 1956, 126 min

Pendant la folie de Johannes, l'un des fils du vieux fermier Morten qui se prend pour Jésus, les disputes religieuses des aînés séparent des amoureux, et la mort emporte les innocents. Ordet («la parole») ne cède en rien aux chefs-d'œuvre plus connus de Dreyer quant à la critique du sectarisme, et c'est l'un des plus incroyables films sur le pouvoir des mots et sur la foi, jusqu'au grandiose blasphème final.



### LES DIABLES (The Devils)

Film britannique de Ken Russell 1971, 111 min

Ken Russell s'est inspiré d'Aldous Huxley pour dépeindre librement l'exécution d'Urbain Grandier pour satanisme en 1634, après son refus de détruire les remparts de Loudun face à l'État centralisateur. L'hystérie érotique baroque du film, et son insoutenable portrait de la servitude collective volontaire des fidèles, lui ont souvent valu la censure.



### LA MESSE EST FINIE (La messa è finita)

Film italien de Nanni Moretti 1985, 94 min

Don Giulio (Nanni Moretti), muté, revient à Rome : l'église est en ruine, la paroisse désertée, son prédécesseur détroqué s'est marié, sa sœur avorte, ses amis d'adolescence lui sont incompréhensibles. Le film de Moretti est aussi une hilarante comédie à l'italienne, où il incarne une version intègre et violente de son personnage «autarcique», cette fois obligé de s'occuper des autres.



### SOUS LE SOLEIL DE SATAN

Film français de Maurice Pialat 1987, 103 min

Bernanos revu par Pialat (après Bresson, Journal d'un curé de campagne, 1951), et Depardieu silencieux, à pied et en soutane, parcourant sans relâche les champs sans plus de paroissiens désormais, mais en témoin impuissant, épuisé jusqu'au miracle et à l'anéantissement, de l'énigme de la nature et de la grâce.

